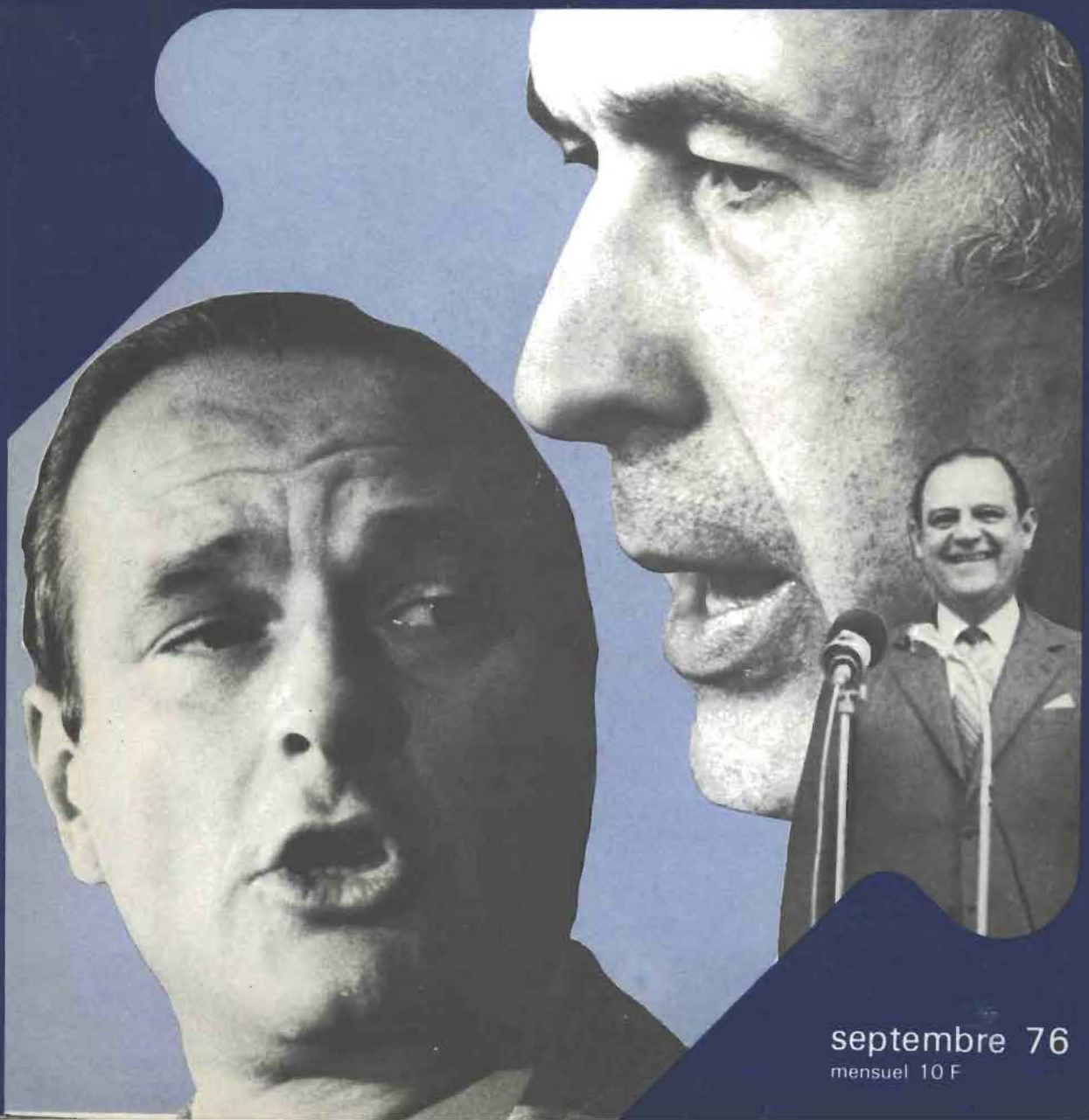
faire

mensuel pour le socialisme et l'autogestion

11

Les deux stratégies de la bourgeoisie



septembre 76
mensuel 10 F

Nº 11 SOMMAIRE

actualité

Les deux stratégies de la bourgeoisie 1

Que ferions-nous des empires de presse ? 6

Dire la vérité sur la guerre du Liban 10

Allemagne : quel choix ? 15

Carter for Président ? 17

changer la vie



Pour une stratégie du changement social 20

où en sont aujourd'hui...



Le mouvement consommateur 24

recherches et débats

Autogestion : un projet travailliste ? 32

L'apport de Castoriadis 39

interviews



Michel Rocard 43

dossiers

Réformer l'Administration 50

ACTUALITÉS

Les deux stratégies de la bourgeoisie


Norma

Pompidou : une même stratégie

La clarification stratégique que vient d'opérer au sein de la bourgeoisie française la rupture Chirac-Giscard va obliger la gauche à repréciser ses objectifs et son dispositif de bataille non seulement pour gagner les prochaines législatives mais aussi pour savoir ce qu'elle fera de son éventuelle victoire électorale. Patrick Viveret ouvre ici le débat.

Les contradictions qui divisaient la bourgeoisie française depuis l'élection de Valéry Giscard d'Estaing étaient jusqu'ici économiques, sociales et idéologiques. **Elles viennent aujourd'hui de trouver leur forme politique,** et ce avec une clarté rarement atteinte dans le processus de la lutte des classes dans notre pays. Nous sommes aujourd'hui confrontés non à une stratégie de la bourgeoisie, plus ou moins nuancée, plus ou moins contradictoire, vécue à travers le prisme déformant des intérêts partisans et des tactiques personnelles, mais bien à **deux stratégies cohérentes** sur le plan économique, social, idéologique et politique. Et ces deux stratégies, qui font appel à des bases sociales différentes, ne recouvrent pas aujourd'hui exactement les contours des organisations politiques de la droite.


Sygma

Chirac : pourquoi cette rupture ?

La stratégie Chirac

La plus facile à caractériser, c'est bien sûr celle qu'illustre Jacques Chirac. Nous la connaissons bien puisque ce fut celle de Georges Pompidou, et qu'elle fut également appliquée, au moins en matière économique et sociale et en politique intérieure, par Charles De Gaulle.

Cette stratégie, on peut la résumer ainsi : en termes de bases sociales, la bourgeoisie française ne peut assurer le maintien de son pouvoir économique et politique que dans le cadre de ses alliances habituelles avec la petite et moyenne bourgeoise traditionnelle et avec la paysannerie. Celà ne signifie en aucun cas la disparition des contradictions au sein de cette alliance. A plusieurs reprises, De Gaulle, Pompidou et Chirac, conscients de la nécessaire restructura-

tion de l'appareil productif français, ont fait payer très cher à la petite et moyenne bourgeoisie les processus de concentration et de modernisation imposés par cette restructuration. Mais le trait distinctif de leur stratégie politique était de ne jamais pousser ces contradictions **au-delà du seuil où la question du pouvoir se trouverait posée** par l'ouverture d'une révolte politique et plus seulement économique de ces catégories sociales. Chaque fois que ce seuil a paru être atteint, les gouvernements de la Vème République ont fait marche arrière : vote de la loi Royer pour les artisans et commerçants, politique de complaisance et de saupoudrage dans le domaine agricole (1), reculs constants dans les situations d'affrontement avec les viticulteurs, sur le problème de la fraude fiscale, dans le débat sur les droits de succession etc.

La nécessité de tels compromis résultait à leurs yeux d'une conviction : la bourgeoisie française ne peut passer de réelle alliance ni avec la classe ouvrière dans sa composition traditionnelle, ni même dans sa forme étendue qui résulte de l'accroissement considérable du salariat. Refus d'alliance ne veut pas dire ici, entendons-nous bien, choix de lutte ouverte : en ce cas, la stratégie aurait été suicidaire car la majorité sociologique du pays serait alors devenue une majorité **politique** antinomique au pouvoir. Vis à vis de la classe ouvrière et du salariat, la politique suivie a donc été une stratégie de **neutralisation** de ces catégories sociales qui s'est traduite très clairement par un compromis : maintien d'une certaine progression du pouvoir d'achat global de ces catégories en échange d'une absence totale de modification des formes du pouvoir et de la propriété dans la production. La base économique de ce compromis, c'était la formidable expansion des économies occidentales dans les années soixante, expansion que tous les gouvernements de la Vème République ont choisi de maintenir en acceptant d'en payer le prix, de plus en plus lourd au fur et à mesure que la récession s'avançait : **l'inflation.**

Cette stratégie politique est restée hégémonique au sein de la bourgeoisie française, y compris après la prise du pouvoir par Giscard d'Estaing qui fut, l'on s'en souvient, comme Ministre des Finances puis comme Président de la République, le principal exécutant de cette politique inflationniste.

Les contradictions qui sont apparues dans cette période historique (en gros de 1958 à 1976) ont été idéologiques (lutte entre les traditions orléaniste et bonapartiste). Elles n'ont jamais été politiques, sauf à certains égards au moment de la tentative de Chaban Delmas. Mais cette tentative s'inscrivait dans un contexte économique encore expansionniste et ses objectifs étaient par trop flous et ses moyens contradictoires pour pouvoir imposer une alternative **politique** à la stratégie de Pompidou.

Cette stratégie, Chirac avait toutes les raisons de penser qu'on pouvait la poursuivre avec Giscard. Pour lui, **et il avait raison à l'époque**, le danger politique d'une modification des alliances de classe du régime venait en 1974 de la candidature Chaban. Avec Giscard, il s'agissait uniquement de gérer une mutation devenue inévitable du rapport de forces entre les idéologies et les clientèles de la classe politique au pouvoir : la préservation de l'influence idéologique et du clientèlisme UDR passait par ce compromis, qui ne remettait pas en cause l'essentiel : les bases sociales du régime et la stratégie politique.

Une contradiction politique

L'élément nouveau, celui que nous allons analyser un peu plus loin, tient précisément dans la conviction que se sont peu à peu forgés Chirac et ses soutiens sociaux et politiques que la tentative Giscard changeait insensiblement de nature : de frictions inter-nes à la classe politique entre UDR, RI et centristes, on en arrivait à une contradiction politique. Le désaccord sur les élections anticipées n'est rien d'autre qu'un conflit sur la façon de traiter le problème des bases sociales du régime. Nous sommes, on le voit, bien au-delà du seul problème posé par la carrière politique de Chirac, son désir de réussir « sa sortie » et de reprendre le contrôle d'une UDR de plus en plus « grognarde ».

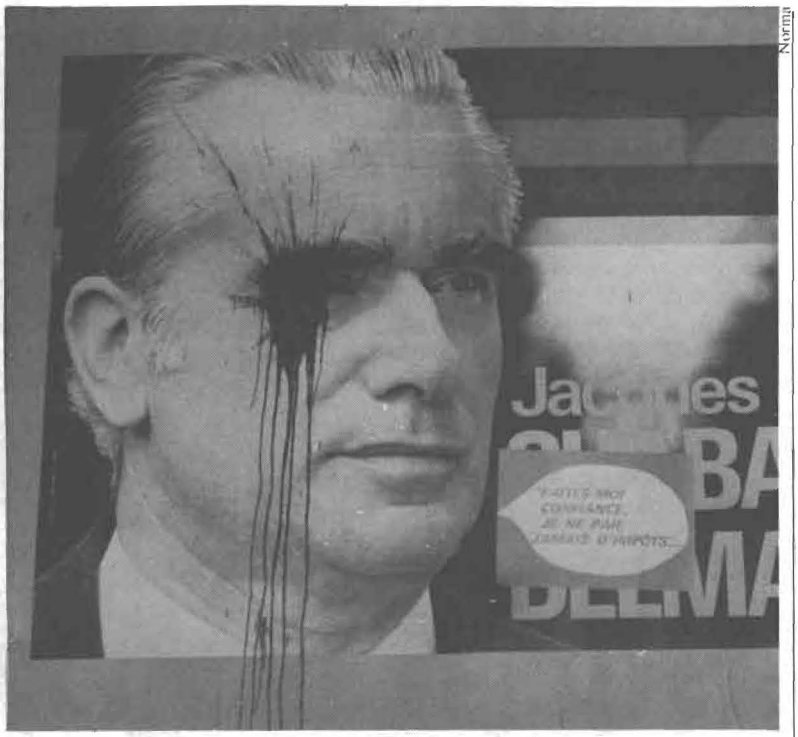
Cette sortie, en effet, devait inévitablement se produire : Chirac a toujours dit qu'un Premier Ministre sous la Vème République ne devait pas rester en place plus de 2 ans ou 2 ans et demi. Mais rien ne l'obligeait – si l'on prend comme seul critère ses ambitions personnelles – à lui donner la forme de l'ouverture d'une crise politique. S'il l'a fait, c'est parce qu'il est intimement convaincu, comme le fut Pierre Juillet au moment de la tentative Chaban-Delmas (2), que la nouvelle stratégie giscardienne qui s'esquisse fait courir au régime et à la bourgeoisie **un péril mortel.** Le recours qu'il prépare, loin d'être fondé sur l'ouverture d'une guerilla permanente avec le pouvoir (il sait mieux que quiconque que l'UDR, si elle provoquait la cassure de la majorité, irait droit au suicide) est au contraire un recours pour parer à ce qui sera à ses yeux la conséquence hautement probable de l'orientation choisie par Giscard : la victoire législative de la gauche.

Venons-en donc à l'examen de cette nouvelle stratégie politique qui s'esquisse à travers Giscard au sein de la bourgeoisie française. Je dis bien **qui s'esquisse** – et cela doit relativiser toutes les hypothèses que l'on peut formuler à son égard – car elle est loin d'être parvenue à maturité et ce pour deux raisons :

a) La fraction de la classe politique qui se réjouit de la démission de Chirac reste, pour l'essentiel, persuadée qu'il s'agit là d'un nouvel épisode favorable dans le

(1) Sauf à l'époque du passage d'Edgar Pisani au Ministère de l'Agriculture ce qui a précisément entraîné son départ.

(2) Voir sur ce point l'analyse de Gilles Martinet dans son livre « Le Système Pompidou », Le Seuil.



Chaban : le danger politique d'une modification des alliances de classe du régime

partage des influences idéologiques et des rapports de force entre clientèles gaullistes d'une part, centristes, RI et réformateurs de l'autre. Cette fraction n'est pas forcément prête, loin de là (l'inquiétude manifestée par Poniatowski en témoigne sans doute) à s'engager dans une nouvelle stratégie remettant en cause les alliances de classe traditionnelles de la bourgeoisie.

b) Giscard lui-même, qui a toujours fait preuve d'une constance remarquable dans sa **tactique personnelle** appliquée à la superstructure politique, est infiniment plus hésitant s'agissant d'une stratégie globale qui est aussi bien économique et sociale que politique. S'il doit modifier l'orientation qui a toujours été la sienne jusqu'ici (c'est-à-dire au fond, comme nous l'avons montré, celle de Pompidou), ce n'est que contraint et forcé par l'analyse de la situation économique qui est aujourd'hui celle de la France et de la plupart des pays industriels. Aura-t-il la volonté politique, et plus encore les moyens, de mener à bien la stratégie que nous allons maintenant décrire, c'est une toute autre affaire...

L'esquisse d'une nouvelle stratégie

Ces réserves étant faites, et l'on a vu qu'elles sont de taille, analysons rapidement les traits distinctifs de cette nouvelle stratégie qui s'esquisse aujourd'hui dans une fraction de la bourgeoisie française.

Pour la résumer aussi brutalement que je l'ai fait pour la stratégie Pompidou-Chirac, je dirai que cette orientation part du constat suivant : **il est devenu aujourd'hui impossible de continuer à jouer sur l'inflation pour garantir à la fois le maintien des alliances de classe traditionnelles du régime et la neutralisation du salariat.** Cette analyse est crûment et clairement expliquée par un homme qui, fort piètre politicien, a toujours été un excellent miroir des courants traversant la nouvelle bourgeoisie moderne : Jean Jacques Servan-Schreiber. Or, dans un éditorial écrit **avant** le remaniement ministériel, Servan-Schreiber faisait une analyse que nous aurions d'autant plus d'intérêt, à gauche, à examiner attentivement qu'elle a été reprise ensuite presque au mot près par Raymond Barre.

Quatre points caractérisent le diagnostic du directeur de « L'Express » :

1) « On ne retrouvera pas, d'ici à 1980, dans l'ensemble de l'univers industriel, les taux de croissance des années 50 et 60 ». Cette hypothèse est notamment fondée sur ce qu'il appelle la détérioration des termes de l'échange avec le Tiers-Monde (traduisons : la plus grande difficulté de l'impérialisme occidental, depuis la modification du rapport de forces avec les pays producteurs de pétrole, à maintenir un taux d'exploitation du Tiers-Monde comparable à celui des années 60).

2) « Le retard dans l'investissement productif qui a été pris dans tous les pays industriels sans exception, est considérable ».

3) « **Le stock de capital doit ainsi être reconstitué dans des délais assez brefs et à un rythme inconnu depuis la période d'après-guerre** ».

4) Les nouveaux problèmes liés à la dépendance énergétique et à la pollution obligent à considérer que « c'est de 4 à 6 points supplémentaires pris sur la production, au moins, par rapport aux années d'avant la récession, qu'il faut envisager d'affecter à l'investissement dans le produit national ».

De cette analyse, celle précisément que le nouveau premier ministre développe aujourd'hui, Servan-Schreiber tire la conclusion économique et sociale suivante : « Ces sommes, il faut les trouver. Il n'y a que deux secteurs possibles où aller les chercher : dans la consommation et dans les transferts sociaux. Pour des raisons politiques (...) qui sont assez évidentes (sic), ce n'est pas sur les transferts qu'on les trouvera. Il n'est pas cohérent d'envisager de « déstabiliser » l'équilibre social, déjà fragile, pour accroître l'investissement, dont on provoquerait au contraire une fuite accélérée. Reste alors la consommation. Comme,

ajoute-t-il, il faut aboutir d'ici à 1980 à consacrer 4 à 6 points supplémentaires de la production à l'investissement, cela signifie que la consommation, le pouvoir d'achat individuel, va devoir être sérieusement infléchi pendant plusieurs années, et même, à la moindre faute de conduite, être **réduit** ».

Quant à la conclusion politique, la voici en deux temps :

a) « On imagine ce que représente en capacité d'invention politique, en agglomération de volontés sociales, en efforts d'égalisation, en acceptation de changements, en diffusion de responsabilités, une pareille affaire sur plusieurs années (...) On est bien loin des astuces tactiques évoquées, ici et là, sur les dosages entre partis, les avantages à distribuer (avec quoi, d'ailleurs ?) aux « clientèles électorales pour les municipales ou les législatives ! ».

Voilà pour la réfutation de la stratégie Chirac.

b) Et voici désormais (dans un second éditorial paru la semaine suivante) la conclusion politique prospective : prenant comme interlocuteur Edmond Maire, qui indiquait dans une conférence de presse qu'aucune lutte contre l'inflation n'était réalisable sans s'attaquer aux inégalités sociales, Servan-Schreiber acquiesce et conclut : « La situation actuelle de l'économie française exige une mutation d'une réelle ampleur dans la distribution des ressources nationales et l'acceptation d'un freinage généralisé du pouvoir d'achat. Cette mutation, ces sacrifices ne seront pas acceptés tant qu'une novation politique radicale n'aura pas, réellement et notoirement, maîtrisé les deux scandales qui bloquent tout accord : les inégalités, la fraude fiscale ».

Double dissociation

Accord : tel est bien le grand problème de cette stratégie. Si l'on veut poursuivre à la fois la restructuration de l'appareil productif pour maintenir à flot l'économie française dans un cadre capitaliste, et engager une lutte effective contre l'inflation, on ne peut faire l'économie d'une alliance (conflictuelle certes, mais alliance tout de même) avec une partie au moins du salariat et de ses représentants syndicaux. Du même coup, la nouvelle stratégie Giscard suppose comme condition sine qua non de sa réussite la réalisation de l'un au moins des deux objectifs suivants :

– réussir une dissociation suffisante entre les objectifs revendicatifs du mouvement syndical et ce qui apparaît jusqu'ici comme leur débouché politique naturel : une victoire législative de la gauche.

– réussir une dissociation politique de l'Union de la gauche, non pas avant les législatives, (le Président a compris désormais que c'était impossible) mais après, dans la situation profondément contradictoire créée par son éventuelle victoire, de façon à intégrer une fraction notable du mouvement socialiste à cette stratégie.

Il est clair que l'objectif du gouvernement Barre est de tenter à tout prix de réussir la première condition évoquée, pour éviter d'avoir à envisager la seconde. Giscard fera tout pour gagner les prochaines législatives car il sait fort bien l'énorme degré de risque qu'il lui faudrait prendre pour réussir la dissociation politique de la gauche. Mais contrairement à la plupart des analystes politiques qui estiment aujourd'hui que Giscard va jouer son va-tout en 1978, je considère que sa stratégie vise désormais **aussi** à gérer une

Barre : la dernière tentative...



Sygma

éventuelle victoire législative de la gauche. Pour réussir la politique que j'évoquais, Raymond Barre est en effet la dernière tentative possible dans le cadre actuel du régime (d'où l'ouverture au centre gauche). Mais si le nouveau premier ministre échoue, ce projet - c'est-à-dire poursuivre la restructuration de l'appareil productif et engager la lutte contre l'inflation tout en restant dans un cadre capitaliste - passe obligatoirement par une tentative réellement social-démocrate (c'est-à-dire à l'allemande et non dans la version impuissante et hypocrite que fut la social-démocratie française sous la IVème République) ce qui suppose la rencontre d'une véritable base sociale salariée et d'une organisation politique qui en dispose.

Pour réussir éventuellement dans cette tentative redoutable (pour lui, mais aussi pour nous socialistes), Giscard n'a mis en place pour l'heure qu'un seul élément du dispositif mais il est de taille : quoi qu'il arrive, il restera au pouvoir (déclaration faite aux Etats-Unis), non pour inaugurer les chrysanthèmes (refus confirmé spectaculairement de la dyarchie), mais bien pour réussir une négociation avec le PS et, à terme, une rupture de l'alliance avec le PC.

Un débat à ouvrir

Le simple énoncé de cette tentative (potentielle, rappelons-le, compte tenu des deux réserves que j'évoquais précédemment) devrait suffire à nous conduire, nous socialistes, à tirer un certain nombre de conclusions quant à notre stratégie dans les prochaines années. Ces conclusions, je les évoque rapidement car elles ouvrent un débat que nous aurons l'occasion de poursuivre dans les prochains numéros de « Faire ».

1) **Par rapport à Chirac :** depuis qu'il existe désormais un recours au sein de la bourgeoisie française dont nous savons historiquement qu'il peut en cas d'affrontement de classe aigu prendre des formes d'extrême-droite, nous avons l'obligation impérieuse non seulement d'analyser mais aussi de nous préparer à contrecarrer toutes les tentatives qui vont viser à déposséder une gauche éventuellement victorieuse au Parlement de pouvoirs effectifs. Trois grands secteurs doivent être ici pris en considération :

– Les stratégies économiques mises en place au sein du patronat soutenant Chirac pour créer à terme les conditions d'un sabotage d'une politique économique de gauche.

– Les stratégies visant à disposer de moyens idéologiques considérables dans le domaine de l'information (voir à ce sujet l'article de Gilles Martinet sur l'opération Hersant).

– Les stratégies visant à aggraver encore la transformation des appareils répressifs en créant au sein de l'armée et de la police des fractions qui ne joueront pas le jeu « républicain » (défense opérationnelle du territoire, corps spéciaux de police, utilisation des techniques de fichage de la population, etc).

2) **par rapport à Giscard** : L'analyse que nous avons faite précédemment doit nous faire accorder une priorité absolue au renforcement de nos rapports avec le mouvement syndical et à l'accroissement de nos relais sociaux, en particulier dans l'entreprise.

Par ailleurs, elle doit nous conduire à mener vigoureusement l'offensive sur un terrain que le PS a lui-même choisi mais qu'il tend parfois à négliger : celui du **projet de société**. Face à Giscard, qui va tenter par le biais du projet de « société libérale avancée » de jouer à nouveau une bataille du type « les modernes contre les anciens », il est nécessaire de mener la bataille non seulement sur le plan gouvernemental mais aussi sur celui de notre projet de société autogestionnaire.

Enfin, l'hypothèse de la dyarchie étant définitivement évacuée, comme le souligne Robert Badinter dans une tribune du Nouvel Observateur, le parti socialiste va être amené à un choix que j'évoque volontairement de façon à ouvrir le débat : le premier, celui que nous refusons, consisterait au nom des contraintes réelles, économiques et institutionelles, que rencontrerait une gauche victorieuse aux législatives à préparer une négociation avec Giscard, mais sur des bases qui seraient inévitablement contradictoires à terme avec l'unité de la gauche et avec notre projet socialiste. Le second consiste, dans la ligne du combat qui, depuis Epinay, a assuré au Parti socialiste son renouveau et à la gauche son unité, à créer un niveau d'unité de la gauche supérieur à ce qu'il est aujourd'hui. C'est-à-dire, en clair : rouvrir avec nos partenaires communistes le dossier de tous les problèmes sur lesquels la gauche reste fragile, en améliorant nos propositions programmatiques (ce qui n'a rien à voir avec une remise en chantier globale du Programme commun qui garde toute son actualité sur l'essentiel : les réformes de structures) et en approfondissant notre débat sur le projet de société avec nos partenaires. Mais ceci suppose qu'une condition soit préalablement remplie. Avant d'aborder ce débat décisif, le Parti socialiste doit avoir lui-même précisé ses choix. Plus que jamais le renforcement de l'unité passe en effet par la capacité d'initiative du PS, par le renforcement de ses bases sociales et de son identité idéologique.

Toute autre attitude fondée sur le maintien du statu quo actuel nous condamnerait en effet à être, le jour venu, désemparés face à la nouvelle stratégie giscardienne. Le risque serait alors grand soit de renouer avec le vieil échec de la social-démocratie française (langage idéologique révolutionnaire dans l'opposition et compromis avec la bourgeoisie une fois au pouvoir), soit de nous trouver démunis en cas d'affrontement de classe aigu, cette fois-ci contre Chirac, comme le fut par exemple, certes dans de toutes autres conditions économiques, l'Unité populaire chilienne.

Tels sont les éléments d'un débat auquel la modification du dispositif politique de la bourgeoisie contraint, me semble-t-il, le mouvement ouvrier et singulièrement le parti socialiste.

Patrick VIVERET

Que ferions nous des empires de Presse ?

Gilles Martinet tire ici, pour la gauche, les conclusions de l'opération Hersant sur France-Soir.

France-Soir aurait pu continuer à s'appeler « Défense de la France », c'est-à-dire porter le nom du mouvement de résistance qui était autorisé à le faire paraître. Comme Combat continuait à s'appeler « Combat », Franc-Tireur « Franc-Tireur », et Libération « Libération ». Mais les jeunes hommes qui avaient animé le « Défense de la France » clandestin – ils avaient vingt ans et pour noms Philippe Viannay, Patrice Blank et Robert Salmon – voulaient faire un grand journal d'information et non pas simplement un journal d'opinion. De ce point de vue, France-Soir était un bon titre car il rappelait à des millions de français le Paris-Soir d'avant-guerre, journal extrêmement lu mais qui avait eu le tort de paraître sous l'occupation. Paris-Soir, France-Soir, la continuité se trouva établie, bien que ni les hommes, ni les capitaux (en vérité l'absence de capitaux) n'aient été les mêmes.

Il est intéressant de noter à ce propos que les seuls journaux parisiens créés à cette époque et et qui aient survécu jusqu'à maintenant sont des « remake » des grands journaux d'avant-guerre : le « Parisien libéré » rapelle évidemment le « Petit-Parisien », « l'Aurore » « l'Oeuvre », « Le Monde » « Le Temps » et « France-Soir » « Paris-Soir ».

Donc, le choix de « France-Soir » fait en novembre 1944 était, commercialement parlant, un bon choix. L'équipe de « Défense de la France »voulut mettre tous les atouts dans son jeu. Elle prit comme rédacteur en chef un très bon professionnel, Pierre Lazareff. Et le journal, géré par Blank, ne cessa de grimper.

Au début de l'année 1947, France-Soir tirait déjà à 450.000 exemplaires. C'était un succès mais un succès fragile. Il n'y avait derrière aucun capital important. En février 1947, les rotativistes parisiens se mirent en grève et le mouvement dura un mois entier. France-Soir n'avait plus de trésorerie. Il y avait plusieurs solutions possibles. Lazareff, qui aimait le sûr et le solide manoeuvra pour imposer celle qui avait sa préférence, la solution Hachette. Il menaça de passer avec armes et bagages au journal concurrent qui était Paris-Presse (encore une évocation de Paris-Soir). Les jeunes directeurs cédèrent. C'est ainsi que le « trust vert » mit la main sur le plus grand journal du soir, en même temps qu'il reprenait les fameuses messageries qui lui avaient été enlevées à la Libération. Et comme il avait besoin d'une couverture « résistante » et qu'il ne lésinait pas, il offrit à Robert Salmon le plus haut traitement de la presse française.

Par ailleurs Lazareff avait importé des Etats Unis non seulement les techniques journalistiques modernes mais aussi l'idéologie américaine des années trente. Il était fasciné par la réussite, quelle qu'elle soit, et surtout par la réussite dans le monde de l'argent et de la politique. France-Soir fut ainsi un journal dynamique dans ses méthodes, accrocheur dans ses reportages, mais exprimant un conformisme de parvenu. Puis la formule commença à vieillir : elle cessa de correspondre à la sensibilité d'un nouveau public, Lazareff se trouvait dépassé. On chercha, après sa mort, à la renouveler. Toutes les tentatives furent décevantes. Hachette décida alors de se débarrasser de France-Soir.

Winkler l'acheta en juillet. Mais il n'avait pas les reins assez solides. La petite histoire dira s'il s'était entendu à l'avance avec Hersant ou si Hersant vint le voir au bon moment. Toujours est-il que le contrat signé dès le mois d'août entre les deux hommes implique une mainmise d'Hersant sur le journal. Non pas simplement parce qu'il dispose de 50% du capital, et qu'à soixante dix-huit ans Winkler est hors d'état de résister à son dynamisme, mais aussi et surtout parce qu'il représente à la fois une solution technique et un choix politique.

Un système révolutionnaire

L'ancien dirigeant du « Centre Philippe Pétain » de Brévannes et le fondateur de l'Auto-Journal avait jusque là procédé d'une façon aussi sommaire qu'efficace. Il achetait des journaux en difficulté financière ou en crise de direction. Il y réalisait aussitôt des



La combativité de la rédaction...

économies, réduisait le personnel, vendait souvent une partie des biens immobiliers et rétablissait la situation (une exception : Paris-Normandie, qui était jadis une affaire florissante et qui serait aujourd'hui en déficit). Pour les banques, Hersant est un gestionnaire dur mais réaliste. C'est un homme à qui on peut d'autant plus facilement prêter de l'argent qu'il compte dans son groupe un certain nombre de publications spécialisées à gros profits. Cependant, en prenant le contrôle du Figaro puis en cherchant à s'emparer de France-Soir, Hersant inaugure une nouvelle stratégie. Il pense toujours aux économies, au licenciement d'une partie du personnel et aux ventes d'immeubles, mais il y ajoute un grand projet : la publication simultanée par des imprimeries parisiennes et des imprimeries de province du Figaro et de France-Soir.

Le système existe déjà aux Etats-Unis, au Japon, en Italie et en Suède. Les formes d'un journal publié dans une ville donnée sont transmises dans un certain nombre d'autres villes grâce à l'emploi d'un procédé de fac-similé et à l'utilisation de cables coaxiaux (1). Il faut à peine six minutes pour réaliser cette transmission. On voit aussitôt les conséquences de ce procédé. Le Figaro qui est actuellement mis en vente le matin à Toulouse est un journal que l'on fait tomber la veille au milieu de l'après-midi pour lui faire prendre le train du soir. Il est défraîchi par rapport à la dernière édition de la Dépêche qui est tombée le jour même à quatre ou cinq heures du matin. De même France-Soir, transporté à grands frais par avion est, lorsqu'il est vendu à Toulouse, un journal du petit matin et non un journal du soir. La transmission à distance met le Figaro sur un pied d'égalité avec la Dépêche, et donne un net avantage à France-Soir. Il reste que la Dépêche publie des informations locales que la presse parisienne ne peut donner. Cela est vrai tant que Hersant n'a pas acheté, comme il l'a fait dans le centre, dans l'ouest et dans le nord, une ou plusieurs petites publications qui pourront être « encartées » dans le Figaro ou France-Soir.

On voit alors apparaître le sens politique de l'opération. A quelques exceptions près, la presse régionale n'est pas une presse de gauche. Mais ce n'est pas non plus une presse « à la botte » du gouvernement. Ayant, dans la plupart des cas, une situation de monopole, elle doit tenir compte des équilibres politiques locaux et il lui arrive fréquemment d'être critique à l'égard de tel ou tel aspect de la politique du pouvoir, de ce pouvoir qui voit avec de plus en plus d'inquiétude s'approcher l'échéance de 1978. On comprend que l'entourage de Giscard, comme celui de Chirac, aient été séduit par l'idée de disposer d'un puissant moyen de pression sur cette presse jusque là sans concurrence. C'est cette idée que leur a vendu Hersant. Non point qu'il ait touché de l'argent du gouvernement. Mais les énormes crédits que lui ont consentis les banques et notamment les banques nationalisées, ne l'auraient pas été aussi facilement si à la réputation de « bon gestionnaire » du personnage n'étaient pas ajoutées de hautes recommandations politiques.

Défendre le pluralisme

Hersant s'attendait, bien sûr, à de fortes résistances. Il les avait déjà connues lors de sa prise de contrôle de Paris-Normandie. Il avait laissé crier les opposants, puis avait fait des concessions. L'accord signé avec la rédaction du grand journal de Rouen donnait, sur le papier, des garanties relativement sérieuses. Hersant savait que le temps jouait pour lui : deux ans après la conclusion de l'accord, on découvre que ses principaux signataires ont quitté le journal ! C'est la même tactique qui devait être appliquée dans le cas du Figaro et qui le serait sans doute dans celui de France-Soir.

Ici cependant, les choses ne se passent pas aussi facilement. Et ceci pour trois raisons : la combativité des membres de la rédaction, la présentation, grâce à l'équipe du Nouvel Observateur, d'une véritable alternative, enfin la saisie des tribunaux pour violation de la législation de la presse.

Les journalistes de France-Soir ont très clairement expliqué le sens de leur réaction. Ils ne conservent pas la nostalgie de l'époque Hachette. Un trust en vaut un autre. Ils luttent pour la défense d'emplois menacés (maître des deux grandes quotidiens parisiens, Hersant ne peut qu'être tenté de

créer des services communs et donc de réduire les effectifs), mais surtout pour le pluralisme de la presse. Qu'Hersant réussisse son coup et son empire peut, en quelques années, prendre les dimensions de celui de Springer en Allemagne. Encore fallait-il montrer qu'une autre solution était immédiatement possible.

C'est la volonté de faire cette démonstration qui est à l'origine de l'initiative prise par Claude Perdriel, directeur du Nouvel Observateur, en accord avec l'intersyndicale. Le Nouvel Observateur n'a pas les moyens de financer à lui seul un redémarrage de France-Soir. Mais son crédit moral lui permet de réunir des concours suffisamment nombreux pour assurer cette relance sur la base d'une indépendance réelle de l'équipe rédactionnelle. C'est une expérience originale qui est proposée dans l'esprit de la Charte des Libertés publiée en mai dernier par le comité Badinter. Cette charte demande en effet que les journaux ne puissent appartenir qu'à des coopératives ou à des sociétés de rédacteurs et de gestionnaires, les sociétés anonymes ou les S.A.R.L. ne pouvant intervenir dans ce domaine qu'en qualité de commanditaires ou d'obligataires.

D'autres solutions de rechange furent également mises en avant, mais il s'agissait de solutions capitalistes classiques, susceptibles d'être réalisées dans le cas où une décision judiciaire ruinerait la combinaison Hersant. On sait en effet qu'à la suite de l'instance en référé engagée par les syndicats de journalistes, la vice-présidence du Tribunal de Paris a chargé un expert consultant d'examiner les conditions de la cession du fonds de commerce de France-Soir et de la prise de participation de Hersant. Mais cette mission ne s'étend pas au problème essentiel qui est de savoir si Hersant a ou non violé les articles 9 (la même personne ne peut être directeur de plus d'un quotidien) et 4 (l'utilisation de prête-noms est punie de prison) de l'ordonnance du 26 août 1944 sur l'organisation de la presse française.

Voici ce que prévoient :

– Le programme du Parti socialiste :

[...] « Afin de garantir le maintien et de favoriser le développement de la presse d'information, les mesures suivantes seront prises : exonérations fiscales, secteur pilote d'impression, aide quant au prix du papier en fonction inverse de la surface publicitaire utilisée ; tarifs de distribution favorisant les journaux. Il sera également créé un fonds d'aide aux entreprises de presse. Cependant, seules bénéficieront de ces aides celles qui présenteront un caractère d'intérêt général, défini de la façon suivante :

– les publications qu'elles éditeront devront consacrer au moins 50 % de leur surface à des informations de caractère politique, économique, social ou culturel ;

– les recettes de publicité ne devront pas représenter plus de 60 % des recettes d'exploitation de la publication ;

– la structure juridique des sociétés de presse devra permettre d'assurer l'indépendance des rédacteurs au regard des bailleurs de fonds, afin de permettre aux journalistes de remplir la mission de service public qui leur incombe.

Afin de faire de l'entreprise de presse « une maison de verre », tous les journaux devront publier leurs comptes, une fois par an, la liste de leurs participants financiers, comme cela était prévu par l'ordonnance du 26 août 1944. Lorsqu'un quotidien dispose d'un monopole de fait dans une région, l'Assemblée régionale pourra exiger la publication de tribunes libres représentant les différentes tendances et le contrôle des moyens financiers dont dispose ce quotidien » [...]

– Le programme commun :

« Des mesures immédiates permettront d'établir un prix de revient des journaux inférieur à leur prix de vente et de faciliter l'accès des journaux aux moyens modernes d'information, d'impression et de diffusion. Le statut des NMPP sera modifié de manière à les soustraire à l'emprise du groupe Hachette et à assurer des garanties démocratiques à la distribution de la presse.

Afin de garantir l'existence de la presse d'information et de favoriser son développement, des mesures seront prises : exonérations fiscales, aide au prix du papier, tarifs de distribution et tarifs de l'AFP favorisant les journaux, répartition équitable de la publicité d'Etat et du fonds culturel. Un fonds d'aide aux entreprises de presse sera créé. Seront exclues du bénéfice de ces mesures toutes les publications émanant des organisations patronales et des sociétés financières, industrielles et commerciales.

– Le projet de déclaration des libertés du PCF :

« Article 60. – La liberté de la presse est garantie. Cette garantie s'étend aussi bien au régime administratif, judiciaire et fiscal de la presse qu'à tous les moyens qui lui sont nécessaires pour assurer son indépendance à l'égard des puissances d'argent.

Un statut des journalistes garantit leur liberté de conscience et d'expression ».

– La Charte du comité Badinter :

« L'exigence du pluralisme est essentielle. Elle rejoint celle de l'indépendance et de la liberté d'expression. Car l'indépendance est théorique où règne une situation d'excessive concentration. Et la liberté d'expression requiert, pour s'affirmer, une diversité des publications permettant à toutes les opinions de trouver leur support. Pour permettre à des publications nouvelles de voir le jour autrement qu'à coups de millions, la création sera favorisée d'entreprises de presse regroupant, sous forme de coopérative de production, les journalistes et les gestionnaires de la publication.

Pour faciliter la renaissance de la presse d'opinion, l'Etat pourra mettre, à titre temporaire, certains moyens matériels à la disposition de nouvelles publications : papier, imprimerie, service de messagerie, etc.

Pour faciliter l'éclosion de nouveaux journaux locaux, les moyens de transmission à distance et les techniques légères d'impression seront également développés.

L'indépendance de la presse requiert, pour devenir effective, le droit à la connaissance par tous, lecteurs ou concurrents, des ressources et des dépenses de toute publication. Le fonctionnement des organes de presse doit s'effectuer dans le cadre d'une *absolue transparence*.

La censure peut revêtir en notre temps des formes nouvelles qu'il faut combattre. Elle peut s'exercer insidieusement au niveau des sources de l'information par le contrôle gouvernemental sur les agents de presse. Le statut de celles-ci, et d'abord de l'AFP, devra pourvoir à cette menace. La censure peut résulter de l'action des syndicats eux-mêmes, refusant l'impression d'une publication ou même d'un article. La liberté de l'information requerrait alors l'impression forcée par décision judiciaire et sous astreinte du journal ou du texte ainsi censuré.

Enfin, à la protection légale des citoyens contre la diffamation et l'atteinte à la vie privée, s'ajoutera une protection spécifique du *droit des lecteurs à une information libre et honnête.*

Il sera donc créé un Conseil National des Opérations de Presse. L'indépendance de ce Conseil sera assurée par sa composition.

Aussi, d'autres actions ont été entreprises, notamment par le bureau de l'association des anciens membres de « Défense de la France ». Celui-ci pourrait offrir sa caution à une opération analogue à celle qu'avait envisagée le directeur du Nouvel Observateur.

Des perspectives pour la gauche

Quelle que soit l'issue de cette bataille, une question se pose que les socialistes n'ont pas le droit d'esquiver : que ferait la gauche au pouvoir des empires de presse ?

Les réponses apportées par le Programme socialiste, le Programme commun et le projet communiste de Déclaration des Libertés ne fournissent pas, sur ce point, de réponses satisfaisantes. La Charte des Libertés élaborée par le comité Badinter ouvre des pistes beaucoup plus intéressantes. Les principes qu'elle énonce doivent être maintenant exprimés sous une forme concrète.

La première tâche d'un gouvernement de la gauche serait, à nos yeux, de compléter et de préciser l'ordonnance de 1944 afin :

1) de rendre impossible les camouflages qui ont jusqu'à présent permis de tourner la loi ;

2) d'organiser la *dévolution des biens des trusts* qui se sont constitués en violation de l'esprit (et, dans la plupart des cas) de la lettre de l'ordonnance.

Mais il est difficile de procéder à cette dévolution tant que n'auront pas été fixés les nouveaux principes qui doivent régir la presse. Ceux que propose la Charte du comité Badinter nous paraissent devoir être retenus. Les journaux quotidiens doivent appartenir aux équipes qui les font (journalistes comme responsables et employés du secteur de la gestion) et qui se structurent soit en coopératives de production, soit en sociétés de rédacteurs et de gestionnaires (2). Les sociétés de capitaux ne peuvent plus intervenir qu'en qualité de commanditaires ou d'obligataires. C'est donc *une loi générale sur la presse* qui devrait être présentée au Parlement.

Les partis politiques, les syndicats, les associations diverses, peuvent naturellement être à l'origine de la création de coopératives de presse. Il importe cependant de préciser que, dans la grande majorité des cas, la dévolution des quotidiens appartenant aux groupes de presse ne s'effectuerait pas au profit des partis. Il nous paraît indispensable que le parti socialiste ait son propre quotidien, mais ce quotidien ne saurait être un France-Soir transformé. Nous souhaitons bien entendu, que, dans leur plus grand nombre, les journaux soient favorables et non hostiles à l'expérience entreprise (comme ce fut notamment le cas au Chili), mais nous voulons aussi que la presse joue *son rôle de contre-pouvoir*, ce qu'elle ne pourrait faire si elle était entièrement dépendante des partis.

L'utilisation par le Figaro, et probablement demain par France-Soir, du système de la composition à distance, pose un problème particulier. Ce qui est aujourd'hui un facteur d'extrême centralisation pourrait être employé à une toute autre fin. Les positions de monopole que se sont assurées la plupart des quotidiens régionaux vont à l'encontre du nécessaire pluralisme. Cela ne nous conduit pas à préconiser la naissance de nouveaux régionaux (tâche qui nécessiterait d'ailleurs d'énormes et absurdes investissements). Mais cela doit nous amener à favoriser le développement de quotidiens locaux (de ville moyenne, d'agglomération, de fraction de département). Un tel objectif peut être atteint par la mise en œuvre d'un matériel léger d'imprimerie, mais aussi par *le recours à la composition à distance.* Ce type de quotidiens ne couvre bien, en effet, que les nouvelles locales. Or, il a besoin de donner un minimum d'informations nationales et internationales. Pourquoi ne passerait-il pas contrat avec un organe national de son choix qui lui transmettrait plusieurs pages imprimées ? Ce qui suppose que les moyens de cette impression à distance ne soient pas réservés aux seuls Figaro et France-Soir.

Pour aider à cette évolution, la constitution d'une *société nationale des moyens de presse* pourrait être envisagée. Il ne s'agit pas de refaire la S.N.E.P. de la Libération, qui correspondait à l'âge des linotypes, mais de répondre pratiquement aux besoins de décentralisation qui se font sentir à l'époque de l'ordinateur et de la photo-composition. Le système du crédit tel qu'il sera réorganisé après la nationalisation des banques privées devra, par ailleurs, permettre à la fois de percer les camouflages que ne manqueront pas d'utiliser les groupes de presse et de faciliter la sortie de nouveaux journaux.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans une perspective générale qui est celle d'une transition progressive vers le socialisme, une fois atteint un seuil décisif, et non celle du socialisme réalisé. Elles ne s'appliquent qu'à la presse quotidienne et elles n'écartent pas le concours des sociétés de capitaux. Leur logique est celle de la concurrence et du pluralisme, non celle de la substitution d'un monopole politique au monopole financier. Mais le point important à nos yeux, est qu'elles puissent être prises, dans le plus brefs délais, c'est-à-dire dans les premiers mois du gouvernement de la gauche. Pour réussir, celui-ci doit opérer un renversement général du rapport des forces qui entraînera une série de changements qualitatifs.

Le démantèlement des empires de presse, le développement d'une presse décentralisée, lui-même lié à un renouvellement des journaux nationaux, nous paraissent constituer la première étape à franchir.

Gilles MARTINET

(1) L'image est transmise en noir et blanc suivant le principe de la photographie tramée. La page de journal est placée sur un tambour et analysée par un lecteur optique. Le signal obtenu est codé, puis décodé à la réception, où il module l'éclairement d'un film photographique. Le négatif obtenu permet de reproduire la page du journal, le plus souvent en offset.

(2) Les ouvriers du Livre auront à intervenir dans la gestion des imprimeries mais non dans celle des journaux.

Dire la vérité sur la guerre du Liban

Les réactions provoquées par les évènements du Liban sont le plus souvent des réactions affectives. Comment ne pas être horrifié par le récit de ces combats fratricides, de ces massacres ininterrompus ? Et comment ne pas éprouver de l'émotion devant le sort tragique de ce peuple palestinien, dominé sur son propre sol et rejeté de ses terres d'exil ? Il ne faut cependant jamais oublier que la guerre qui se livre au Liban est d'abord une guerre politique dont on doit saisir le sens. Pour ceux qui, comme nous, souhaitent que la paix se rétablisse un jour au Moyen-Orient sur la double base de la création d'un Etat palestinien et de la reconnaissance du droit à l'existence d'une nation israëlienne qui aurait renoncé à ses conquêtes, la diffusion des dépliants de propagande ne saurait tenir lieu d'analyse et de jugement. Il faut avoir le courage d'évoquer l'hypocrisie des gouvernements arabes mais aussi les contradictions et les faiblesses du mouvement palestinien. Sinon, on s'expose à ne rien comprendre à l'évolution de la situation au Liban et à s'engager dans des campagnes qui ne tiennent aucun compte des solutions qui peuvent effectivement intervenir sur le terrain.

C'est pourquoi nous avons demandé à l'un des meilleurs spécialistes de la réalité libanaise de répondre à un certain nombre de questions. Xavier Baron est un journaliste en poste à Beyrouth. Il a vécu de près les récents évènements. Les Editions du Seuil publieront prochainement un livre de lui sur le mouvement palestinien qui est, de l'avis de ceux qui l'ont déjà lu, l'ouvrage le plus complet et le plus lucide consacré à ce mouvement. Nous voulions avoir un tableau précis des rapports de force qui se créent, des tendances qui se développent au sein de ce qu'on nomme le camp palestino-progressiste, des influences étrangères qui, en dehors de celles des Etats-Unis et de l'URSS, s'exercent sur ce camp et aussi, bien entendu, des perspectives qui s'ouvrent après tant de mois d'affrontements sanglants. Voici les réponses de Xavier Baron.

La guerre civile qui se déroule depuis un an et demi au Liban a ceci de caractéristique que l'appellation et la classification des forces en présence n'ont jamais fait l'unanimité. Elles n'ont en fait cessé de varier au cours du conflit.

On peut considérer qu'il y a, d'un côté, des chrétiens (essentiellement maronites et catholiques) qui se battent pour défendre une certaine idée du Liban et pour conserver un héritage qu'ils considèrent, à priori, comme profitable à tous les Libanais, et qui repose sur un système de privilèges confessionnels garantissant leur perennité en tant que minorité. On peut ainsi les qualifier de *conservateurs* chrétiens puisque leur intention première est de défendre et de préserver.

Il est beaucoup plus difficile de définir leurs adversaires qui ont pour première caractéristique de n'être pas tous libanais. Dans le camp dit islamo-progressiste, ce sont les palestiniens qui jouent le rôle essentiel. Il s'agit de forces de changement, sans doute, encore que la grande bourgeoisie musulmane sunnite qui appartient à ce camp n'ait pas grand chose à reprocher au régime d'avant-guerre.

Le contour de ce qui a été pendant la première année de guerre le « rassemblement islamo-progressiste » – regroupant à la fois ceux qui se réclament de l'arabisme, de l'islam et du progressisme, et qui proclament leur soutien à la révolution palestinienne – est devenu plus difficile à saisir à mesure que la compléxité de la crise s'affirmait.

Depuis le début de l'été, on observe un mouvement de reflux dans ce bloc en réalité très disparate. Des craquements se font sentir. Cela va parfois jusqu'à l'affrontement dans les rues de Beyrouth-ouest entre les miliciens nasseriens, les « Mourabitoun » d'Ibraim Koleitat, défenseur d'une certaine bourgeoisie nationale, et la milice de l'ancien premier ministre Saeb Salam, représentant de grande bourgeoisie sunnite.

L'aile musulmane du rassemblement islamo-progressiste prenant



La révolution ne peut se nourrir uniquement de combats de rues.

de plus en plus ses distances, le rassemblement de gauche ne comprend plus désormais, pour l'essentiel, que des forces palestino-progressistes.

La gauche libanaise

Peut-être parce que le Libanais est de nature individualiste, sans doute parce qu'il est très peu politisé et encore assujetti aux vieilles relations politiques de nature « tribale » ou « féodale », aucun grand parti, aucune grande force spécifiquement musulmane ou progressiste, ne s'est imposé dans les régions contrôlées par la gauche. On ne trouve pas, du côté palestino-progressiste, une force dominant les autres, un parti aussi structuré que le sont, de l'autre côté, les phalanges (dans lequel la majorité du petit peuple chrétien retrouve assez bien les idées et les principes auxquels il demeure attaché.)

Selon les régions, selon les traditions familiales ou féodales, tel ou tel parti de gauche a su s'imposer. A Beyrouth, ce sont encore les « Mourabitoun » qui tiennent le devant de la scène, mais leur étoile a pâli. Ces miliciens nasseriens ont été la révélation de la guerre dans la capitale. Ils ont fait leurs premières armes dans la bataille des grands hôtels du front de mer, à la fin de l'année 1975. Cela leur a valu leurs titres de gloire et ils ont alors été au faîte de leur popularité.

Mais la révolution ne peut se nourrir que de combats de rues. Aujourd'hui, les « Mourabitoun » souffrent du même mal que l'ensemble des forces palestino-progressistes qui doivent faire face à la présence massive de l'armée syrienne, aux succès militaires et psychologiques des forces conservatrices, et à la remontée des forces musulmanes traditionnelles.

Ce sont encore les communistes, qui ne représentent pas une grande force politique ou militaire mais qui disposent d'un parti bien structuré, à l'idéologie claire, qui à Beyrouth, tiennent le mieux face au reflux palestino-progressiste.

La montagne du Chouf, à l'est de Beyrouth, est le royaume de Kamal Joumblatt, chef féodal druze, leader du parti socialiste progressiste et personnalité dominante de la gauche libanaise. Ses partisans y règnent en maîtres, mais il leur manque l'armement lourds pour mener une bataille décisive.

Apparenté à la famille nasserienne, Farouk Moukaddem commande la principale milice de Tripoli, au nord-Liban. Il s'est dernièrement rapproché de la Syrie. Assiégé depuis des mois dans la capitale du nord-Liban, il lui serait difficile de résister longtemps à une attaque générale.

L'Armée du Liban arabe (ALA), formée avec les soldats – en majorité musulmans – de l'armée libanaise qui se sont ralliés au mouvement progressiste, aurait pu être la grande force militaire islamo-progressiste. Le relâchement

de la discipline, les rivalités internes, les séductions de Damas et les scandales provoqués par des officiers qui ont fait fortune avec les produits dont manquait la population (farine, essence), l'en ont empêchée. Elle est aujourd'hui menacée de désintégration.

Ces mouvements et forces de gauche – et tout particulièrement les « Mourabitoun » et l'ALA – ont trouvé dans la résistance palestinienne, c'est-à-dire plus que jamais le fatah, l'aide et l'expérience dont ils étaient parfois totalement dépourvus. Les armes, les munitions, le matériel, sont arrivés par le canal du fatah. Le tableau des forces en présence au Liban est d'ailleurs particulièrement révélateur. Sur les divers fronts, seuls 3.000 miliciens progressistes libanais, alliés à 25.000 combattants palestiniens, font face à 20 à 25.000 conservateurs, essentiellement chrétiens.

Les occasions perdues

En dépit de la faiblesse des forces qui se sont rassemblées autour de sa personne, Kamal Joumblatt est sans conteste l'homme qui décide pour la gauche. Parfois seul, mais souvent après avoir recueilli l'avis favorable de Yasser Arafat. A l'âge de 57 ans, sa riche personnalité s'est peu à peu imposée au cours de la guerre. Dès le mois d'août 1975, il a proposé un plan de réformes dépourvu de tout caractère révolutionnaire, qui a été adopté par la gauche. Et, en mars 1976, il a atteint son apogée en déclenchant la bataille de la montagne, qui a marqué un tournant dans la guerre. Le cœur du pays chrétien, à bout de souffle, était alors menacé.

Depuis, le vent a tourné. D'abord parce que les 20 000 soldats syriens qui se trouvent au Liban avec plusieurs centaines de blindés sont les alliés objectifs des forces conservatrices dans la guerre qu'il faut bien appeler par son nom, c'est-à-dire libano-palestino-syrienne. Mais aussi, le mouvement progressiste et la résistance palestinienne, étroitement liés, sont en crise pour n'avoir pas réussi à jeter les fondements de la société nouvelle qu'ils préconisaient.

Les habitants des régions contrôlées par la gauche – 80 % du territoire libanais jusqu'en juin – ont longtemps suivi le mouvement progressiste en raison des espoirs qu'il apportait et aussi, bien entendu, de ses victoires militaires. Les difficultés, les dangers et les souffrances de la guerre, de même que les exactions trop fréquentes, étaient malgré tout acceptées par une population qui n'est cependant pas, par nature, portée vers les idées de gauche lorsqu'elles vont au-delà de l'égalitarisme.

Il arrive cependant un jour où l'anarchie devient insupportable. Les difficultés que rencontre la gauche libanaise, et qui ont évidemment été accentuées par l'intervention syrienne, n'étaient pas imprévisibles. Le capital de sympathie accumulé pendant les premiers mois de guerre n'a pas été mis à profit pour recréer un nouveau type de rapports sociaux, politiques et économiques, qui aurait constitué l'alternative au système. La gauche avait alors le champ libre, l'Etat n'avait plus les moyens de se manifester nulle part. Elle a laissé passer l'occasion. Au lieu de partir sur de nouvelles bases, de sensibiliser la population aux véritables problèmes politiques, et d'abandonner les habitudes politiques « tribales », les chefs politiques et militaires que la guerre a révélés, n'ont cherché qu'à prendre la place des dirigeants traditionnels. Ceux-ci, dépassés un moment par les énormes moyens militaires de leurs jeunes rivaux, ont attendu qu'ils s'essoufflent et que la population gronde. L'anarchie qui s'est installée dans les régions contrôlées par les palestiniens et la gauche, l'incapacité des nouveaux responsables de subvenir aux besoins quotidiens des habitants, le banditisme généralisé, les ouvertures des responsables conservateurs en direction des dirigeants musulmans, ont donné l'occasion aux hommes politiques traditionnels de la droite musulmane de se ressaisir. Et aujourd'hui, des « Mourabitoun » rejoignent la milice de Saeb Salam.

Ce n'est pas un hasard si, le 25 août, Ibrahim Koleitat a appelé, pour la première fois, à une « autocritique » dans les rangs du « mouvement national » progressiste. « *Il faut assurer aux masses populaires les moyens de résister et de poursuivre la lutte* », a-t-il dit.

Inquiétudes palestiniennes

Tout n'est pas rose non plus au sein de la population palestinienne qui a très durement payé seize mois de guerre. Comme en Jordanie en 1970, elle s'interroge parfois à haute voix sur le bien fondé de la politique suivie par la direction de la résistance, c'est-à-dire par le fatah, qui représente 80 % du mouvement palestinien. Depuis le mois de janvier, des milliers de palestiniens ont du fuir des camps et des quartiers attaqués par la droite et regagner les régions contrôlées par les forces palestino-progressistes. Ces nouveaux réfugiés demandent quelles sont les victoires que la gauche est en train de remporter pour compenser les échecs de Najaa, de Jisr El Pacha ou de Tall El Zaatar. Des combattants posent les mêmes questions à leurs chefs, y compris à Yasser Arafat, qui demeure cependant sans rival. Il s'agit sans doute de réactions spontanées et non pas politisées, mais elles alourdissent le climat.

De même que le mouvement progressiste, le fatah a pris en charge de nombreux services publics libanais, mais n'a pas réussi à résoudre certains problèmes essentiels, comme celui de la sécurité. Au lieu de prendre des mesures radicales qui pouvaient être justifiées à posteriori par l'état de guerre, il a laissé la situation pourrir, préférant présenter un visage modéré dans la perspective d'éventuelles négociations au Proche-Orient. Son objectif prioritaire demeurant d'être reconnu comme l'interlocuteur palestinien le plus représentatif, il lui faut tenir sans à-coups, en espérant qu'après les élections américaines la situa-

tion au Proche-Orient recommencera à évoluer.

Un homme politique chrétien modéré, Raymond Eddé, qui était le candidat des partis progressistes (et des palestiniens) lors de l'élection présidentielle du mois de mai, vient de déclarer que *« les responsables de la révolution palestinienne ont noté le changement dans l'opinion qui a récemment commencé à dresser contre eux à la fois les musulmans et les chrétiens »*.

A la différence des Algériens

C'est un problème qui n'est pas nouveau. Les relations entre la résistance palestinienne et les pays « d'accueil » n'ont jamais été sans nuages, que ce soit en Jordanie ou au Liban. Il y a presque vingt ans, des milliers de « Djounoud » algériens étaient installés dans des bases en Tunisie et au Maroc. Leurs relations avec l'Etat tunisien et le royaume Cherifien étaient moins tumultueuses. Le contexte politique et militaire était certainement totalement différent. L'Armée de Libération nationale algérienne (A.L.N.) avait des vilayas qui combattaient sur le sol algérien, immense territoire offrant d'innombrables caches aux unités algériennes. Ce n'est pas le cas en Israël. Il y avait en Algérie un terrain humain favorable, avec un million seulement d'Européens pour dix millions d'Algériens. En Israël, la population juive est supérieure en nombre à la population arabe. Ces conditions obligent la résistance à avoir tout son appareil militaire central dans les pays « d'accueil », et essentiellement au Liban.

C'est la source de multiples crises, car la politique israélienne des représailles – exceptionnelles de la part de la France lors de la guerre d'Algérie – a soumis pendant des années le sud-Liban à une pression militaire insupportable pour les habitants et l'Etat libanais. En outre, comment pourrait-il être possible de faire coexister deux forces armées – la libanaise et la palestinienne – dont les


Sygma

Une pression militaire insupportable pour les habitants de l'Etat libanais

missions sont, sur le plan militaire, incompatibles ?

Le statut d'extra-territorialisme dont bénéficient les camps palestiniens au Liban constitue une autre différence fondamentale avec la situation des bases de l'armée algérienne en Tunisie, qui n'échappaient pas à l'autorité de l'Etat tunisien. A la suite de l'accord libano-palestinien conclu au Caire en novembre 1969, seule la résistance palestinienne a autorité sur les camps, où aucun représentant de l'Etat libanais ne peut pénétrer. C'est un cas unique dans l'histoire des mouvements révolutionnaires, et c'est l'un des principaux griefs des dirigeants conservateurs, qui affirment que les camps du Liban ont été transformés en forteresses et abritent des révolutionnaires venus du monde entier.

La surenchère des pays arabes

Sur le plan politique, les difficultés sont tout aussi grandes. « L'affaire palestinienne » est sans aucun doute le problème qui, depuis près de trente ans, sensibilise le plus l'opinion arabe, et donne fréquemment lieu, de la part des régimes arabes, à une surenchère démagogique dont les palestiniens sont les premiers à pâtir. Un gouvernement arabe peut écraser un soulèvement populaire chez lui sans que cela provoque beaucoup de remous. Il n'en va pas de même avec la résistance palestinienne, « intouchable », car elle incarne aujourd'hui aux yeux de la nation arabe les plus purs idéaux de l'arabisme, ce qui ne veut pas dire que les Etats arabes viennent effectivement à son secours en période de crise.

Le mouvement palestinien n'a lui-même jamais su clairement définir ses relations avec les Etats arabes et se donner, comme l'avaient fait les Algériens, des structures claires : l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) n'est pas totalement unifiée, puisque tous les mouvements membres y gardent leur autonomie. Il n'a jamais été possible non plus de constituer un gouvernement provisoire, comme le firent les Algériens. Malgré cela, dans toutes ses relations avec les régimes arabes, la résistance palestinienne agit comme un Etat.

Les régimes conservateurs arabes ont manifesté d'autant plus de réserve à l'égard de la résistance palestinienne que toute une famille du mouvement palestinien était pleinement engagée, avant même la naissance de l'OLP, dans l'action révolutionnaire.

Organisation nassérienne avant de devenir marxiste, le Mouvement national arabe (MNA), fondé par Georges Habache en 1952, a été actif dans de nombreux Etats du Proche-Orient. Il a donné naissance aussi bien au Front populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) qu'au Front de Libération du Dhofar (OMAN), au « Front national » au pouvoir à Aden, ou à l'Organisation de l'Action communiste au Liban (OACL), petite organisation active sur la scène libanaise.

Mouvement révolutionnaire dur, le MNA-FPLP a lancé des slogans tels que : *« la libération de la Palestine passe par Amman »*.

Abou Iyad, dirigeant du Fatah, a plus récemment déclaré que *« la libération de la Palestine passe pas Jounieh »* (1). Une telle conception globale de la révolution arabe dans laquelle « la libération de la Palestine » n'est qu'un aspect, donne à la révolution palestinienne une dimension autre que la révolution algérienne qui n'a jamais déclaré que *« la libération d'Alger passe par Tunis »*.

Le Liban n'était pas préparé pour supporter le poids militaire, politique et social du mouvement palestinien. La faiblesse de ses structures, déjà menacées par une crise sociale, économique et politique latente, l'absence d'une armée forte ayant les moyens et l'ordre de faire respecter la loi, créaient un terrain favorable aux affrontements libano-palestiniens.

L'intervention syrienne

Depuis le mois de juin, la résistance palestinienne est en conflit avec un autre pays, la Syrie, qu'elle soupçonne de vouloir imposer sa tutelle au mouvement palestinien. L'intervention militaire massive de l'armée syrienne au Liban a entraîné l'élimination de l'un des plus importants mouvements palestiniens, la Saika, organisation étroitement liée au Baas syrien. Bien qu'un bureau de la Saika ait été rouvert dans un camp palestinien de Beyrouth, cette organisation n'a plus aucune activité dans les régions contrôlées par les forces palestino-progressistes. Et ceci durera très certainement aussi longtemps qu'un accord réglant l'ensemble du contentieux syro-palestinien n'aura pas été conclu entre l'OLP et le régime syrien.

L'élimination des éléments pro-syriens en tant que tels n'a pas pour autant laissé la Syrie sans allié au sein de la résistance palestinienne au Liban. Elle dispose même de soutiens assez puissants. Ahmed Jibril, chef du FPLP-commandement général, organisation membre du « Front du refus » palestinien, appuie la Syrie ; mais pour cette raison, ce mouvement connaît actuellement une scission. C'est surtout au sein du Front démocratique (FDLP), dirigé par Nayef Hawatmeh, que le régime syrien trouve un important soutien politique. Cependant, dans ce domaine également, toute réconciliation dépend du fatah. Yasser Arafat, qui a toujours répugné aux épreuves de force, cherche à éviter l'affrontement décisif avec la Syrie, conscient du fait que ce sera alors l'existence même de la résistance palestinienne qui sera en jeu. Mais il ne peut rien faire sans l'accord du Comité central du fatah, organisme d'une dizaine de membres, qui est le véritable centre de décision de la résistance palestinienne.

Si la résistance palestinienne a perdu, pour l'heure, le soutien de la Syrie, elle a conservé celui du pays qui de tout temps lui a été essentiel : l'Arabie Saoudite. Contrairement à ce qu'il semble parfois, les liens entre le fatah et le royaume Wahabite sont sans doute les plus étroits et les plus significatifs que la résistance entretienne avec un pays arabe. Pendant longtemps d'ailleurs, le gouvernement saoudien a refusé d'avoir un représentant de l'OLP à Ryad, où il n'y avait qu'un bureau du fatah. L'influence de l'Arabie Saoudite – et par son intermédiaire, des Etats du golfe et de l'Egypte – ne s'est pas démentie pendant la guerre du Liban, où les émissaires faisaient discrètement la navette entre Ryad et Beyrouth. Il est ainsi devenu clair à la fin du mois d'août que le gouvernement saoudien veut une réconciliation entre le Fatah et les phalanges. Un commentaire de la presse saoudienne à ce sujet était révélateur.

Quelle issue ?

Que peut espérer le Liban après dix-sept mois de guerre ? Lorsque le président Elias Sarkis prendra ses fonctions le 23 septembre, il trouvera un partage de fait. La partition géographique, démographique, confessionnelle, psychologique, est aujourd'hui trop nette pour espérer qu'en quelques mois le Liban pourra retrouver son unité. Pendant très longtemps, Beyrouth demeurera une capitale divisée par un mur d'hostilité, comme Berlin ou Nicosie, à moins qu'une attaque d'envergure soit lancée contre les forces progressistes.

Même les hommes les plus hostiles au partage demandent aujourd'hui, avec réalisme, qu'au lieu de refuser le partage, on s'efforce de réunifier le pays. Il apparaît à bien des observateurs que si le Liban parvient à se donner un système décentralisé de type cantonal, ce sera un moindre mal.

Pierre Gemayel, chef supérieur des phalanges, vient de préconiser la « décentralisation » afin, a-t-il dit, d'éviter la partition. Kamal Joumblatt rejette toute formule cantonale et demande de poursuivre la lutte pour défendre l'intégrité du Liban et empêcher « la création d'un Etat maronite raciste, semblable à un second Israël ».

Quelles que soient les motivations qui expliquent ces prises de positions, il est chaque jour plus évident que le pays est un peu plus divisé que la veille. Des aéroports, des stations de radio et de télécommunications, des ports, sont en projet ou en cours de construction de part et d'autre.

A moins qu'une solution militaire ne soit imposée à l'une ou l'autre partie, ce processus de désintégration de l'unité nationale devra être rapidement enrayé par une formule d'accord agréée par tous les Libanais afin d'éviter la partition officielle.

La résistance palestinienne armée, aujourd'hui exclue – définitivement semble-t-il – de la région chrétienne, aura-t-elle une place dans le Liban de demain ? Si la guerre prend fin, sans doute. Mais si les Libanais ne parviennent pas à se réunir autour d'une table de négociations, si ce sont les armes qui doivent trancher, la résistance, aujourd'hui affaiblie par la mort de milliers de ses meilleurs combattants, aura du mal à résister à ses adversaires qui disposent désormais d'une considérable puissance de feu.

Xavier BARON

(1) Port tenu par les chrétiens et par où arrivent les vivres et les armes destinés aux forces conservatrices.

Allemagne : quel choix ?

Dans une Allemagne fédérale qui traverse la crise sans grands dommages, les électeurs auront à choisir le 3 octobre entre le bilan impressionnant d'une social-démocratie qui refuse toute modification profonde et des chrétiens démocrates ne présentant aucune politique de rechange.



V. Seemmougin/Viva

Ne pas se détourner de l'économie de marché.

Les élections législatives qui auront lieu le 3 octobre prochain en Allemagne fédérale suscitent un intérêt considérable : il s'agit, en effet, de savoir si la coalition entre les socio-démocrates (SPD) et les libéraux (FDP), dirigée par le chancelier Helmut Schmidt, vice-président du SPD, se maintiendra au pouvoir ou si elle sera remplacée par un gouvernement formé par les chrétiens-démocrates du CDU sous la direction d'Helmut Kohl avec, dans son sillage, la branche bavaroise des chrétiens-démocrates, dont le leader est Franz-Josef Strauss.

L'issue de ces élections apparaît tout à fait incertaine : les observateurs et les « sondeurs » ont de toute manière l'impression que le vainqueur, quel qu'il soit, ne l'emportera que d'une courte tête. Au premier abord, cette prévision peut surprendre : comment, en effet, concevoir que le chancelier Helmut Schmidt dont l'autorité sur le plan international est incontestée et qui peut se targuer d'avoir mieux résolu les problèmes de la récession économique que la plupart des dirigeants des autres pays européens, puisse mordre la poussière devant un homme comme Helmut Kohl, politicien sans grande envergure, tout à fait acquis à un conservatisme démodé et ne présentant, au surplus, aucun programme de rechange original ?

Un climat différent

Nous nous garderons bien, ici, de faire le moindre pronostic. Mais il y a, à observer la scène ouest-allemande, une évidence qui saute aux yeux : le « climat » a bien changé en Allemagne depuis l'année 1972, où un puissant courant socialiste et libéral avait porté au pouvoir Willy Brandt, confirmant ainsi, et de manière éclatante, son succès remporté en 1969.

On avait l'impression, alors, que le conservatisme traditionnel, symbolisé tour à tour par Adenauer, Erhard et Kiesinger, les premiers chanceliers de la République fédérale, avait subi un coup décisif.

Depuis quelque temps, on évoque en Allemagne le terme de « Tendenzwende », le changement de tendance. Un philosophe conservateur, très en vogue, M. Helmut Schelsky, proclame sans rire que la démocratisation de la société (c'est-à-dire, par exemple, l'influence des organisations syndicales dans la vie publique) « étouffe la liberté » et que, par conséquent, il y aurait crise de l'autorité de l'Etat.

Chanson connue. Mais comment se fait-il qu'elle puisse à nouveau être présentée et apparaître comme crédible à un secteur non négligeable de l'opinion ? Difficile à cerner, la « Tendenzwende » semble reposer sur plusieurs facteurs qui s'insèrent dans l'évolution de ces dernières années : il apparaît, d'abord, que la récession économique avec ses effets – près d'un million de chômeurs – a fait revivre d'anciennes inquiétudes, remontant à la crise des années trente et qui sont profondément ancrées, fut-ce de manière inconsciente, dans la population ouest-allemande. Il est par ailleurs évident que le ton agressif de « l'autre Allemagne », de la RDA, à l'égard de la République fédérale, fortifie les tendances conservatrices en Allemagne occidentale, comme il est vrai, également, que les actes terroristes commis par les adhérents du groupe Baader-Meinhof ont suscité une peur réelle qui, elle aussi, a créé des réflexes conservateurs. Tout cela avait contribué, au cours des deux dernières années, à un certain nombre de défaites électorales de la social-démocratie sur le plan régional et communal.

Un autre facteur a sans doute joué dans le même sens : c'est le fait que le parti de Willy Brandt et d'Helmut Schmidt, exposé à la

pression des partenaires libéraux très réticents à l'égard des réformes sociales surtout, a renoncé à un certain nombre de réformes ou les a tout au moins édulcorées : ainsi, dans le domaine pénal, sur le plan universitaire ou en matière fiscale. La fameuse cogestion enfin, dont l'extension sous forme paritaire avait été solennellement promise au lendemain des élections de 1972, n'a finalement vu le jour que sous une forme assez restreinte et assurant, en fait, le pouvoir réel des décisions au patronat.

La conséquence, très visible lors des élections partielles : de nombreux électeurs traditionnels de la social-démocratie ont rénoncé à se rendre aux urnes. Le « changement de tendance » s'est accompagné d'un désenchantement réeL.

Un bilan impressionnant

Pourtant, le bilan que présente aux électeurs le gouvernement d'Helmut Schmidt est encore assez impressionnant : un taux d'inflation qui se situe à un niveau de 4 %, une reprise très nette, en 1976, de l'activité économique, des succès étonnants sur le plan du commerce extérieur – aussi bien dans le monde occidental que dans les pays communistes et ceux du Tiers-Monde. Les marchandises « made in Germany », produit d'une vieille civilisation industrielle, connaissent presque partout un succès foudroyant. Et le chancelier Schmidt peut se vanter d'avoir obtenu – ce qui explique en grande partie ces succès – la collaboration active des organisations syndicales qui, souvent à leur corps défendant – ont accepté de s'imposer une « discipline » sur le plan salarial qui revenait en fait à renoncer à l'augmentation des salaires réels. Et c'est là, sans doute, que se situe la caractéristique essentielle de la politique pratiquée par la coalition socialo-libérale de Bonn : à savoir le refus obstiné de se détourner des méthodes « classiques » pour résoudre les problèmes de la société. Car s'il peut apparaître légitime, dans un contexte donné, de demander des sacrifices aux salariés pour maîtriser une crise grave, il est tout à fait évident que cela demande une contrepartie : et par exemple, le renforcement du pouvoir des organisations syndicales dans les entreprises ou, précisément, dans le domaine de la cogestion.

Mais là, le bilan est mince et même très décevant : car, tout au long de son activité gouvernementale, le chancelier Helmut Schmidt n'a fait que préconiser et faire adopter des mesures d'un « classicisme » rigoureux. Son crédo : ne rien faire qui puisse détourner l'Allemagne fédérale de « l'économie de marché » (agrementé opportunément de l'adjectif « social »), refuser obstinément la moindre mesure – et par exemple « l'orientation des investissements » réclamée par la gauche du SPD et les organisations syndicales – qui puisse entraver, comme il l'a dit, « le désir légitime du patronat de réaliser des profits ». Il est bien vrai que ses partenaires libéraux, très attentifs aux désidérata du patronat, ont veillé au grain. Mais il est également incontestable que le chancelier et la plupart de ses ministres sont en réalité profondément convaincus que toute « expérience » tendant vers une modification plus ou moins profonde des structures sociales ne saurait avoir que des conséquences catastrophiques.

Un donneur de leçons

Mais la vérité oblige à dire que cette option, si elle peut apparaître comme parfaitement contraire à l'évolution du mouvement socialiste français, peut, au fond, se prévaloir d'un très large consensus dans les rangs du mouvement ouvrier allemand : qu'il s'agisse du SPD où la gauche est actuellement assez faible, qu'il s'agisse des organisations syndicales où, malgré quelques réticences, la politique d'Helmut Schmidt est dans l'ensemble acceptée, qu'il s'agisse, enfin, de la classe ouvrière allemande elle-même où l'on aurait beaucoup de peine à déceler des tentations révolutionnaires dans le sens d'une modification profonde des structures de la société. Quant au domaine de la politique extérieure, il est évident que jamais, depuis la fin de la guerre, l'Allemagne fédérale n'a joué un rôle aussi important. A tel point que le chancelier Schmidt, parlant haut et fort, a pu, tour à tour, donner des leçons aux Anglais, aux Français et proclamer que les crédits seraient coupés aux Italiens si ceux-ci acceptaient la présence de ministres communistes au gouvernement... Il y a plus, et mieux si l'on ose dire et qui n'a pas été suffisamment perçu : le fait qu'en juin 1975, et malgré les protestations véhémentes des Américains, l'Allemagne fédérale a conclu un accord-cadre pour la livraison au Brésil d'une usine de retraitement des combustibles irradiés et d'une usine d'enrichissement de l'uranium.

C'est que l'extraordinaire force de l'économie allemande entraîne, de toute évidence, des conséquences politiques. Personne, en Allemagne, ne songerait sérieusement à mettre en cause l'alliance privilégiée avec les Etats Unis, garants, aux yeux des allemands, de la protection de leur territoire face aux puissances communistes. Mais sait-on que les troupes de la Bundeswerh, l'armée fédérale, représente actuellement presque la moitié des forces de l'OTAN en Europe ? D'où la sérénité du chancelier Schmidt qui sait parfaitement monnayer cette force et qui est écouté par les hommes du Département d'Etat et du Pentagone. Il est évident, par ailleurs, que l'« Ostpolitik », pratiquée d'ailleurs avec davantage de « réalisme » par Schmidt que, naguère, par Willy Brandt, demeure une donnée fondamentale de la politique allemande : elle a permis, d'ailleurs, de faciliter grandement les visites de millions d'allemands de l'Ouest en RDA, pour ne pas parler de la pénétration de l'industrie allemande à la fois en Russie soviétique et dans les autres pays de l'Europe de l'Est.

C'est un bilan, on l'admettra, qui, s'il a peu de rapports avec des options plus particulièrement socialistes, devrait impressionner

les citoyens appelés à voter le 3 octobre prochain. A ces citoyens, l'opposition conservatrice propose un slogan à première vue étonnant : « Socialisme ou liberté... ». Cette formule entend suggérer que le parti présidé par Willy Brandt, la social-démocratie, en se référant, en principe, au « socialisme démocratique », aurait vocation à conduire l'Allemagne vers un régime de « collectivisme bureaucratique ». Les chrétiens-démocrates insinuent, de plus, que l'Ostpolitik inaugurée par Willy Brandt, ne serait, au fond, qu'une longue série de concessions tout à fait inutiles aux puissances communistes. Enfin, il s'agit d'assimiler, aux yeux de la population, le socialisme du SPD à celui pratiqué de l'autre côté du « mur » de Berlin.

Inutile de souligner que rien, dans ces allégations, ne correspond de près ni de loin à aucune réalité et qu'il est absurde de situer Schmidt et Brandt dans une telle perspective. Mais ce qui est significatif, c'est qu'un tel slogan, répandu à profusion à travers l'Allemagne, puisse aujourd'hui avoir un impact : c'est bien le signe de la « Tendenzwende »... Il s'agit, pour les conservateurs, de réveiller dans les classes moyennes dont le vote décidera de l'issue du scrutin, la vieille méfiance à l'égard de la social-démocratie : il s'agit, si possible, d'annuler le fait historique de l'intégration de la social-démocratie et, avec et à travers elle, de la classe ouvrière dans la société. C'est le but véritable d'un homme comme Franz-Josef Strauss. C'est une tentative qui apparaît vaine, utopique, et elle ne sert pas, à vrai dire, les intérêts du patronat qui, tout en se méfiant du SPD et des syndicats, entend poursuivre une collaboration, certes jalonnée de nombreux conflits, mais permettant d'assurer une « stabilité sociale exceptionnelle » selon les termes d'un représentant de l'association patronale.

A vrai dire, une victoire électorale des chrétiens-démocrates modifierait assez sensiblement le paysage politique : il est évident que l'on assisterait alors à un renforcement des mesures répressives à l'égard de tous les « rouges » et que le dispositif pénal, déjà assez étendu, serait encore renforcé. On peut également penser qu'un tel succès créerait des tensions entre le gouvernement et les organisations syndicales qui seraient moins disposées à adopter la même attitude « sage » qu'à l'égard du gouvernement social-démocrate. Il y a fort à parier, en revanche, qu'on n'assisterait à aucune modification en matière de politique étrangère, tant il est évident que les conservateurs ne disposent d'aucune alternative valable par rapport à la politique actuelle.

Un scrutin capital

Au slogan « Socialisme ou liberté... », le SPD oppose celui du « modèle Allemagne ». Il s'agit de démontrer aux citoyens que « l'Allemagne de Schmidt et de Brandt est respectée dans le monde entier », que le gouvernement sous direction social-démocrate a réussi à créer un « réseau de sécurité sociale en faveur des citoyens » qui permet à ceux-ci de traverser la crise dans de bonnes conditions. Le SPD proclame, enfin, que la législation sociale sera dans l'avenir renforcée et que l'œuvre de la cogestion sera poursuivie.

En somme, un programme « réaliste » où l'on chercherait en vain la moindre trace de démagogie. En réalité, le SPD compte beaucoup sur « l'image » du chancelier qui, en face du très pâle Helmut Kohl, apparaît effectivement comme un homme d'Etat « dominateur et sûr de lui ». Le parti présidé par Willy Brandt fait, enfin, un énorme effort pour mobiliser ses électeurs traditionnels, surtout dans la Ruhr industrielle.

L'enjeu est de taille, et non seulement pour l'Allemagne : car il est évident qu'un succès des chrétiens-démocrates aurait des répercussions sensibles sur les autres pays européens.

En ce sens, le scrutin du 3 octobre prochain apparaît à tous les sociaux-démocrates et socialistes allemands, et quelle que soit par ailleurs leur « tendance », comme capital pour l'avenir.

Gérard SANDOZ

Carter For President ?

Plutôt qu'entre deux partis aux frontières idéologiques mal définies, c'est surtout sur la personnalité de Jimmy Carter ou de Gerald Ford que se jouera, à la fin de l'année, le résultat des élections américaines.

On connaît maintenant le choix offert aux électeurs américains le 2 novembre prochain : Jimmy Carter et Walter Mondale du côté démocrate, Gerald Ford et le sénateur du Kansas Robert Dole pour les Républicains. Sans compter une bonne douzaine de candidats marginaux qui n'ont aucune chance de dépasser 1 % des suffrages, à l'exception peut-être de l'ancien sénateur du Wisconsin Eugene McCarthy qui, sous l'étiquette de libéral indépendant, cherche à regrouper sur son nom une partie de l'électorat de George McGovern.

Beaucoup de correspondants européens aux Etats-Unis ont souligné, à l'occasion des conventions des deux grands partis, la similitude de leurs programmes et l'absence de véritable choix – si ce n'est sur la personnalité de leur Président – offert aux Américains. En somme, Carter et Ford, ce serait blanc bonnet et bonnet blanc. Il n'y a là rien d'inexact si l'on prend comme critère de référence les données politiques européennes où, du fait de l'implantation ancienne et profonde des organisations ouvrières, les choix de société s'expriment en des termes politiques et idéologiques qui reflètent les enjeux quotidiens de la lutte des classes.

Mais cet européocentrisme risque de masquer certaines des transformations qui sont en train de s'opérer, dans le système politique américain, sur les réactions collectives, les mentalités, et leur expression idéologique.

Des différences sensibles

Disons d'abord que même en s'en tenant aux intentions ou aux perspectives qui se dégagent des programmes adoptés par les deux conventions (dont on sait qu'à la lettre ils engagent fort peu le candidat et encore moins le Président élu), il y a des différences non négligeables entre le programme de Jimmy Carter et celui de Jerry Ford. La campagne très active de Ronald Reagan et l'issue incertaine jusque dans les dernières semaines de la compétition au sein du Parti républicain ont conduit le Président sortant à accepter des orientations beaucoup plus conservatrices et beaucoup plus tranchées dans un certain nombre de domaines que son inclination personnelle ou même la politique déjà suivie en la matière ne l'y poussaient. C'est vrai en politique étrangère, sur le problème de la détente, des appuis donnés à Taiwan et à l'Afrique du Sud, de la souveraineté sur la zone du Canal de Panama, mais aussi en politique intérieure à propos de l'avortement, du « busing » (1) ou de la loi sur l'égalité des sexes.

En revanche, Jimmy Carter a laissé introduire dans le programme démocrate des propositions généralement soutenues par l'aile libérale du parti comme le soutien au projet de loi Humphrey-Hawkins qui fixe comme tâche prioritaire du gouvernement la réduction du nombre de chômeurs à 3 % de la population active, la mise en place d'un système fédéral de sécurité sociale (projet Kennedy), la révision du programme nucléaire américain (notamment dans la fourniture d'équipements à l'étranger) et un moratoire de cinq ans sur toute installation nouvelle.

Des choix nets

Mais au-delà de ces indications qui peuvent évoluer sous le poids des événements politiques et des groupes de pression, l'enseignement majeur de cette campagne électorale est la résurgence du conservatisme dans l'électorat et l'opinion américaine.

C'était particulièrement net au niveau du choix des candidats à la vice-présidence. Walter F. Mondale, le sénateur démocrate du Minnesota, est certainement l'un des membres les plus dignes de respect du personnel politique américain. Libéral bon teint, il bénéficie d'une réputation non usurpée de grand honnête homme et parlementaire consciencieux dans la présentation et la défense des projets de loi qu'il a fait voter sur l'aide à l'enfance ou aux pays du tiers-monde. Néanmoins, certains de ses conseillers politiques ont mis en avant auprès des journalistes, comme pour nuancer son image libérale, le fait qu'il avait toujours voté les crédits du Pentagone et qu'il avait attendu 1968 pour affirmer son opposition à la guerre du Vietnam. Ronald Reagan avait cru réussir un « coup » politique habile en annonçant à l'avance qu'il choisirait comme colistier, s'il était désigné, l'un des plus libéraux des sénateurs républicains, Richard Schweiker, qui s'était constamment opposé à Richard Nixon et même à Gerald Ford : c'est en fait ce choix qui a sanctionné l'échec définitif de sa tentative d'enlever la nomination républicaine. Quant à Ford, il n'a pas fait mentir sa réputation de prudence en désignant avec Robert Dole un conservateur modéré qui est aussi modérément conservateur mais dont la personnalité plus brillante et plus enjouée que celle du Président permettra d'animer un peu la campagne républicaine.

Il peut paraître toutefois paradoxal de parler de résurgence du conservatisme alors que tous les sondages donnent Jimmy Carter, dont les options et l'équipe sont nettement plus progressistes que celles de Ford, largement gagnant face au président sortant. En fait, c'est aussi largement par européocentrisme que l'on a l'habitude de considérer, à l'intérieur d'un choix de société bien défini qui est celui du capitalisme et de la libre entreprise, le Parti républicain comme globalement plus à droite que le Parti démocrate. Il n'y a pas aux Etats-Unis, comme dans les pays européens même s'ils ont un système politique bipartite, de blocs conservateur et libéral qui recoupent les frontières des organisations, d'ailleurs souvent mal définies. Il y a dans les deux partis des réactionnaires et des hommes aux idées plus avancées et les clientèles électorales se forment en fonction de critères géographiques, ethniques, sociaux, raciaux beaucoup plus que selon des divisions idéologiques. Tous ceux qui ont essayé, notamment depuis la dernière guerre, de faire coïncider les choix politiques et idéologiques avec l'appartenance partisane, ont essuyé des échecs cuisants :ce fut le cas de Goldwater en 1964, de McGovern en 1972, de Reagan aujourd'hui. Ce n'est pas tant que l'Amérique, plus qu'un autre pays, « aime à être gouvernée au centre » et recherche un système qui favorise institutionnellement le compromis : c'est bien plutôt qu'en l'absence de choix de société exprimés en termes d'intérêts de classe, il n'y a pas trente-six politiques possibles et c'est collectivement, massivement, que l'opinion américaine évolue vers plus de libéralisme ou plus de conservatisme.

Même ces notions de « libéralisme » ou de « conservatisme » ne

forment pas un bloc, loin de là. Certains hommes politiques américains se définissent comme « libéraux » en matière de politique étrangère et de droits civiques et « conservateurs » dans le domaine fiscal, par exemple. Historiquement, le libéralisme était du côté des républicains lorsque le Grand Old Party s'est fondé au moment de la guerre de Sécession sur des positions favorables à l'émancipation des Noirs : son premier président s'appelait Abraham Lincoln. A cette époque, le libéralisme signifiait l'intervention de l'Etat, qu'il s'agisse d'imposer l'abolition de l'esclavage, d'instituer un impôt sur le revenu au niveau fédéral ou de combattre l'impérialisme européen en Amérique du Sud. Ce libéralisme-là était celui des Etats industriels du Nord-Est, des classes moyens aisées, de l'intelligentsia et des professions libérales. Les Démocrates, influents dans le Sud, dans la classe ouvrière et parmi les nouvelles couches d'immigrants étaient plutôt ségrégationnistes et conservateurs. C'est entre les deux guerres mondiales que cet équilibre s'est renversé. Avec Woodrow Wilson, l'interventionnisme en politique étrangère était passé du côté démocrate ; avec Coolidge et Hoover, les républicains devinrent le parti « des affaires aux affaires » et par conséquent hostiles à l'intervention de l'Etat dans le jeu de la libre entreprise. C'est Franklin Roosevelt qui devait consolider ce nouvel équilibre, rassemblant pendant trois mandats consécutifs autour du Parti démocrate une « grande coalition » des Etats du Sud, du Nord-Est industriel et libéral et de l'Ouest dont la fin de la colonisation ne remontait pas à plus d'une génération.

Générosité et réaction

Depuis lors, les choses n'ont guère bougé. Le parti républicain, identifié avec « les gros » et le conservatisme économique et social, n'a cessé de décliner. Le parti démocrate, rassemblant une coalition quelque peu hétéroclite de « petits et moyens quelque chose », des minorités noires et chicanos et de petits-blancs racistes, a été au contraire le reflet des hésitations de l'opinion publique entre le libéralisme et le conservatisme depuis de début des années soixante. La grande force de Jimmy Carter est d'avoir su donner une expression idéologique unifiante à cette double aspiration. C'est ainsi que l'hostilité à la bureaucratie de Washington peut prendre des tonalités différentes selon qu'elle se traduit par une réduction des programmes fédéraux d'aide aux défavorisés ou par une plus grande autonomie donnée aux Etats et aux collectivités locales. C'est ainsi aussi que la lutte contre la corruption et les scandales que revendique Jimmy Carter peut prendre tout à tour des tonalités progressistes ou des accents d'ordre moral.


Hawkings/Sygma

Jimmy Carter : une période nouvelle pour l'Amérique ?

Ce mouvement de retour aux sources, à la terre et aux traditions, qui a été – y compris dans ses aspects religieux – un des prolongements de la révolte étudiante et du mouvement anti-guerre des années 64-68 bien avant d'atteindre l'Amérique moyenne, a été encore amplifié par les célébrations du Bicentennaire. Cet extraordinaire foisonnement où se mêlent tout à tour simultanément la générosité et la réaction, l'individualisme et un collectivisme dans ses aspects les plus conformistes, la libre entreprise et l'intervention de l'Etat sous des formes parfois très développées, montre bien que cette jeune société n'a pas encore connu cette coupure historique et sociale, qui s'appelle un choix de société ou une révolution.

Si c'est Gerald Ford qui gagne en novembre, il est vraisemblable que la politique américaine ne changera guère de ce qu'elle est aujourd'hui et poursuivra dans l'incertitude l'administration du statu quo et de l'ordre des choses. Si c'est Jimmy Carter qui l'emporte, alors il n'est pas impossible que s'ouvre, non pas de la volonté du nouveau Président bien sûr, mais de la force même du mouvement historique dans lequel s'inscrivent sa candidature et les forces sociales qui le soutiennent, une période nouvelle pour l'Amérique. Car si, comme le disait Abraham Lincoln, on peut « tromper un moment tout le monde, tromper tout le temps quelques-uns, mais pas tromper tout le monde tout le temps », un pays ne peut pas non plus se mentir éternellement à lui-même.

Cette poussée conservatrice qui provoque ce retour aux sources et aux mythes des origines – ces mensonges collectifs qui disent la vérité –, est, dans un mouvement dialectique bien compréhensible, plus propice que l'immobilisme actuel aux forces de progès social qui, plus inconsciemment que de leur propre mouvement semble-t-il, ont compris que c'était dans ces termes que s'exprimaient aujourd'hui les choix (d'autres disaient le défi) américains.

Jean-François MERLE

(1) transport scolaire destiné à faciliter l'intégration raciale.



Militer autrement ?

Poursuivant la réflexion sur l'expérimentation engagée dans nos derniers numéros (Faire n° 6 et 9/10). Pierre Rosanvallon plaide ici pour une véritable prise en compte politique d'une stratégie de l'expérimentation en dépassant les deux fausses pistes dans lesquelles l'innovation sociale s'est trouvée jusqu'ici engagée : gadget technocratique ou bricolage marginal.

Au confluent de pratiques sociales naissantes et d'intuitions théoriques encore balbutiantes, le thème de l'expérimentation sociale commence à faire son chemin. Chemin encore peu fréquenté, il est vrai. Pour l'instant, il n'y a guère que des technocrates « éclairés », quelques praticiens du secteur social ou psychiatrique las de la pesanteur bureaucratique des institutions, ou des militants de groupes de base isolés pour s'y intéresser : les lecteurs de **Libération** et les fonctionnaires du **Commissariat au Plan** pour prendre deux points de référence qui permettent de faire image.

Il s'agit de comprendre ce que recouvre cet intérêt limité et plus encore d'analyser pourquoi la « société militante traditionnelle » (celle des partis et des syndicats de gauche) est pratiquement absente de ce terrain.

Pour la technocratie éclairée, la voie de l'expérimentation sociale n'est pas sans intérêt. Elle peut permettre d'essayer de « faire plus » à moindre coût. Faire autrement à petites doses ponctuelles a le double avantage d'offrir un substitut attrayant à une absence de réformes conséquentes et de masquer le plafonnement des moyens. L'action expérimentale joue le rôle d'un banc d'essai prudent pour tester de nouveaux équipements et examiner leur possibilité d'extension après avoir évalué leurs avantages et leurs inconvénients du point de vue du coût économique et du contrôle social. C'est également un moyen qui permet de déplacer les conflits entre pouvoirs publics et usagers en transférant certaines responsabilités pesantes (1). L'innovation sociale peut également servir de couverture à des processus de désengagement de l'Etat, en permettant de tester des formes nouvelles de privatisation (voir à ce sujet le lien fréquent entre le thème de l'expérimentation et celui du bénévolat chez de nombreux technocrates). Cette démarche technocratique est donc essentiellement ambiguë. En voulant concilier l'impératif de moindre coût économique et de contrôle social propre au pouvoir avec la volonté



Norma

L'attrait d'un nombre croissant de militants gauchistes pour le thème de l'expérimentation.

de donner leur chance à des groupes de base où à des praticiens désireux d'inverser la logique institutionnelle classique, ils prennent souvent le risque d'échouer. Il ne faut d'ailleurs pas surestimer les mises en œuvre concrètes permises par cette technocratie éclairée ; elles se limitent pour l'essentiel au secteur psychiatrique, au domaine de l'animation sociale et culturelle et au problème de la délinquance. Il est par exemple significatif que le document final du VII[e] plan n'ait pas retenu la suggestion, émise dans deux commissions, de créer une agence nationale pour l'innovation sociale.

L'attrait d'un nombre croissant de militants de base – que l'on qualifierait facilement ou qui se qualifieraient eux-mêmes faute de mieux de gauchistes au sens large – pour le thème de l'expérimentation sociale, procède évidemment d'une autre démarche. Souvent déçus par le militantisme traditionnel d'organisation, ces militants veulent « faire quelque chose » sans attendre une révolution dont l'échéance est sans cesse programmée et repoussée. Agir « ici et maintenant » est devenu une préoccupation centrale pour tous ceux qui ne croient plus au combat politique traditionnel. Dégager des voies alternatives concrètes, tenter des expériences, mêmes éphémères, devient pour beaucoup la seule forme de militantisme vivable. D'où une floraison de micro-réalisations ou de micro-tentatives qui ne s'insèrent dans aucune stratégie d'ensemble. De l'installation d'une éolienne dans une fermette cévenole pour fonder un habitat écologique à la réalisation d'une crèche sauvage de quartier, d'un essai de free-clinic à une tentative d'école sauvage se constitue progressivement une sorte de petite société d'expérimentation. Micro-société qui n'a pas d'autre unité que son refus de la société technologique comme de toutes les institutions qui découpent et contrôlent le corps social. Elle se caractérise par la constitution d'un nouveau langage du changement social qui substitue les charmes du parallèle, de l'alternatif, de l'écologique et du convivial aux vertus de la révolution politique traditionnelle. Reflet des ambiguités et des richesses de cette société d'expérimentation, le quotidien **Libération** en constitue pratiquement le principal lieu d'échange et d'unification culturelle.

Le lieu politique et culturel de l'expérimentation oscille ainsi entre l'univers technocratique « avancé » et un certain univers gauchiste « indépendant ».

Ces deux pôles constituent évidemment deux approches radicalement différentes de l'expérimentation. Pour le technocrate l'expérimentation est d'abord affaire d'innovation sociale. Le vocabulaire est d'ailleurs significatif : on teste des équipements collectifs et le changement social de la même façon que l'on essaie une technique nouvelle. C'est le changement social programmé et encadré du sommet. Pour le militant de base il s'agit avant tout d'essayer de vivre autrement et de permettre à des rapports sociaux différents de se développer. D'un côté le langage des équipements, de l'autre celui des rapports sociaux. C'est pour cela qu'il ne s'agit pas de disserter sur le thème facile, et sécurisant pour certains, de la complicité « objective » entre les deux démarches, et moins encore de théoriser la dialectique du technocrate et du gauchiste comme moteur d'un changement social efficace ; pas plus qu'il ne serait fructueux de gloser sur les gagnants et les perdants du petit jeu de la récupération de l'expérimentation. Non. La question est ailleurs. Elle est de donner une assise plus large au thème de l'expérimentation. Si la perspective autogestionnaire est inséparable d'une stratégie d'expérimentation sociale, il faut dépasser la dualité gadget technocratique/bricolage marginal dans laquelle s'inscrit aujourd'hui l'expérimentation. Car la question est décisive. Il n'y aura pas de changement social conséquent dans ce pays si la gauche ne développe pas une politique active de soutien et d'impulsion aux mouvements d'expérimentation. Il s'agit de faire sortir l'expérimentation du cadre étroit auquel elle est actuellement restreinte sur le plan géographique, social et politique.

Géographiquement : Changer la société ne concerne pas seulement le secteur social et psychiatrique ! C'est aussi et peut-être d'abord l'entreprise qu'il faut prendre en compte. Or le champ de la production est aujourd'hui absent de cette problématique de l'expérimentation confinée au « cadre de vie ».

Socialement : Le thème de l'expérimentation

reste socialement encore marginal et n'intéresse que des groupes finalement restreints (ce qui n'est pas un jugement de valeur dans la mesure où des « marginaux » peuvent aussi être pionniers).

Politiquement : L'expérimentation sociale n'est pas une question politique en France. C'est le point décisif. Car il n'y aura pas de changement social significatif si la « société militante traditionnelle » ne prend pas en charge le thème de l'expérimentation. Son absence actuelle de ce terrain est d'ailleurs un excellent analyseur de ce qu'est la situation de la gauche, de ses potentialités et de ses blocages.

Le divorce entre la société d'expérimentation et la société militante ne traduit pas simplement la distance qui sépare la société civile de la société politique. Bon nombre d'organisations de la société militante – et notamment les organisations syndicales – agissent principalement au sein de la société civile et restent également étrangères à toute problématique d'expérimentation (sauf pendant des conflits, nous en analyserons plus loin la raison). Si le thème de l'expérimentation n'est pas pris en charge politiquement par la société militante, c'est avant tout pour des causes théoriques et pratiques.

Les causes pratiques sont relativement faciles à appréhender. La société militante traditionnelle a d'abord vu le thème de l'expérimentation se développer contre elle. Pour des raisons différentes l'approche technocratique et l'approche gauchiste s'accompagnent généralement du souci de téléscoper le poids et la capacité d'intervention de la société militante, dont la pesanteur et le conservatisme organisationnel sont jugés comme des freins à l'action de base pour les uns et dont la force et la capacité de mobilisation sont considérés comme des obstacles à la manœuvre administrative du pouvoir pour les autres. Elle se méfie donc spontanément ; et ce d'autant plus que dans certains cas – notamment dans l'entreprise – elle a fait l'expérience d'une stratégie d'expérimentation manipulée par le sommet à la recherche d'un accord de la base sur son dos. Bien des expériences patronales de réorganisation du travail ont en effet été conçues comme de subtils moyens pour affaiblir le rôle de l'organisation syndicale représentative en instituant des liens directs entre la direction et des collectifs de travailleurs à la base. Pourtant l'explication de cette défiance compréhensible dans de telles conditions ne suffit pas à rendre compte du problème.

Ce n'est pas non plus faute de mobilisation et d'imagination, la société militante le montre quotidiennement. Alors ? La cause essentielle de la non prise en compte d'une stratégie d'expérimentation par la société militante a d'abord, à mon sens, des racines théoriques. Cette question de l'expérimentation reste étrangère à l'univers de notre culture politique dominante. Elle ne fonde aucune pratique de ce type parce qu'elle n'a pas de théorie qui puisse la concevoir et l'intégrer à un projet politique. L'expérimentation est impratiquée parce qu'impensée, et impensée parce qu'impensable par cette culture politique dominante. On peut rapidement évoquer trois éléments de cette culture politique qui constituent un obstacle à la définition d'une stratégie politique de l'expérimentation.

1) La tradition jacobine. C'est l'héritage le plus pesant de notre culture politique. Il nous a habitué à tout attendre de l'Etat considéré comme le seul agent décisif du changement social.

Cette tradition est aujourd'hui fortement remise en cause. Il en reste pourtant un aspect déterminant, même auprès des partisans d'une véritable décentralisation : c'est l'idéologie de la législation comme facteur d'égalisation. Expliquons-nous. Les idées centralisatrices et les idées égalitaires ont toujours été liées dans la conception républicaine au projet révolutionnaire dont la gauche a hérité. Et la législation est conçue comme le moyen essentiel de la réalisation de l'égalité. Or l'expérimentation implique à la fois la décentralisation **et** la diversité. L'expérimentation ne peut être seulement conçue comme un banc d'essai pour diffuser de nouveaux modèles sociaux, la législation étant destinée ensuite à jouer le rôle d'harmonisation et de diffusion qui est celui du marché vis à vis des innovations techniques. Une stratégie d'expérimentation implique en effet la perspective d'une société diversifiée sans modèle unique de référence. Il ne s'agit pas, par exemple, d'expérimenter un modèle unique d'hopital ou d'entreprise, fussent-ils autogérés.

Plus encore que la tradition centralisatrice, c'est ainsi la tradition législative qui constitue un obstacle à une pensée politique de l'expérimentation ; il n'y aura pas de stratégie d'expérimentation sans définition d'un nouveau rapport au droit et sans modification tant du champ que du mode d'élaboration de ce droit.

2) Les schémas d'analyse de la société sous-jacents au thème de la récupération constituent un deuxième obstacle à une élaboration théorique de l'expérimentation. La crainte de la récupération est au cœur de la culture politique de la gauche française. Elle a des racines historiques et théoriques.

Ses racines historiques sont constituées par la pratique d'un réformisme pseudo-socialiste dont le discours marxiste cachait mal le pâle réformisme pratique. Cette histoire peut être exorcisée sainement, et le P.S. en montrer le chemin. Mais il y a plus profondément des racines théoriques à cette crainte de la récupération. La culture théorique de la gauche française reste marquée par des concepts politiques évolutionnistes hérités du XIX^{e} siècle, c'est-à-dire par ce qu'il y a finalement de moins actuel et de moins pertinent dans le marxisme. On a bien montré (cf. Zevaes, Dommanget, Lindenberg) comment l'introduction du marxisme dans la culture politique et théorique française avait été partielle et limitée (être guedis-

te finissant par être synonyme de marxiste au début du siècle). Il en est résulté une conception, ou plutôt une image, très mécaniste et très figée de la révolution. L'image d'une révolution comme créatrice d'un temps nouveau, vierge de tout héritage en est le produit ; de même que l'image d'un espace global homogène dans lequel les espaces économiques, sociaux, culturels et politiques coïncident parfaitement. Cette image du changement social rend d'ailleurs impossible une stratégie politique active dans une situation de crise, conçue autrement que comme l'accélération d'un changement global à venir. Dans ce cadre théorique, l'expérimentation n'a pas de place et est automatiquement condamnée à n'être qu'un outil réformiste ou un gadget utopique. Prendre en compte politiquement le thème de l'expérimentation implique ainsi une véritable révolution théorique permettant de repenser les concepts de révolution, de crise et de transition.

3) L'absence d'une théorie de la société politique. Notre culture théorique a pratiquement toujours confondu l'Etat et la société politique, décrivant ainsi la société comme inscrite tout entière dans les rapports entre l'Etat et la société civile.

Schéma lourd de conséquences puisqu'il institue pratiquement l'Etat comme seul agent d'identification et de coordination de la société. Les partis politiques se situent ainsi naturellement au niveau de l'Etat et se considèrent comme les tuteurs de la société civile. C'est ce qui rend si difficile la formulation d'un véritable projet politique de société lié à la stratégie des organisations politiques. L'expérimentation ne pourra se concevoir sans constitution d'une véritable société politique qui se distingue à la fois de l'Etat et de la société civile. Et pour la constituer, il faut d'abord la penser.

Nous mentionnons brièvement ces trois obstacles essentiels à une pensée politique de l'expérimentation. Ce n'est pas le lieu de les développer plus avant dans un si court article (2). Il nous suffit pour l'instant d'en saisir le contour et la nature pour mesurer l'ampleur du chemin à parcourir. Pourtant, ce n'est pas seulement d'un effort théorique que naîtra la possibilité de définir une stratégie politique de l'expérimentation. C'est aussi dans un mouvement parallèle d'action novatrice et de réflexion pratique que pourra progressivement se constituer une nouvelle culture politique. Nous serons tout d'abord confrontés à une réévaluation de la notion de militantisme. Entre le militant agent d'une cause organisationnelle et le militant agent de la révolution quotidienne, il n'y a pratiquement aucun rapport. Toute notre logique politique conduit à produire d'un côté un militantisme de l'institué et de l'autre un militantisme de l'instituant, coupure d'autant plus vivement ressentie que l'on s'approche de la prise du pouvoir. A terme il y a risque de voir se constituer, si ce n'est déjà fait, une double culture politique de gauche : celle de l'expérimentation marginale d'un côté et celle du militantisme organisationnel centré sur la conquête et la gestion de l'Etat ou des institutions de l'autre. On peut d'ailleurs constater aujourd'hui que c'est sur une base d'exclusion mutuelle que se constituent déjà ces deux pôles, au sens physique du terme : la société d'expérimentation se nourrit des échecs et des impasses de la société militante traditionnelle et vice-versa (3). Une étude de la rotation militante en France serait de ce point de vue fort instructive pour montrer comment s'organisent les flux entre ces deux pôles. A l'extrême nous aurions la figure de la culture politique américaine qui voit coexister sans rapports depuis le XIX[e] siècle des mouvements de base (communautés, expérimentations locales de toutes sortes) et des stratégies politiques coupées de toute problématique de changement social.

Il est encore temps pour nous d'empêcher que se constitue cette figure qui ne laisserait plus ouverte que la perspective d'un lent pourrissement de la société comme condition d'un changement futur.

Pour cela, outre la réévaluation de la conception classique du militantisme, il faut aussi mettre en œuvre tout un travail de médiation institutionnelle entre les agents de la société politique et les agents de l'expérimentation. « Frottée » à l'expérimentation la société politique pourra se constituer en cessant de s'identifier au pôle de l'Etat. Elle jouera alors au sens fort du terme le rôle d'un opérateur politique dans la société ; opérer ne signifiant pas récupérer ou domestiquer mais faire « travailler », « politiser », proposer un projet stratégique.

C'est la seule façon de dépasser dans l'avenir la perspective d'une dialectique sociale uniquement constituée autour de l'action gouvernementale et de l'action de masse, selon la formule consacrée ; c'est aussi le moyen de concevoir la dynamique de la transition autrement que simplement structurée entre « un mouvement d'en haut » et « un mouvement d'en bas ». L'autogestion ne pourra se construire que dans une dynamique qui dépasse l'affrontement nu des pressions de la base et des contraintes de gestion du sommet. Car c'est la notion même de « nous », d'identité collective qui se trouve redéfinie dans une dynamique d'expérimentation, permettant d'échapper aux blocages inévitables issus du décalage entre une identité immédiate (dans la société civile) et une identité lointaine (dans l'Etat), blocages qui ont toujours conduit historiquement à l'échec ou au totaritarisme.

Pierre ROSANVALLON

(1) Cf. H. Panter, La droite et l'expérimentation. Faire n° 9/10

(2) Ces questions seront reprises longuement dans des articles ultérieurs.

(3) On pourrait également montrer comment le monde associatif, dans sa très grande diversité, est également traversé par ce clivage qu'il prétend pourtant dépasser dans un faux « juste milieu ».

(4) Et l'on sait qu'il ne suffit pas d'« expliquer au peuple » la coïncidence objective entre ces deux identités pour la réaliser.

Le Mouvement Consommateur

Des ménagères qui s'organisent pour contrôler les prix et l'étiquetage dans un supermarché, des revues qui dénoncent l'adjonction d'additif nocifs dans les aliments ou les effets de la pollution sur les plages. Ces exemples montrent que le phénomène « consommateur » prend une importance croissante dans la vie des Français. Parallèlement à cette prise de conscience les associations de consommateurs se développent et les actions menées depuis six ans ont contraint les pouvoirs publics à assurer la protection des consommateurs grâce à une réglementation de plus en plus stricte.
Luc Bihl, avocat de nombreuses organisations de consommateurs évoque ici les différentes étapes de ce combat et trace des perspectives au mouvement.

En quelques mois, la défense du consommateur a fait irruption dans le fourre-tout des idées à la mode. Les livres se multiplient avec un bonheur inégal. La presse consacre une place importante aux chroniques consommateurs. La télévision elle-même commence à se mettre au diapason. Dans les dîners en ville, il est de bon ton d'être au courant des différents colorants et l'on voit même quelques restaurants ou quelques commerçants annoncer ce que contiennent réellement les produits qu'ils servent ou qu'ils vendent. Le consommateur est dans le vent.

La chose est sérieuse, puisque le pouvoir économique s'empare du sujet. Il y a bien peu de semaines encore, le CNPF traitait avec mépris le mouvement consommateur : quelques agités marginaux et gauchisants qui ne représentent pas grand-chose. Plus avisé, « Carrefour » lance, à grand renfort de millions, une campagne pour la liberté du consommateur. Et Leclerc lui répond aussitôt : « c'est moi, le vrai défenseur des consommateurs». Quant à Darty, il prend l'initiative, ô combien spectaculaire, d'inviter les organisations de consommateurs à venir s'exprimer dans les journaux, au sein de ses placards publicitaires et sous son sigle. Le mouvement est amorcé, demain toutes les entreprises autont leur « Mr. Consommateur » ou bien « Madame Consommatrice » et s'occuperont de défendre le consommateur... afin de pouvoir continuer à lui vendre n'importe quoi au meilleur prix, c'est-à-dire au plus cher.


J.C. Francolon/Gamma

Savoir ce que les produits contiennent réellement

Le pouvoir politique avait même précédé ces violons de la distribution. Dès la fin 1974, le Président de la République avait créé un Secrétariat d'Etat à la consommation confié à une femme comme il se devait, et Mme Scrivener venait rejoindre Mmes Veil et Giroud parmi les

sirènes du Gouvernement. Le Parti socialiste ne demeurait pas longtemps en arrière et il organisait aussitôt une conférence de presse pour rendre publiques ses idées, quelque peu confuses au demeurant, sur la question.

Le mouvement consommateur n'a pourtant attendu ni Carrefour ni Darty, ni Mme Scrivener pour se créer, lutter et remporter déjà un certain nombre de victoires. En moins de dix ans quelques centaines, puis quelques milliers de militants éparpillés dans une dizaine d'associations nationales, une poignée de journalistes courageux, mais également un certain nombre de fonctionnaires à la Direction du Commerce et des Prix et aux Fraudes, et surtout l'INC et son bouillant directeur, ont réussi, avec des moyens plus que limités à créer le consommérisme en France, à guider ses premiers pas, à remporter ses premières victoires.



J.P. Moutin/Gamma

Le mouvement consommateur n'a pas attendu « Carrefour » pour se créer et mener des actions

Longtemps, le mouvement consommateur a contemplé avec envie les expériences étrangères. Ah, si nous avions un Nader en France, soupiraient les uns. Ou un Ombudsman répliquaient les autres. Certes, les actions américains menées par Ralph Nader ont été des plus spectaculaires. Faire mettre un genou à terre à la General Motors n'est pas rien ! Et l'action de Nader a eu à tout le moins ce résultat d'éveiller la conscience de millions de consommateurs tant aux U.S.A. qu'en Europe. Ceci étant, outre que les méthodes nadériennes paraissent difficilement exportables, les résultats obtenus ne sont guère convaincants. Le consommérisme américain est loin d'être aussi puissant qu'on le croit et Nader lui-même, en février 76, à Paris, énumérant ses revendications, étonnait quelque peu les militants français qui avaient obtenu les principales d'entre elles en trois ou quatre ans d'actions moins spectaculaires peut-être mais plus efficaces. L'ombudsman suédois est d'une toute autre portée. En quelques années il a résolu de très nombreux problèmes et suscite un arsenal juridique qui fait palir d'envie tous les mouvements consommateurs du monde. Mieux encore, il veille à ce que ces lois ne restent pas lettre morte et soient réellement appliquées. En revanche, le mouvement consommateur suédois ne s'est guère développé. A quoi bon puisque l'Etat veille sur lui par l'intermédiaire de son ombudsman ? Mais ce qui est valable dans un pays de 8 millions d'habitants l'est-il dans un pays de 52 millions d'individus comme la France ? Au demeurant, est-il souhaitable de s'en remettre encore, pour assurer la défense des consommateurs à un organisme étatique, centralisé et autoritaire ?

Ni état protecteur, ni sauveur suprême, le Japon, où la société de consommation fait des ravages peut-être pires que partout ailleurs, connaît un « consommérisme » original fondé sur la puissance des organisations féminines. Regroupant 15 millions d'adhérentes, ces organisations n'ont pas hésité à déclencher des mouvements de masses aussi importants qu'efficaces. Un boycott des produits cosmétiques a permis d'obtenir une baisse de moitié du coût de ces produits. Récidivant quelques mois plus tard, les consommateurs japonais ont obtenu un résultat identique avec les postes de télévision couleur ! En pleine période d'inflation ! On croit rêver !

Le mouvement européen est beaucoup moins connu. Il a cependant obtenu, en peu d'années, des résultats qui sont loin d'être négligeables. Peu important dans chacun des pays membres de la Communauté (à l'exception de l'Angleterre assez fortement imprégnée de « Nadérisme »), il s'est imposé au niveau de la Communauté, au

niveau des structures tout d'abord où les consommateurs sont désormais fortement représentés, au niveau des programmes maintenant, les projets de Bruxelles étant nettement plus audacieux que ceux des Etats membres.

Et le consommateur français ? Siégeant à Bruxelles, attiré par l'Ombudsman, fasciné parfois par Nader, ignorant l'expérience japonaise, il cherche sa voie propre. Fort, si l'on en croit les statistiques, de plusieurs millions d'adhérents, en réalité quelques centaines de mille et ce n'est déjà pas si mal, il repose surtout sur l'action de quelques milliers de militants. Après huit ans de luttes et d'efforts, il a réussi à percer le mur de l'indifférence. Reconnu, sinon connu, il a obtenu un certain nombre de dispositions limitant les principaux abus. Se battant tous azimuts, en ordre dispersé, il a porté des coups légers certes, mais répétés qui obligent les géants de la production et de la distribution sinon à le considérer comme un partenaire, du moins à le prendre en considération. Le moment est venu pour lui, de faire le point, pour trouver son second souffle, car les véritables batailles sont encore à engager.

Le mouvement consommateur en Europe a remporté, depuis sa création des succès importants, particulièrement en France où il a réussi à percer le mur de l'indifférence.

Le bilan des conquêtes réalisées en moins de six ans est plus que positif. S'attaquant aux abus les plus criards, le mouvement consommateur a réussi à obtenir du législateur ou du gouvernement les textes nécessaires pour réprimer ces abus et limiter les excès des distributeurs.



Pierre Michaud

Six années de luttes réellement positives

Le démarchage à domicile faisait des ravages dans les campagnes et les grands ensembles suburbains, les scandales se multipliaient. Il a fallu deux années d'efforts aux associations de consommateurs et à l'INC pour vaincre les résistances du lobby de la vente à domicile, pour qui tout était bon ; on a même vu, au dernier moment, l'« Express » attendrir ses lecteurs sur les « malheureux gitans » afin de tenter d'éviter l'adoption d'une loi qui a cependant été votée le 22 décembre 1972. Désormais le consommateur français bénéficie d'une protection réelle (sauf dans le domaine de la vente des voitures neuves) : interdiction de recevoir des fonds à domicile, délai de réflexion de huit jours, délit d'abus de faiblesse pénalement sanctionné.

A la même époque, mais l'application en étant reportée d'un an, le décret du 22 octobre 1972 réglementait l'étiquetage des produits destinés à l'alimentation de l'homme et des animaux. Le producteur doit désormais indiquer clairement le nom de ce qu'il vend, le poids et l'origine du produit, la composition complète et l'adresse du responsable. Certes, les nombreuses dérogations accordées par la suite par le Ministère et l'autorisation de mentionner certains additifs en code ont nettement attenué l'efficacité du texte. Les curieux ont quand même fait un certain nombre de découvertes et ce texte fait encore rêver certains de nos voisins... notamment

outre-atlantique ! Il faut encore mentionner l'arrêté sur la publicité des prix et la loi de 1975 sur les produits cosmétiques, toute incomplète qu'elle soit. Ce premier bilan est nettement positif, même s'il reste encore beaucoup à obtenir.

Plus connue est la loi dite « Loi Royer » du 27 décembre 1973. Paradoxalement dans ce texte sur l'« orientation du commerce et de l'artisanat » vinrent se glisser quelques articles nettement révolutionnaires en faveur des consommateurs. Le plus beau fut que le Parlement s'en aperçut à peine (1) et qu'à l'exception de quelques escarmouches entre juristes, Jean Foyer pour la majorité, hostile au projet de son gouvernement, et Jean Pierre Cot pour le PS, qui le défendait sur ce point, les députés votèrent pratiquement sans s'en rendre compte deux dispositions essentielles pour la défense du consommateur. D'abord une réglementation de la publicité mensongère qui permet aux tribunaux, s'ils le souhaitent, d'éliminer toute publicité douteuse et leur donne une arme formidable : la contre-publicité ; ensuite et surtout une mesure en faveur de laquelle les syndicats luttèrent pendant des années : la possibilité pour les associations de consommateurs d'agir en justice pour la défense des intérêts collectifs des consommateurs, disposition que Michel Rocard avait déjà proposée deux ans plus tôt. Cette reconnaissance de l'action civile des associations de consommateurs n'est nullement une victoire juridique au sens étroit: c'est sur le plan pratique, malgré toutes les limites apportées ensuite par le décret d'application, la possibilité pour les consommateurs organisés d'assurer eux-mêmes le contrôle des lois qui sont censées les protéger.

A côté des textes, les consommateurs voyaient se mettre en



Ch. Vioujard/Gamma

Agir en justice iour la défense des intérêts des consommateurs

Trois exemples d'action consommateurs :

– En Champagne, un groupe A.P.F. pénètre dans une grande surface, un samedi à l'heure de pointe. Une dizaine de militants empile dans des caddies tous les produits dont l'étiquetage n'est pas conforme à la loi. Puis, ils abandonnent tous les caddies aux caisses qu'ils bloquent. La direction appelle la police, mais si aucune infraction ne peut être reprochée aux militants, ceux-ci indiquent aux policiers les caddies dans lesquels ils peuvent relever des centaines d'infraction.

En même temps une distribution de tracts explique à l'ensemble des consommateurs les raisons de cette action.

– A Grenoble, les consommateurs de l'A.S.F. font éclater le scandale « Marlinge » provoqué par des établissements de crédits plus ou moins véreux utilisant les lacunes de la législation. Les militants de l'A.S.F. et de l'U.F.C.S. descendent dans la rue et manifestent devant le Palais de Justice où ils sont rejoints pas des magistrats du S.N.M.. L'affaire ne peut être étouffée et s'oriente favorablement aux victimes.

– A Noisy Le Sec, une initiative de vente directe de viande montée par l'A.P.F. et les Jeunes agriculteurs de la Nièvre aboutit à une véritable mobilisation de la population. La police appelée par les bouchers se met à discuter avec les militants, et, au lieu de les embarquer, achète des entrecôtes. Un tract expliquant les circuits de distribution de la viande est largement diffusé. Le soir, un meeting réunit les consommateurs, les paysans producteurs et les bouchers.

place toute une infrastructure. A côté de la Répression des fraudes, la Direction départementale du Commerce et des Prix se consacrait chaque jour davantage aux problèmes de la consommation. L'INC prenait son essor sous la houlette du président Dary grâce au dynamisme de son directeur Henri Estingoy et à l'ardeur de son personnel. En province, les organisations était regroupées en UROC et se voyait confier des tâches de plus en plus importantes. Il ne manquait plus que les moyens financiers.

Depuis quelques années la législation et la jurisprudence n'ont cessé d'évoluer favorablement grâce à l'action des organisations de consommateurs.

Il faut ajouter à tout cela les textes anciens, ceux du Code civil et ceux du début du siècle, telle la loi du 1er août 1975 sur les fraudes, adaptées par une jurisprudence particulièrement hardie. Ainsi la Cour de Cassation (et nul ne songe à voir dans les vénérables magistrats qui la composaient alors, des « Juges rouges », comme dirait le Parisien Libéré, si ce n'est la couleur de leur toge) créait une théorie de la garantie des vices cachés alors unique au monde : le vendeur professionnel est responsable de tous les vices cachés du produit qu'il a vendu sans que le consommateur victime ait à faire la preuve d'une faute quelconque, simplement parce qu'il est professionnel ! Et la Cour de Cassation, récidivant, crée maintenant à la charge de tout professionnel une obligation de renseignement et un devoir de conseil qui sont encore à l'avant-garde du droit.

Si l'on fait l'addition force est de constater que le consommateur français finit par être l'un des mieux protégés du monde. Juste après le Suédois, sinon à égalité. En théorie tout du moins, car si l'on passe à la pratique de tous les jours, on déchante rapidement.

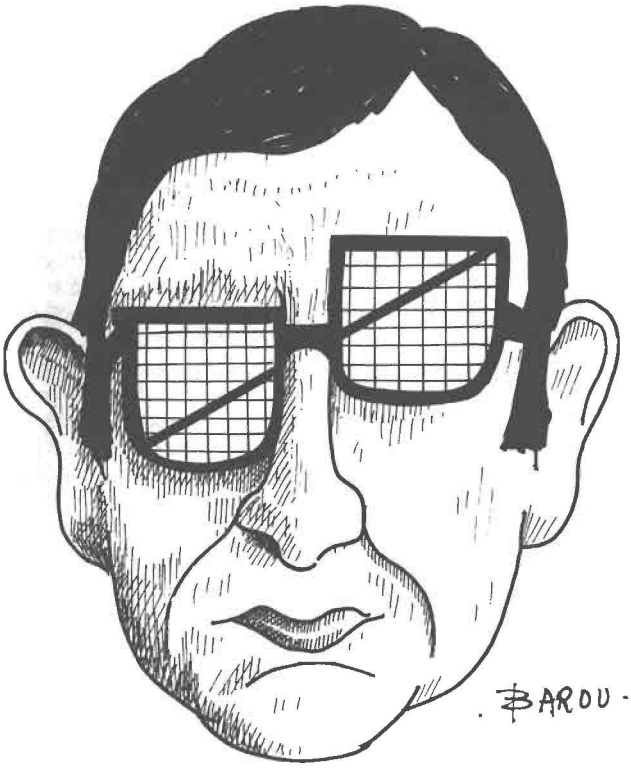
La justice ignore encore trop souvent un droit tout neuf et ne dispose pas toujours des moyens suffisants pour le faire appliquer.

Avez-vous jamais regardé attentivement les produits que vous achetez pour vérifier si le décret du 22 octobre 1972 était respecté ? En une demi-heure, pour FR 3, j'ai relevé, dans une surface inconnue, plus de 100 produits qui ne respectaient pas ce texte ! Et quand ils le respectent c'est à grand renfort de codes et de symboles incompréhensibles pour le commun des mortels. Je me rappelle avoir suivi un jour un jeune couple qui épluchait toutes les étiquettes, le mari ayant relevé sur un carnet le nom des divers codes. Mon jeune couple arrive aux purées en sachets. Celles-ci contenant du bothulhydroxygène, le Conseil supérieur d'Hygiène a exigé la mention apparente de ce conservateur. Et les fabriquants obéissants, d'indiquer « BTH ». Le jeune mari fut pris de court, il n'avait pas le symbole sur son carnet. Aussi répondit-il à sa femme après quelques secondes de réflexion : « Oh, cela veut dire que cette purée est faite avec des pommes de terre qui viennent de Bretagne ». BTH-BZH, c'était tout comme ! Et lorsque les militants de la CNAPF et du PSU firent relever par huissier, en un seul samedi plus de 7 000 infractions et déposèrent 80 plaintes entre les mains de différents Parquets, la Direction générale de la Répression des Fraudes prit la défense des producteurs et conseilla aux Parquets de classer les plaintes, bien que les délits soient indiscutables. Seul le Parquet de Bordeaux refusa de s'incliner !

On pourrait multiplier les exemples. La Cour de Cassation interdit toutes les clauses limitatives de garantie. Sont nulles, archinulles, toutes les clauses qui limitent la garantie du vendeur aux « pièces et main d'œuvre », ou qui mettent les frais d'envoi à la charge de l'acheteur, etc... En matière d'électroménager, j'ai trouvé *un* contrat respectant la loi, sur plusieurs centaines (dont le fameux contrat de confiance Darty aussi illégal que ceux de ses confrères). Quant au dossier automobile, aucun constructeur français ou étranger, je dis bien *aucun,* ne respecte la loi et toutes les clauses de garantie de tous les contrats de vente automobiles, neuves ou d'occasion, comprennent des clauses limitatives totalement nulles. Comme je m'étonnais il y a quelques mois auprès du Directeur juridique de l'un de ces constructeurs : « Bien sûr, me répondit-il avec un bon sourire, bien sûr je le sais mais le consommateur, lui, ne le sait pas, alors... »

La dispersion et la multiplicité actuelle des organisations de consommateurs nuit souvent au développement d'actions concrètes indispensables.

Le spectacle est tout aussi navrant en ce qui concerne la publicité mensongère. Les rares poursuites entreprises par les



"LUNETTES POUR SUIVRE A VUE D'OEIL LES PRIX..."

Parquets (entre trente et cinquante par an pour l'ensemble de la France !) aboutissent à des condamnations dérisoires : 2 000 F d'amende pour une publicité mensongère radiodiffusée, 4 000 F d'amende pour un promoteur qui a distribué des dizaines de milliers de brochures mensongères, 500 F pour un pharmacien qui vendait, à grand renfort de publicité, un baume miracle 40 F alors qu'il lui ne revenait qu'à 4 F. Et aucune, je dis bien ***aucune*** décision d'aucun tribunal de France n'a encore utilisé l'arme de la contre-publicité que la loi Royer lui a donnée. Certains oublient même d'ordonner la publication de leur jugement dans la Presse, alors que celle-ci est obligatoire d'après la loi. L'on est moins indulgent avec le travailler immigré qui « vole » 60 F ou 80 F de produits dans un libre-service : là, c'est la prison ferme, tout de suite !

Pourquoi cette inapplication de la loi ? Certes, les pouvoirs publics n'ont pas toujours une grande envie de la faire appliquer, mais une telle explication est insuffisante. Les Parquets, on l'a vu récemment, savent prouver leur indépendance. Comment se fait-il alors que ce qui a pu se produire en matière d'accidents du travail n'ait pas lieu en matière de consommation ? Pour une double raison : les magistrats ignorent encore souvent un droit tout neuf qu'on ne leur a jamais enseigné et que bien peu de facultés enseignent à ce jour ; d'autre part, débordés de tâches urgentes, manquant totalement de moyens, ils parent au plus pressé, car le droit de la consommation est encore souvent ressenti comme quelque chose d'un peu artificiel et sans grande importance. Une publicité mensongère fait moins de mal qu'un vol, et quelle gravité va-t-on trouver dans le fait qu'il manque 20 grammes dans une boite de petits-pois de 400 grammes, il n'y a pas là de quoi fouetter un chat. Sauf qu'il y a des centaines de milliers de boites qui font des millions de grammes ! Un magistrat a quand même autre chose à faire que de s'occuper d'un milligramme de trop de tel produit dans une poudre pour bébé ou d'un pot de yoghourt dont la date limite de vente est maquillée. Cela entraîne les cinquante enfants tués par le talc Morhange, dont le procès traine depuis plus de deux ans, les 50 000 intoxications alimentaires annuelles, et aussi des dizaines de morts, des milliers de pauvres gens ruinés, expulsés, à la rue...

Réfléchir sur les mécanismes de marché dans la société capitaliste libérale : une condition essentielle pour ne pas se faire récupérer.

Les consommateurs eux-mêmes portent leur part de responsabilité. Pourquoi donc ne s'adressent-ils pas plus souvent à la Justice ? Tout simplement parce qu'ils ignorent leurs droits

dont nul n'a jamais cru devoir les informer. Parce que la justice est d'un tel coût qu'elle est un produit de luxe. La justice, c'est Fauchon, ce n'est pas pour les clients du Prisunic. Mais dira-t-on, puisque les organisations de consommateurs peuvent exercer l'action civile ? Certes, et ils en ont donné la preuve. C'est, en décembre 1974, la FNCC (Fédération nationale des coopératives de consommation) qui fait mordre la poussière aux trusts pharmaceutiques qui prétendaient que les consommateurs n'avaient pas à savoir ce que contenaient les médicaments ; ce sont les rares affaires de publicité mensongère, presque toutes poursuivies sur plainte des associations de consommateurs. Mais la plupart des organisations ne sont agréées que depuis un an. En outre, elles ne peuvent agir que pour la défense des intérêts collectifs des consommateurs. Enfin, elles aussi sont clientes de Prisunic et non de Fauchon. La justice est trop chère pour elle.

L'inapplication de la loi n'est pas la seule faiblesse. Le mouvement consommateur dans son ensemble porte en lui une autre faiblesse, autrement grave, congénitale, pourra-t-on dire. Tout d'abord, il est divisé en plus de dix associations nationales. Alors même qu'il n'y avait que quelques milliers de consommateurs conscients des problèmes posés et des luttes à mener, dix associations se partageaient les efforts de ces quelques militants. Que le pluralisme soit nécessaire c'est certain, mais le mouvement consommateur, sur le plan de la diversité en remontrerait aux partis politiques des plus beaux jours de la IV[e] république ! Cela ne serait rien encore si à la division ne s'ajoutait l'éparpillement. Chacune des organisations se veut plus ou moins omniprésente et se consacre tout à la fois aux tâches multiples de représentation au sein de tous les comités, sous-comités et commissions qui bourgeonnent auprès de chaque Ministère, à Paris, à Strasbourg, à Bruxelles, et aux luttes dans les domaines les plus divers : santé, logement, alimentation, téléphone, assistance juridique, etc...

Quel temps leur restera-t-il après cela pour mener de véritables actions concrètes ; et surtout pour réfléchir et définir leur doctrine ? Car c'est là peut-être que le bât blesse le plus. Si l'énergie de trois ou quatre dirigeants a réussi à mettre sur pied un programme cohérent, « la loi-cadre », les organisations de consommateurs n'ont pratiquement pas de doctrine. Dépassées par le succès, manquant terriblement de moyens financiers et d'hommes, à la fois au four et au moulin, force leur est de se raccrocher à quelques idées force : coopératisme ou socialisme autogestionnaire, au pire de se réfugier dans l'apolitisme qui dissimule mal l'absence de doctrine.

Il faudra beaucoup d'imagination aux organisations de consommateurs pour inventer des formes de lutte adaptées à leurs moyens techniques.

Loin de moi l'idée de jeter la pierre à qui que ce soit. Malgré les lacunes graves qui subsistent, force est de constater, lorsque l'on tire un trait pour faire le bilan, que cette poignée de militants aidés de quelques hommes publics et de quelques journalistes a réussi malgré un manque quasi total de moyens matériels et financiers, à obtenir contre un adversaire qui, lui, possède totalement ces moyens, l'ensemble des producteurs et des distributeurs, une série de victoires qui ne peuvent plus être remises en question. En fait, les pionniers du consommérisme de 1966 à 1976 ont accouché le mouvement consommateur. Que va désormais devenir celui-ci ?

Elaborer une doctrine parait bien être l'une des tâches prioritaires du mouvement consommateur. Ne serait-ce que pour éviter les pièges de la récupération qui se dressent et se multiplient depuis quelques mois. Les Français sont sensibles aux problèmes de la consommation, bien : on va leur servir du consommateur puisque cela fait vendre. Et Balkany va livrer ses centres commerciaux avec club consommateur intégré, Berger va fonder sa publicité pour ses sirops sur le désir des consommateurs, Leclerc partir en croisade pour eux, Giscard leur offrir un secrétaire d'Etat, jusqu'à FO qui crée sa propre organisation de consommateurs.

Naturellement, pour être récupéré au mieux, le mouvement doit rester apolitique. Et tout un chacun de s'écrier, côté patronat ou côté gouvernemental : « Surtout, ne sombrez pas dans la politique ! » Défendre le consommateur, c'est parfait. Des dames bien sages surveilleront les étiquettes et tiendront des réunions aussi sages qu'elles. Un peu comme les dames patronesses du XIX[e] qui visitaient les « bonnes » œuvres. En récompense, on les nommera membres d'une commission. Je n'exagère pas. François Dalle, Président de l'OREAL, écrit le 23/10/75 : « Le rôle du consommérisme est de défendre les consommateurs en s'opposant, dans un jeu dialectique, aux entreprises dont les produits ou les services ne sont pas réellement performants ou à celles qui pratiquent une publicité mensongère, agressive, de mauvais goût. Mais cette mission, il doit l'exercer sans à priori idéologique. »

Et le mouvement consommateur, sage, canalisé, banalisé, aseptisé, en un mot asservi et ronronnant, deviendra une arme de plus dans l'arsenal du marketing !

Non, ce dont a besoin le mouvement consommateur, c'est justement d'une réflexion approfondie sur les mécanismes

du marché dans la société capitaliste libérale qui est la nôtre. En apprécier les puissances, en découvrir les rouages. S'apercevoir que la recherche du profit est pour les capitaux investis dans la distribution la seule règle d'or et que c'est lui, consommateur, qui va produire ce profit. Prendre conscience enfin de ce que les victoires qu'il remporte parfois en tant que travailleur, il se les fait aussitôt reprendre en tant que consommateur. Il lui faut absolument se situer dans ce processus économique. Il lui faudra ensuite se définir. On n'a que trop facilement admis la définition de Kennedy : « le consommateur : nous tous par définition ». Certes, producteurs et distributeurs consomment, individuellement, beaucoup plus que le commun des ménagères. Sont-ils des consommateurs pour autant ? Nullement. L'on croit entendre Guizot affirmer : « les travailleurs : nous tous par définition ». N'y a-t-il donc pas un problème de propriété, et ne doit-on pas distinguer ceux qui possèdent les moyens de production et de distribution, les techniques de marketing, les études de marché, les laboratoires d'essai, les supports publicitaires... et les autres.

Le mouvement consommateur doit également réfléchir à ses rapports avec ses voisins immédiats. Notamment, les organisations syndicales de travailleurs. Que tous les travailleurs soient également des consommateurs, cela est incontestable. Les organisations syndicales ont-elles pour autant vocation à défendre les intérêts des consommateurs en tant que tels comme le prétend FO ? Rien n'est moins sûr. Les conflits d'intérêt sont évidents lorsqu'une action consommateur risque d'aboutir au ralentissement de telle ou telle branche de production, avec menaces de licenciement. Et demain , dans une société de type socialiste, peut-on concevoir que les travailleurs producteurs représentent également les consommateurs ? Que les syndicats ouvriers aient leur mot à dire, en tant que producteurs, sur tous les problèmes de consommation, c'est évident, et ce mot est essentiel ; qu'ils le disent également en tant que représentants des consommateurs, n'y a-t-il pas là risque de bégaiement ? Les organisations syndicales hésitent. FO a franchi le pas, la CGT hésite, la CFDT s'interroge. Il est temps, il est grand temps qu'une réflexion commune soit envisagée, que les actions soient élaborées ensemble, un programme construit, mais également que le rôle de chacun y soit bien défini.

Le problème pourra alors se poser des rapports du consommateur avec le pouvoir politique. Quelques organisations l'ont abordé : la CNCV (ex-CNAPF), la CSF, la FNCC. Les autres hésitent : la politique fait peur. Il y a pourtant, sinon un pouvoir consommateur, tout du moins une force consommateur qui existe et que l'on ne peut plus négliger. Si les consommateurs le veulent réellement, leurs problèmes peuvent être au premier plan dans les prochaines batailles électorales. A eux de savoir les aborder, conscients de ce qu'ils peuvent et de ce qu'ils veulent.

Mais ce n'est pas seulement un travail de réflexion qui s'impose c'est encore et surtout l'élaboration de luttes nouvelles.

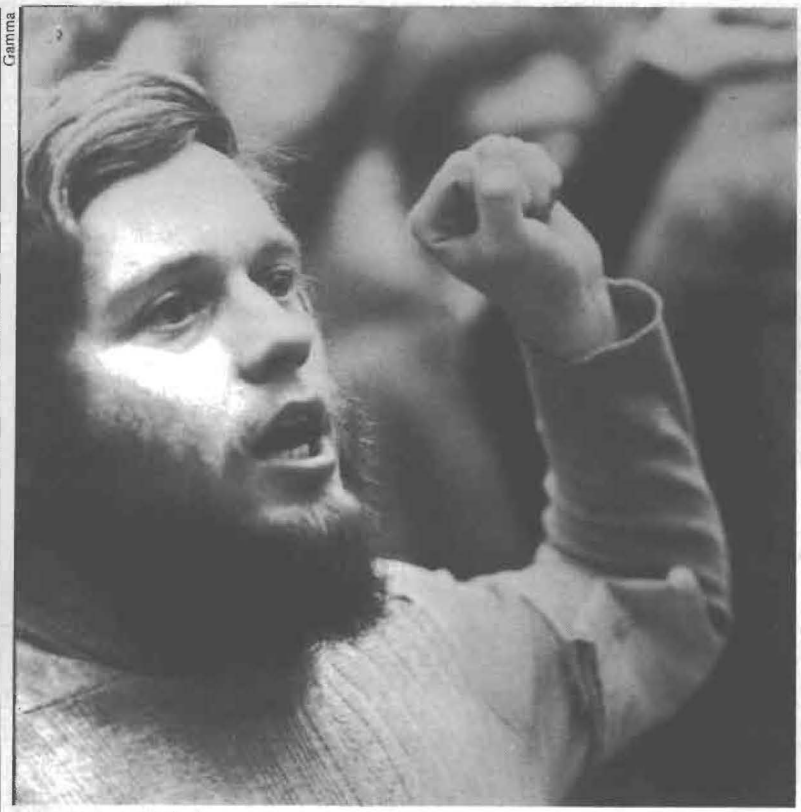
Pour mener ces luttes, le mouvement consommateur est doublement handicapé. D'une part parce qu'il ne dispose d'aucun des moyens techniques de son adversaire (à l'exception du courageux laboratoire coopératif), d'autre part parce que, contrairement aux travailleurs confrontés à des problèmes communs au sein de l'entreprise, les consommateurs sont atomisés dans leurs villes de béton, et isolés, par dizaines de milliers, côte à côte peut-être mais non pas ensemble, dans les super ou hyper marchés. La première tâche est donc d'être présent sur les lieux mêmes où se situent les problèmes, c'est-à-dire sur les lieux de distribution, et notamment dans les grandes surfaces. Avec l'aide des comités d'entreprises du personnel (avec lesquels les contacts sont trop rares), par la négociation, à défaut autrement, les groupes locaux de consommateurs doivent affirmer leur présence sur place. L'initiative des coopératives de créer, dans toutes les grandes surfaces un « courrier consommateur » doit être exigée de tous les géants de la distribution. En Moselle, l'APF a réussi à obtenir d'une grande surface, un panneau d'affichage à l'entrée du magasin. C'est tout simple, mais c'est essentiel car de cette présence va découler l'information, puis la prise de conscience. Mais il faudra également beaucoup d'imagination aux organisations de consommateurs pour inventer des formes de luttes adaptées à leurs moyens techniques. Les exemples cités en encart montrent que cette imagination ne fait pas défaut, mais elle doit se développer. Et toutes ces luttes parallèles aboutiront au bon usage de l'arme totale : la grève de l'achat, le boycott qui permettra seul de montrer aux consommateurs eux-mêmes leur véritable puissance.

Le mouvement consommateur a moins de dix ans d'existence réelle derrière lui. S'il dresse le bilan de son action, il n'a aucun complexe d'infériorité à avoir. Mais s'il regarde tout le travail qui l'attend encore pour s'imposer comme interlocuteur valable des producteurs et des distributeurs, il doit se rendre compte qu'il y a encore beaucoup à faire. Les deux ou trois années à venir seront capitales.

Luc BIHL

(1) Il faut lire les débats de l'A.N. pour être édifié. Ainsi M. Marette, ancien ministre, s'élevant contre le projet qui mettait à la charge de l'auteur de la publicité la preuve de la véracité de son message, trouva cet argument révélateur de la hauteur de ses vues : « Une publicité en faveur du film « La Vénus en fourrures » affirme « le plaisir total » – comment viendra-t-on vérifier ? ».

Gamma



L'autogestion est-elle le signe d'une nouvelle politique révolutionnaire ?

RECHERCHES ET DÉBATS

Autogestion : un projet travailliste ?

Secouées depuis vingt ans par une crise permanente, prises « en sandwich » entre les mutations du capitalisme et le caractère de plus en plus imprévisible des luttes sociales, les organisations de la gauche française sont désormais ouvertement à la recherche d'une nouvelle définition de leur but final, pour parler le langage des vieux militants de 1900.

L'abandon officiel par le XXII[e] congrès du P.C.F. du « concept » de dictature du prolétariat (1) a mis un point final au coma dépassé de l'intégrisme marxiste-léniniste qui n'a plus désormais en France que de rares partisans, s'il en a encore de talentueux. Quant à l'ancienne social-démocratie doctrinaire on sait comment ses crimes durant la guerre d'Algérie, ses compromissions avec le gaullisme, l'ont placée devant la dure nécessité de se faire oublier ou de rejoindre purement et simplement les rangs de la coalition des droites. D'où un saisissant renversement de tendance dans le paysage traditionnel du mouvement ouvrier

(1) Certes il faut accorder à Althusser qu'on n'abandonne pas un concept comme on abandonne un chien, mais encore faudrait-il s'interroger sur ce que signifie le fait que depuis longtemps la dite dictature n'était plus l'aspiration brûlante des élites ouvrières, mais un « concept », c'est-à-dire une étoile morte figurant pour la forme au ciel du dogme. Faut-il rappeler que contrairement à Georges Marchais, feu Guy Mollet ne céda de sa vie un iota sur cet article, que Léon Blun ne fut longtemps pas moins intransigeant, etc...

A travers la critique du livre de Pierre Rosanvallon, « L'âge de l'autogestion », Daniel Lindenberg ouvre un débat capital que l'on peut résumer ainsi : le socialisme autogestionnaire est-il le signe d'une nouvelle politique révolutionnaire, ou le nom donné à un projet de type travailliste par la nouvelle gauche chrétienne. Question riche on le voit, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir dans nos prochains numéros.

français qui a si longtemps uni harmonieusement l'inflation pseudo-théoricienne de ses sommets intellectuels (en fait il s'agissait dans 99 % des cas d'une médiocre exploitation de textes fossilisés à des fins tactiques) à une indifférence placide du militant de base en face de références idéologiques galvaudées et interchangeables. Aujourd'hui en effet, renouant avec un passé déjà centenaire, une demande vient des profondeurs du monde du travail, demande de systématisation de sa volonté de rupture et d'imagination concrète d'une société sans salariat ni exploitation, demande identique à celles qu'affrontèrent en leurs temps, sur des registres évidemment discordants, le marxisme comme l'anarchisme. Devant cette tâche historique, que font les intellectuels révolutionnaires ou qui se disent tels ? Pas grand chose, il faut bien le dire. Beaucoup perdent leur temps (et le nôtre) à répéter sur des centaines de pages qu'ils n'ont rien à dire qui n'ait été déjà cent fois mieux dit par d'autres dans leurs corps souffrants, ou bien à confesser qu'ils se sont fait piéger par le désir-de-révolution mais qu'on ne les y reprendra plus, Dieu merci ! Véritable démission collective qui confine à la trahison, et qui justifie hélas une fois de plus l'antique méfiance des travailleurs de ce pays pour les beaux parleurs, révolutionnaires à tous crins d'une saison. Cette situation conduit à un blocage relatif de l'élaboration théorique au moment même où l'apolitique le plus obtus sait que le socialisme est à l'ordre du jour dans l'Europe du Sud. Depuis 1968 le refus populaire du socialisme concentrationnaire à la soviétique reste la seule idée venue du mouvement des masses qui ait été réellement élaborée. Sans doute parce qu'elle fournit un terrain d'entente à des courants dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont disparates. Refus qui a trouvé son expression dans une formule aujourd'hui tellement répandue qu'elle est devenue un des mots-clé du vocabulaire politique et social de base : **l'autogestion** (1).

Il est tout à fait possible de se livrer à une analyse philologique et de montrer la filiation **libertaire** de l'idée (le mot n'ayant jamais été employé semble-t-il avant la rupture Tito-Staline de 1948 et la recherche par les communistes yougoslaves d'un modèle socialiste non-stalinien) à la fois dans le discours d'un Kropotkine (2) et dans les réalisations de l'anarchisme catalan au pouvoir en 36-37. Utile, une telle recherche, dans laquelle excellent au surplus les polémistes du P.C.F. ne va pourtant jamais très loin. Ou alors elle soulève des lièvres énormes. Pourquoi par exemple la revanche imprévue des libertaires sur Marx n'est-elle en général pas reconnue par ceux qui ressuscitent Stirner ou Bakounine à chaque ligne ? De toute façon, n'est-il pas préférable, d'un point de vue politique, de s'interroger sur la fonction d'une idée que sur sa filiation ? Dans le cas de l'autogestion deux livres parus récemment peuvent grandement nous aider à nous poser correctement la question : il s'agit de **L'age de l'autogestion** de P. Rosanvallon (Politique-Seuil) et des **Clefs pour l'autogestion** de A. Guillerm et Y. Bourdet (Seghers).

Le point commun entre ces deux ouvrages, qui est aussi un pas en avant, peut se résumer par le sous-titre du livre de Rosanvallon « ou la politique au poste de commandement ».

Pendant plusieurs années les débats autour de l'autogestion semblaient fatalement marqués de ce qu'on pourrait appeler l'illusion saint-simonienne, autrement dit technocratique : rendez leur autonomie aux unités de production, faites-les gérer par les producteurs eux-mêmes, et les vaches seront bien gardées. A rester ainsi sur le strict plan de l'économique, tout en restant aussi généreux que vague quant aux sphères extra-économiques, on rejoignait dangereusement certaines utopies patronales.

Au surplus l'exemple yougoslave montrait que réduite à une décentralisation et à une démocratisation (sur le mode parlementaire) de l'entreprise, l'autogestion pouvait signifier une nouvelle étape du capitalisme et non son abolition. En ce sens, l'aplatissement du concept pouvait effectivement faire chuter dans le « fédéralisme » proudhonien mais surtout se confondre avec la vieille idée coopérative, dont on sous-estime souvent l'impact dans l'histoire ouvrière et socialiste. « L'ordinateur aux informaticiens » allait-il relayer le vieux cri « La mine aux mineurs » et révéler du même coup des préoccupations beaucoup plus gestionnaires qu'« auto... » si j'ose dire. A terme, et beaucoup de sceptiques ne se gênaient pas pour le dire bien haut, on risquait de se retrouver avec un nouveau gadget réformiste, relayant la « nationalisation industrialisée » (version 1920) et le « Planisme » (version 1930) chers autrefois à la C.G.T. de Léon Jouhaux et à ses amis « socialistes constructifs ».

Mais la C.F.D.T. a ceci de sympathique qu'elle semble soucieuse de ne pas répéter la C.G.T. d'avant-guerre. La publication du livre de Pierre Rosanvallon, rédacteur en chef, il faut le souligner, de la revue théorique de la centrale :« C.F.D.T. Aujourd'hui », en est, entre autres, une preuve manifeste. D'une part, même s'ils n'ont de ce fait aucun privilège particulier, ce sont pour une part déterminante les anciens militants du groupe « Socialisme ou Barbarie » qui ont popularisé la thématique autogestionnaire, laquelle découlait rigoureusement de leur analyse de la **bureaucratie**,réélaborée à partir de la tradition trotskyste, mais surtout de la sociologie industrielle américaine (3). Deux d'entre eux.

(1) Sans partager les analyses de Jean-Luc Dallemagne, on peut penser qu'il met bien en lumière, dans le titre même, de son ouvrage *(Autogestion ou dictature du prolétariat)* la fin d'une période historique dominée par le modèle blanquiste-bolchévik, fin que d'autres signifient en parlant d'« association », d'« anti-lénine », etc...

(2) dont il serait intéressant de relire dans cette perspective l'ouvrage *Champs, Usines, Ateliers*, véritable manuel d'autogestion avant la lettre. Par contre le rattachement de l'idée autogestionnaire à Proudhon repose sur des à-peu-près. Si prôner l'autogestion signifie entre autres qu'on peut se passer de patrons et du capital, rien n'était plus étranger à la pensée de Proudhon.

(3)Cycle qui s'achève après 1920 avec la taylorisation, la généralisation de « l'ouvrier-malle » et dont Octobre est le chant du cygne.

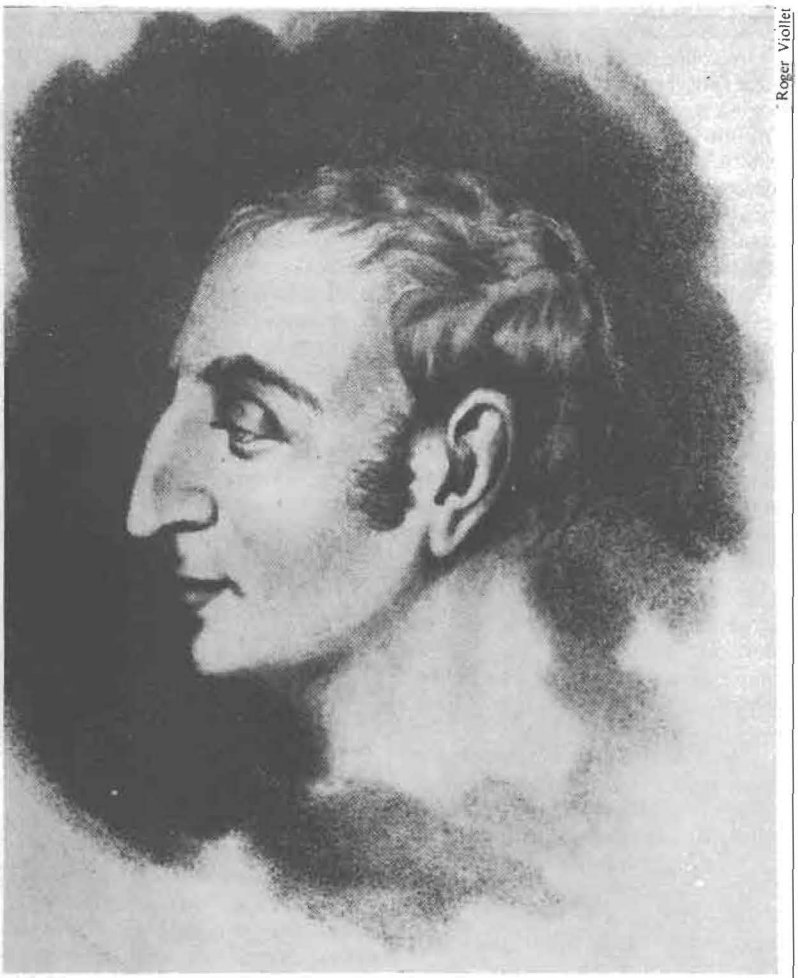
Depuis 1968, le refus populaire du socialisme concentrationnaire reste la seule idée venue du mouvement des masses qui ait été réellement élaborée.

aujourd'hui enseignants à Vincennes, Yvon Bourdet et Alain Guillerm, ont profité de l'occasion offerte par la collection d'initiation « Clefs » de Seghers pour mettre les points sur les « i ». Essayons à notre tour d'y voir un peu plus clair, à l'heure où la question risque de déborder prochainement du cadre des colloques.

Primat du politique. Ou, plus exactement, retour de la **question du politique** mise sous clé par les staliniens, les social-démocrates et les anarchistes réunis depuis l'échec des dernières révoltes prolétariennes des ouvriers de métier. Or, à s'y colleter d'un peu près, une constatation - surprenante - s'impose : rien n'a bougé depuis Rousseau. Le seul modèle auquel les révolutionnaires se réfèrent, explicitement ou implicitement, c'est encore et toujours celui du **Contrat Social** . Pour le lecteur qui serait désireux d'embrasser l'ensemble de la démonstration, nous le renvoyons aux ouvrages de l'école « italo-marxiste », qui viennent tout récemment seulement d'être traduits en français (1). Les grands textes de la tradition marxiste sur l'Etat, jusqu'à *L'Etat et la Révolution* de Lénine y compris, ne dépassent pas l'énoncé des dilemmes du citoyen de Genève. Puisque la démocratie directe des « citoyens assemblés », expression immédiate et permanente de la volonté générale est impossible, les choses étant ce qu'elles sont, en dehors des unités politiques de taille très réduite (Rousseau cite en exemple les cantons suisses ou la Corse), il ne reste d'issue que dans la dictature (provisoire?) des citoyens les plus vertueux, à qui reviendra la tâche périlleuse d'« instituer » un peuple nouveau. La seule échappatoire à ce système fondé sur des préjugés aussi catastrophiques que la transparence des consciences (Rousseau ne pouvait avoir lu Freud, il est plus excusable que ses épigones du XX^{e} siècle) fut après l'experience jacobine de la Terreur (2) le grand rêve saint-simonien et positiviste. C'était au fond jouer l'économie politique anglaise, science de l'harmonie-objective, même si les forçats des filatures et des mines ne s'en sont guère avisés, contre les songe-creux métaphysiques de l'Egalité et de la Communauté. L'ambiguité de la politique marxiste a été dès ses premiers pas (en 1848) de jouer sur les deux tableaux. Les barricades ou les forces productives? Les Soviets ou l'électrification? Jamais le socialisme dit scientifique n'a su ou n'a pu choisir entre ses deux héritages, dont l'un a toujours eclipsé l'autre avant d'être à nouveau remis en avant, comme le montrent les étonnantes palinodies de Marx et Lénine eux-mêmes.Or les enseignements de l'expérience historique nous permettent aujourd'hui d'être assurés que les dangers de la conception *économiste,* aussi bien dans la rupture révolutionnaire que pour le contenu même du socialisme, sont incomparablement les plus grands, car il signifient en fait leur soumission à la logique même du Capital qui se renforce à travers ses « crises » et ne s'implante jamais mieux que par un Plan. En d'autres termes, il y a aujourd'hui à gauche un large accord pour refuser tout chèque en blanc aux mécanismes « naturels » d'une économie supposée socialiste et à son inévitable comparse, l'Etat supposé populaire. Depuis près de soixante ans de procès de Moscou, de Goulag, de rééducation socialiste par le travail et de massacres en tout genre, la plaisanterie commence effectivement à avoir de la barbe ! Devant une perversion pareille de l'espoir des exploités et des opprimés, rien de

(1) *Rousseau et Marx* de Galvano Della Volpe, (Grasset) *De Rousseau à Lénine* de Lucio Colletti (Gordon Breach), *Le Marxisme et Hegel* du même Colleti(Champ Libre). Tous ces ouvrages témoignent du choc fécond de la déstalinisation en Italie, pays ou le prolétariat et ses intellectuels se sont *appropriés* le marxisme comme une arme, et non comme un code d'initation bureaucratique...

(2) Je tiens à preciser que le problème du jacobinisme ne peut être réglé en quelques formules simplistes, et en tout cas pas par un rejet global dans l'enfer « etatiste », comme il est de mode dans un certain milieu qui s'exprime par exemple dans *Libération*. Ne reprenons pas les lieux communs de Taine et de Maurras, camarades ! La question ici soulevée est celle de la substitution (par Rousseau et Robespierre) d'un point de vue moral religieux (la « loi qui est au cœur de l'homme ») la vertu, la sincérité à un point de vue moral politique (lutter concrètement contre la corruption dans l'appareil d'Etat, par exemple).



Roger Viollet

St Simon : après l'expérience jacobine de la terreur, le grand rêve saint-simonien et positiviste.

plus normal, de plus sain que la résurgence actuelle des problématiques morales et juridiques au sein de la pensée socialiste. Et c'est ici que nous rencontrons à nouveau le Rousseau du « Discours sur les origines de l'inégalité...», le plébéien génial qui démasquait - par avance - tous les sophismes de l'économie politique anglaise, sa prétention de faire le bonheur des hommes en les soumettant aux incroyables tortures de l'accumulation primitive. Il nous faut en effet aujourd'hui un Rousseau collectif pour réinsérer l'exigence de liberté dans le socialisme (1), sans quoi le capitalisme aura encore beaucoup de beaux jours devant lui.

(1) Ce qui ne peut se réduire à la rédaction de - quelque peu dérisoires - « chartes des libertés » ni à l'exaltation - à la façon du grand ancêtre Max Stirner - de Ma Jouissance, pas plus bien sûr qu'à la nième variation sur le topo « le citoyen contre les pouvoirs ».

Le livre de Rosanvallon, qui se place résolûment dans cette perspective, me semble tourner autour de l'antinomie qu'on pourrait ainsi énoncer : d'une part pas de liberté avec l'Etat, d'autre part impossible de détruire l'Etat par décret ni de l'ignorer, de faire comme s'il n'existait pas.

Antinomie réelle, car ce n'est pas parce que ça fait plaisir aux bourgeois et aux réformistes qu'on peut en 1976 fermer les yeux devant l'échec avéré des recettes bolcheviques ou syndicalistes - révolutionnaires. La solution qui s'esquisse serait de jouer la société civile contre l'Etat (ou societé politique); comme beaucoup de militants de la C.F.D.T. et du P.S., Rosanvallon fait des emprunts à Gramsci (2). L'autogestion devient alors l'opérateur d'un retour de la politique (contre tous les idéologues de la « fin des idéologies ») tout en transformant le concept même de politique, qui cesse de s'identifier à la seule sphère étatique et au contrôle de ses appareils (gouvernement, parlement, armée, justice, police, haute administration etc...). La verve de l'auteur, excellent connaisseur de l'histoire de la philosophie politique (je le souligne avec plaisir, car le cas est rare parmi ceux qui font profession de penser le mouvement social et qui s'échinent par contre à devenir des « économistes » verbeux comme si le salut de leur âme en dépendait) s'exerce contre l'héritage de Hegel dans le mouvement ouvrier, la déification de l'Etat bureaucratique transmise comme un virus au II° et III° Internationales par le néfaste père fondateur de la social-democratie allemande, Ferdinand Lassalle (1825-1864).(3)

Une fois le terrain déblayé du lassallisme et de l'autre fantôme à exorciser, Proudhon, la voie est libre pour ce que Rosanvallon appelle une « proposition politique de type nouveau », et que nous résumerions volontiers par la formule (de notre cru), **insurrection de la societé civile.**Je crois nécessaire de reproduire assez longuement ce qui est sans doute un passage-clé de l'ouvrage : **« La tâche du projet socialiste auto-gestionnaire est donc double. Elle est d'abord de permettre que se reconstitue une véritable societé civile dans un monde écrasé par la bureaucratie de l'Etat et le régne**

(2) Il faut d'ailleurs remarquer que la revue « Autogestion » éditée par Antrhropos à partir de la fin 1966, comptait dans son comité de rédaction nombre d'anciens de S.O.B. ; d'autre part Castoriadis, l'ancien chef de file de groupe, contribue régulièrement à « Esprit » et à « C.F.D.T.-Aujourd'hui », tandis que Claude Lefort, son principal adversaire dans les querelles internes vers 1950, s'est imposé comme un de nos principaux penseurs politiques...

(3) S'il est effectivement exact que Lassalle est le théoricien achevé de l'illusion étatiste dans le mouvement socialiste, il serait dangereux d'oublier d'autres filières, les « Fabiens » anglais entre autres et Albert Thomas, qui ont certainement davantage de poids sur la formation d'un étatisme ouvrier qui n' a rien à voir ni de près ni de loin avec le marxisme !

Le seul modèle auquel les révolutionnaires se réfèrent, explicitement ou implicitement, c'est encore et toujours celui du Contrat social.

de la marchandise qui défigurent tous les rapports sociaux...C'est l'ensemble de la société civile qu'il faut faire renaître pour qu'un corps « vivant et parlant » remplace le monde plat et silencieux façonné par le capitalisme. Elle est ensuite de réduire la taille de l'Etat en réadaptant ses tâches. L'Etat doit rendre à la societé civile ce qu'il n'a cessé de lui confisquer...Mais il s'agit aussi de réadapter les tâches de l'Etat, qui de tuteur de la societé et gardien de l'ordre économique bourgeois, doit devenir le pôle de la régulation sociale.Rôle qui suppose non pas un dépérissement mais un renforcement et une autonomisation de la société proprement politique comme lieu d'expression et de discussion des choix collectifs » (p.p.46-47)

Si l'on voulait être méchant, la tentation serait grande d'indiquer que tout ce passage pourrait être signé Jean-Jacques Servan-Schreiber, vocabulaire mis à part. Mais il n'y aurait là qu'un jeu stérile. Il est clair que là ou le mirobolant député de Nancy cherche l'américanisation des mécanismes étatiques, Rosanvallon essaie de réfléchir l'intégration des fronts de lutte dispersés apparus au grand jour depuis mai 68, qui ont forcé définitivement avec le régime giscardien la porte d'entrée de « la politique », sans que pour autant la gauche ait réussi à leur donner un autre statut que quelques commissions de travail. Personne pourtant ne doute plus en 1976 que l'école, l'animation des quartiers, l'urbanisme ou les rapports entre les sexes, ne soient des enjeux de premier ordre, féconds en particuler en alliances de classe virtuelles ou déjà largement nouées.

Mais le modèle gramscien qui en ordonne la compréhension dans le concept de «société civile » peut-il s'y appliquer sans mettre en jeu immédiatement celui d'« hégémonie »? Je ne le crois pas sous peine de faire de la « societé civile » en elle-même, sans référence à la lutte des classes, un de ces absolus fantasmatiques que Pierre Rosanvallon pourfend si bien quand il s'agit du « progrès des forces productives », ou de la « démocratisation de l'Etat de Droit ». Il y aurait alors un grand danger de retrouver une sorte de guesdisme inversé, le gramscisme délayé remplissant le rôle joué traditionnellement par le marxisme ordinaire. Comme j'ai essayé de le montrer dans le **Marxisme introuvable,** les guesdistes de la Belle Epoque imaginaient l'Etat comme une Cendrillon sequestrée et vêtue de haillons par sa marâtre abusive, le Capital aux doigts crochus... Nouveau Prince Charmant, le prolétariat libérait la belle et lui permettrait de s'épanouir. Conception dont on sait qu'elle se survit aujourd'hui avec un habillage intellectuel tout de même un peu moins rudimentaire, au PC. Mais alors, que veulent dire quand on se méfie à juste titre des « révolution scientifique et technique » et autres « Etat du peuple tout entier », « une **véritable** (souligné par moi D.L.) société civile » ou des « **rapports sociaux défigurés** ».Que vient faire ici l'authenticité, puisque tous les rapports sociaux qui fonctionnent, y compris dans les camps nazis ou au Goulag, sont d'un point de vue matérialiste ce qu'ils sont et non pas la « défiguration » d'on ne sait quel visage autrefois radieux? Peut-on du même pas insister sur le caractère empiriste, positif, de la démarche suivie (« expérimentation », « réalisme démocratique » sont deux expressions favorites de Rosanvallon), et faire un tel saut dans l'abstraction? L'interrogation se muerait en malaise si on faisait l'hypothèse (qui n'a rien d'absurde si l'on considère comme non frivole le fait que le P.S. actuel et plus encore la C.F.D.T. sont des organisations profondément imprégnées de l'idéologie catholique sociale (1), que la valorisation de la (bonne) société civile et la dévalorisation corrélative de la (mauvaise) société politique recouvre en fait un projet politique où le syndicat (futur gérant de la société civile, à travers un modèle d'action sociale décentralisé et capillaire, dont la référence écclésiale saute aux yeux) grignoterait l'influence des partis politiques réduits à « réadapter les tâches de l'Etat »,

(1) Ce qui ne constitue pas à nos yeux une tare, mais un fait dont il faut savoir maîtriser les implications politiques en particulier les récupérations possibles par l'adversaire.

Ouvrir
avec tous les moyens
dont nous disposons
une discussion
de masse
sur le bilan
du réformisme



Norma

Le travaillisme est-il le rêve de la CFDT ?

c'est à dire à la portion congrue.

Voilà donc comment se préciserait ce « travaillisme à la française », rêve d'une certaine gauche chrétienne depuis la Résistance, qui cherche sa voie en réalisant depuis une dizaine d'années tous ses préalables (dissolution du MRP, « déconfessionnalisation » de la CFTC, mort de la SFIO des francs-maçons, rentrée en force dans l'intelligentsia grâce à des appareils d'édition et de presse «sans ennemis à gauche »).

Là est la vraie question que j'aimerais poser par conséquent à Pierre Rosanvallon, ou à travers lui à Jacques Julliard, Edmond Maire et aux nombreux militants qui les suivent : le travaillisme, qui est au pouvoir en Grande-Bretagne (dans des conditions historiques certes toutes différentes, mais enfin pour l'essentiel c'est ce modèle qui fonctionne là-bas, le syndicalisme comme appareil de contrôle de la société civile coopérant avec l'Etat quand le parti des Trade-Unions est au pouvoir, en freinant ou bloquant à son gré le fonctionnement quand ils sont dans l'opposition) est-il l'idéal qu'ils proposent aux travailleurs français ? Il y a des précédents : dans les annés 50 « Reconstruction » et les Editions Ouvrières proposaient volontiers la prose de Denis Healey, aujourd'hui ministre des Affaires Etrangères britannique. Il serait naïf et présomptueux d'ignorer la force et les réalisations positives du **Labour Party**, comme de toute force réellement réformiste, d'ailleurs. Mais alors il faut ouvrir, avec tous les moyens dont nous disposons une discussion de masse sur le bilan du réformisme sous ses diverses formes, y compris américaines et allemandes. Comme le disait avec raison Jacques Julliard (1), il n'y a pas de sujet tabou, ni

(1) Dans l'introduction d'un numéro spécial du « Mouvement social » intitulé précisément « Réformisme ».

Du côté de Rosanvallon, et du nouveau courant de « la gauche non-communiste », l'autogestion vient remplir un vide stratégique.

de privilège particulier des tendances « violentes » du mouvement ouvrier. Et il serait de mauvais augure pour la suite du débat de confondre la discussion d'experts sur un mot (dont jusqu'à plus ample informé les travailleurs français ne se sont pas (encore ?) emparés) et la solution en deux coups de cuiller à pot de vastes problèmes stratégiques comme celui du futur rapport syndicat(s) - parti(s) après l'accès de la gauche au pouvoir. Pourquoi ne pas orienter davantage d'efforts sur le thème : le syndicat dans la transition au socialisme, puisqu'enfin, d'après Gramsci lui-même, les syndicats sont l'association type, celle qui fait le pont entre l'économie et la société civile, entre le producteur et le citoyen. Réflexion qui ne pourrait bien sûr être menée sur le seul plan transcendental, et exigerait le retour critique sur une certaine idéologie syndicale française, des Bourses du Travail de Pelloutier (vers 1895) aux projets planistes de Le Brun (animateur d'une tendance dans la CGT vers 1955) en passant par les différentes phases de la direction Jouhaux dans la CGT de l'entre-deux-guerres. Le point commun à tous ces moments disparates étant de faire du syndicat un rouage essentiel de la société nouvelle, se substituant à divers appareils étatiques ou économiques actuellement hors de portée des travailleurs. On comprend à quel point leur examen éclairerait non seulement certains comportements syndicaux passés qui peuvent nous paraître aberrants (participation importante de syndicalistes à la « Charte du Travail » de Vichy, à la politique sociale de la V[e] République) mais serait utile pour comprendre le foudroyant succès d'une idée réputée absconse dans le syndicat français le moins porté naturellement à la théorisation. Sinon la partie sera trop belle pour les réfutations des dogmatiques de tous bords, de F.O. aux intégristes du trotskysme, en passant bien sûr par les partisans classiques du salariat d'Etat. En tout cas, si l'autogestion est bien « la réhabilitation de la politique », il faudra nous dire de laquelle.

Ainsi le débat, très confus au début des années 70, se clarifie-t-il peu à peu.

D'un côté ceux, bien représentés par Bourdet et Guillerm, qui croient à la possibilité d'un dépérissement de l'Etat sans passer par une phase de dictature dite du prolétariat. Leur vision du socialisme se situe dans la ligne des « conseils » allemands et italiens de 1920, de l'« été rouge et noir » de Barcelone en 1937, des conseils de Budapest en 1956, qu'ils ne lisent pas à travers le discours intemporel des sectes ultra-gauchistes « conseillistes » ou « bordiguistes » mais plutôt à l'aide d'un certain freudo-marxisme : école d'« analyse institutionnelle » de Lapassade et Lourau (encore une dérivation de « Socialisme ou Barbarie »). Loin à leur sens d'être une découverte récente, l'autogestion « traverse l'histoire de l'humanité » et s'identifie finalement à ce que d'ex-maoistes comme Glucksmann ou Rancière identifient comme Résistance ou Révolte, tendance immanente à l'histoire des sociétés de classes. Aussi la définition de l'autogestion est-elle chez ces militants, essentiellement négative : elle s'identifie à la négation permanente par le prolétariat de la « réification » dont il est victime. Il ne faut donc pas attendre d'eux, même à larges traits, la description des mécanismes d'une société autogérée. Seules les luttes annonciatrices (« Lip »...) et les expériences exemplaires (la pédagogie Freinet) présentent pour eux la possibilité de démontrer l'autogestion en acte, « toujours-déjà-là ». Au contraire, du côté de Rosanvallon et du nouveau courant de la « gauche non-communiste » dont il est l'expression la plus brillante, l'autogestion vient remplir un vide stratégique. Mais n'étant pas un rousseauiste radical il tombe immanquablement dans une nouvelle version de Locke : une société civile libérée, fondée sur l'échange symbolique à la Baudrillard, (puisque le travail, c'est fini ?) flanquée d'un Etat veilleur de nuit.

Daniel LINDENBERG



Roger Viollet

Marx et Engels vus par Joukov :
un bilan critique de la philosophie marxiste de l'histoire

L'apport de Castoriadis

Nous avions commencé, dans le précédent numéro de Faire, de rendre compte du gros ouvrage de Cornélius Castoriadis, l'Institution Imaginaire de la Société. Jacques Julliard poursuit ici l'analyse de ce texte difficile mais capital pour comprendre les nouveaux courants de la philosophie politique contemporaine.

Rédigé il y a une douzaine d'années, et publié partiellement dans Socialisme ou barbarie, la première partie de cet ouvrage (1) était essentiellement consacrée à un bilan critique de la philosophie marxiste de l'histoire, confrontée aux exigences du projet révolutionnaire. Au-delà du texte de Marx et de l'intention qui le sous-tend, Castoriadis montrait comment le marxisme, à travers un siècle d'histoire, s'était dégradé en idéologie.

Si vigoureuse qu'en soit la facture, si éclairants les coups de projecteur qu'elle donnait sur une théorie à propos de laquelle tout paraissait déjà avoir été dit, cette première partie se maintenait en terrain connu : celui d'une critique de gauche du marxisme, s'efforçant de restituer, face aux avatars d'une doctrine de plus en plus portée à vivre et à se développer de sa propre substance, l'intention originaire du projet révolutionnaire.

Dès que l'on aborde la deuxième partie, la rupture avec tout ce qui précède éclate : rupture de ton, d'abord ; la langue se fait plus difficile, plus abstraite ; à l'exposé continu et systématique succède une série de nœuds autour desquels se concentre l'analyse ; la pensée procède par buissonnements successifs, entre lesquels la transition n'est pas toujours facile, donnant parfois au lecteur le sentiment qu'il s'égare dans des terrains vagues ou s'enlise dans des sables mouvants. L'objet même de la recherche n'est pas immédiat : il se constitue par

(1) Seuil - 1975.

Castoriadis met l'accent sur la composante imaginaire de toute institution. Il y a une part de non-rationnel, de non-nécessaire, dans toute institution

touches successives, et ce n'est que tout à fait à la fin, le livre refermé, que ses diverses étapes apparaissent clairement dans leur nécessité. Livre qu'il faudrait pouvoir lire de façon circulaire et non linéaire, pour mettre constamment en liaison les apports spécifiques de la sociologie, de la linguistique, de la psychanalyse ou de l'histoire de la philosophie. Ce n'est pas ici la chevauchée triomphale du héros cartésien, « qui partit d'un si bon pas à la conquête du monde. » C'est l'implosion d'une pensée tumultueuse qui, comme chez le poète péruvien, « sauta sur son cheval et partit au galop dans toutes les directions à la fois ».

Plus qu'en tout autre cas, le résumé serait ici trahison ; il ne saurait donc être question d'un exposé systématique. Mieux vaut tenter de chevaucher les lignes de crête du livre, à travers l'élucidation de quelques uns des concepts-clés qui le parcourent tout entier.

Et d'abord, se demande Castoriadis, qu'est-ce que l'**institution** ? Le mot lui-même est ambigu : il désigne à la fois l'acte et le résultat de l'acte. Exemple : le suffrage universel. Il a été **institué** en France en 1848 ; depuis cette date, il est devenu une **institution,** qui correspond à une certaine **fonction** politico-sociale ; qui obéit à un certain nombre de règles ; qui **symbolise** un certain nombre de valeurs, et qui mobilise un certain **imaginaire social**. Cette approche du phénomène se situe aux antipodes de la conception purement utilitaire et instrumentale qui triomphe dans la sociologie américaine (le fonctionnalisme), comme d'ailleurs, quoique de façon plus discrète, dans un certain marxisme naïf. Soit par exemple une institution comme l'école. Le fonctionnalisme verra en elle la réponse à un besoin : celui de la diffusion du savoir ; la sociologie critique, d'inspiration marxiste, mettra essentiellement l'accent sur sa fonction cachée : le maintien de l'hégémonie intellectuelle et sociale de classes dominantes. Dans tous les cas, l'institution reste pensée exclusivement comme la réponse à un besoin. Ce qui, du reste, suppose une objectivité des besoins, qu'il est de plus en plus difficile de défendre.

Sans nier ces fonctions, explicites ou latentes, de l'institution, Castoriadis, lui, met l'accent sur la composante imaginaire de toute institution. Il y a une part de non rationnel, de non nécessaire, dans toute institution, qu'il s'agisse du devoir romain, de la nation, ou même des classes sociales. En un mot, l'institution prend ses distances à l'égard de la société, fonctionne selon ses lois propres, et en partie indépendamment de sa « mission sociale ». Marx d'ailleurs avait aperçu le phénomène quand il évoquait le fétichisme de la marchandise - qui ne s'explique pas d'un point de vue utilitaire - ou quand il décrivait l'aliénation comme un phénomène qui touche non seulement les classes dominées, mais aussi les classes dominantes qui seront sensées en être les bénéficiaires (dans le cas de l'argent, par exemple).

Mais, précise Castoriadis, cette signification imaginaire de l'institution n'est pas seconde ou dérivée de sa propre fonction principale ; elle n'est pas un sous-produit de l'utilité ; elle est d'emblée présente dans le faire historique et dans la production d'un univers de signification. C'est en ce sens que l'auteur parle d'un **imaginaire radical,** c'est-à-dire primaire, irréductible, sans lequel il est impossible de rendre compte de l'histoire humaine.

Prendre au sérieux ce travail de l'imaginaire radical, à l'œuvre à travers l'histoire, c'est penser différemment les rapports de l'histoire et de la société, c'est définir autrement ce que Castoriadis appelle le social-historique.

D'une manière générale, la pensée classique tend à dissocier le problème de la société du problème de l'histoire. D'un côté la société, c'est-à-dire un ensemble qui dépend d'autre chose que de lui-même ; qui ne s'explique que

par la référence à une norme ou à une fin extérieure, la société a une vocation que le philosophe est seul à pouvoir déchiffrer et décrire ; dans cette perspective, les bourgeois par exemple n'ont jamais fait autre chose à travers les siècles que de réaliser, en général inconsciemment, la fonction qui est assignée à la bourgeoisie dans le devenir historique. La formation sociale est alors un véritable invariant génétique, transcendant par rapport à ses incarnations temporelles successives. De l'autre l'histoire, qui peut être perturbation de détail, résidu d'indétermination, ou développement organique de la norme assignée de la société.

De cette question fondamentale : qu'est-ce que le social-historique ?, les réponses traditionnelles apportées sont de deux types :

– le type physique, qui réduit la société et l'histoire à la nature, c'est-à-dire à une somme de besoins fixes que l'organisation sociale vise à satisfaire : nous retrouvons ici le fonctionnalisme, déjà nommé, sous la forme la plus naïve.

– le type logique, qui tend à faire entrer l'ensemble de l'histoire et de la société dans une grille théorique prédéterminée, susceptible de répondre à tous les cas d'espèce. Sous la forme la plus fruste, ce type logique s'incarne dans le structuralisme qui s'efforce de décomposer la totalité humaine en un nombre fini de combinaisons possibles, dont il fait l'inventaire, et sur chacune desquelles il n'a strictement rien à dire ; sous la plus riche, il s'agit d'une certaine prétention hegelienne puis marxiste à faire de la raison – ou d'une nature rationnelle – le moteur universel susceptible de mettre en œuvre toutes les figures du monde matériel et spirituel. On a affaire ici à un véritable finalisme rationaliste, dont Castoriadis conduit longuement la critique à travers la mise en cause de la *pensée déterministe*. Qu'on y prenne garde : la critique de la pensée déterministe n'est nullement sous-tendue par un irrationnalisme qui refuserait les données de base de la pensée scientifique. Il est bien entendu qu'il y a du déterminisme dans le monde et dans l'histoire. Ce que Castoriadis remet en cause, ce n'est pas l'enchaînement causal des phénomènes, mais la logique propre de la pensée déterministe qui tend à réduire l'être tout entier à ses déterminations. De sorte qu'il ne se crée rien à travers l'histoire, qu'il y a seulement, déploiement à travers la chaîne causale, des effets déjà contenus dans leurs causes. L'histoire n'est plus alors qu'une gigantesque tautologie. Pour cette logique, que Castoriadis qualifie d'**identitaire, être** n'est pas autre chose qu'**être déterminé.** L'auteur montre bien – et nous atteignons ici le véritable noyau philosophique de l'analyse – que cette logique escamote purement et simplement le **temps.** Car ou bien le temps est création du nouveau, émergence de ce qui n'était pas, engendrement de l'altérité, ou bien il n'est **rien.** Le temps dans la philosophie classique continue d'être pensé à l'intérieur de la catégorie de l'espace, celle qui permet la répétition à l'infini de l'identique.

Quelle soit de type physique ou bien de type logique, la « pensée héritée », comme dit l'auteur, c'est-à-dire la pensée traditionnelle issue de la philosophie occidentale est incapable de reconnaître le nouveau, l'autre. Par là-même, elle s'interdit de comprendre le « social historique », ce lieu de rencontre de la société et de l'histoire, là où apparaît, grâce à l'imaginaire radical, l'altérité. Reconnaître l'altérité, c'est en effet reconnaître de A à B, d'un phénomène à un autre, une indétermination essentielle, une création véritable. C'est reconnaître le travail propre à l'imaginaire radical.

Telle est peut-être la découverte la plus fondamentale de Freud : la reconnaissance de l'élément imaginaire radical au sein de la psyché. Mais l'atmosphère positiviste dans laquelle il vivait l'a conduit à occulter - y compris à ses propres yeux - cette découverte : il a voulu à toute force découvrir les facteurs réels qui pourraient rendre compte de l'histoire, de l'organisation de la psyché, et finalement peut-être de la psyché elle-même. A la base du traumatisme, il a recherché l'évènement réel qui a pu le provoquer ; il a longtemps cru par exemple, à la réalité historique de la « scène primitive » racontée par ses patients. Or, dit Castoriadis, il n'y a pas à rechercher l'origine de la representation hors de la représen-

Penser différemment les rapports de l'histoire et de la société.



Roger Viollet

Qu'il soient idéalistes ou matérialistes, les philosophes de l'histoire ont au moins en commun de se vouloir et de se proclamer les maîtres du sens.

tation elle-même. La psyché n'est pas seulement réceptivité des impressions, elle est aussi et d'abord capacité de faire surgir une représentation première à partir de rien ; en un mot, elle est imagination radicale. Elle est encore, dit l'auteur, « matrice du sens ». Comment cette « monade originaire » parvient-elle à sortir d'elle-même, et entrer en communication avec l'extérieur ? *« Seule l'institution de la société,* écrit Castoriadis, *peut sortir la psyché de sa folie monadique originaire »* et permettre la fabrication des individus comme individus sociaux. Telle est la signification profonde des complexes d'Œdipe : la rencontre du réel, c'est-à-dire d'une situation qu'elle ne peut pas manier imaginairement à volonté : *l'individu est institution sociale.* Ce n'est pas pour autant que la psyché peut être résorbée dans le social : société et psyché sont inséparables et irréductibles l'un à l'autre.

Au bout de tous ces méandres qui plus d'une fois déroutent le lecteur, l'intention de Castoriadis apparaît cependant très clairement : il s'agit ni plus ni moins de libérer la société de deux millénaires de pensée sur elle, de pensée qui pèse sur elle de l'extérieur.

Qu'ils soient idéalistes ou matérialistes, les philosophes de l'histoire ont au moins en commun de se vouloir et de se proclamer les **maîtres du sens,** d'un sens qui ne peut être donné ou compris que de l'extérieur. C'est contre cette pensée de dehors, contre cette pensée en surplomb au dessus de la société que Castoriadis part en guerre. Pour lui, il n'y a pas de sens de la société qui ne soit produit par elle : *« l'autoaltération de la société est son être même ».* On pourrait dire en d'autres termes que l'auto-institution – et par voie de conséquence l'auto-gestion de la société – passe par la critique de toute philosophie de l'histoire qui prétend lui imposer un sens transcendant.

Il est à peine besoin de souligner à quel point une telle conception est authentiquement révolutionnaire, s'il est vrai que la révolution consiste toujours à libérer d'une aliénation – fut-elle inconsciente – et à faire tomber des chaînes. On a affaire ici aux prolégomènes à toute politique qui voudrait se présenter comme autogestionnaire. Prolégomènes seulement, car les questions se pressent par dizaines, que Castoriadis ne résoud pas et ne prétend pas résoudre, du moins dans cet ouvrage-ci.

Quel est par exemple le statut de la politique dans la société instituante de Castoriadis ? Certes, il ne nie nullement que la société repose sur une part irréductible d'institué ; mais comment modifier le rapport entre l'instituant et l'institué ? C'est le problème fondamental de toute politique autogestionnaire. Au moins pouvons-nous être reconnaissants à Castoriadis de débarrasser l'exercice du politique de l'argument d'autorité dont il se pare toujours ; et de nous aider à concevoir la politique autrement que comme la surimposition techno-bureaucratique du *savoir* au *faire.* Une politique désireuse de tenir compte de l'imaginaire radical à l'œuvre dans le social-historique doit être nécessairement une politique anti-aristocratique refusant les privilèges de l'histoire, de l'hérédité et de l'autorité.

De même, Castoriadis parle toujours de la société comme un tout s'autodéterminant à chaque instant. Pour lui, le conflit fondamental est celui qui oppose la psyché individuelle et le social-historique collectif. On voit mal pour le moment quelle place est laissée par l'auteur à une problématique de classe dans le « faire » social en quoi se résume la démarche politique. Je suis pour ma part convaincu que la suite d'une d'œuvre, sans conteste essentielle pour l'orientation qui est à la base de cette revue, permettra d'apporter des réponses plus précises à ces questions. Mais lorsqu'une pensée nouvelle se dessine, il est plus important d'abord de se livrer aux questions qu'elle nous pose que de la soumettre à celles que nous sommes tentés de lui opposer.

Jacques JULLIARD

DEBAT AVEC...

Un débat important est aujourd'hui engagé au sein du Parti socialiste, débat qui porte à la fois sur la nature de l'identité socialiste, donc sur le projet autogestionnaire, et sur la nature de l'unité de la gauche. Une réflexion aussi capitale ne saurait se dégrader en attaques personnelles et polémiques subalternes. C'est pourquoi « Faire » veut contribuer à créer au sein du mouvement socialiste les conditions d'une discussion au grand jour qui permette d'en finir avec les procès d'intention, les amalgam et les coups bas. Aussi, après avoir, dans notre précédent numéro, donné la parole à Pierre Joxe qui vient de publier un bulletin de courant intitulé « Pour l'union », nous interviewons cette fois-ci Michel Rocard, secrétaire national du Parti socialiste, volontiers accusé par ses adversaires de vouloir briser l'unité de la gauche afin de recréer en France, sous couvert d'autogestion, une « nouvelle social-démocratie ».



MICHEL ROCARD

Trois faits importants ont marqué la situation économique et politique de ces derniers mois : la poussée socialiste aux cantonales qui a accrédité l'hypothèse d'une possible victoire de la gauche aux prochaines législatives ; l'échec du précédent gouvernement dans sa lutte contre l'inflation ; enfin, la démission de Chirac et la tentative Giscard d'imposer une nouvelle stratégie au sein de la bourgeoisie française. La convergence de ces trois faits conduit un certain nombre d'analystes, voire de militants, à estimer que la gauche socialiste risque aujourd'hui de rechercher, une fois au pouvoir, un compromis politique et économique avec la bourgeoisie sur la base de l'édulcoration de son programme et du Programme commun. Qu'en penses-tu ?

Alors, d'une phrase, tout de suite : édulcorer le programme, sûrement pas. Pourquoi ? Il y a entre les trois faits que tu soulignes une liaison assez profonde. Et cette liaison, c'est que si la gauche progresse de plus en plus dans les sondages et les élections partielles et a des chances croissantes de faire une majorité dans une élection nationale, législative ou présidentielle, c'est bien parce qu'une part croissante de l'opinion sent que le régime actuel n'a plus réellement la possibilité de maîtriser les deux grands problèmes de l'heure : l'inflation et le chômage.

Donc, l'échec du gouvernement sur le problème de l'inflation est étroitement lié à la crédibilité croissante de la gauche.

Certes, le nouveau Premier ministre n'est pas n'importe qui : il est en effet du point de vue de la droite, un de ses meilleurs économistes. Mais Raymond Barre a beau être cultivé sur le plan de la théorie économique et fort intelligent, il échouera très probablement comme les autres, et ce pour une raison qui n'est pas conjoncturelle mais structurelle : une véritable lutte contre l'inflation est inséparable non seulement d'une remise en cause des inégalités sociales, qui sont considérables dans notre pays, mais aussi d'une modification des structures de produc-

michel ROCARD

tion. Or, cela, le gouvernement n'a ni les moyens ni la volonté de les imposer.

Face à cette situation, il est important que la gauche sache maintenir un jugement sur le moyen et le long terme plutôt que sur les avatars de la conjoncture. Il y a de bons mois en conjoncture économique, même dans des périodes qui sont catastrophiques sur le long terme ; l'économie anglaise par exemple est en déroute depuis trente ans, et dans ces trente ans, il y a eu des bons mois : cela ne change rien à la nature du diagnostic sur le fond.

Or, la gravité du mal est redoutable : nous n'avons toujours pas payé la facture pétrolière, nous avons à faire face aux conséquences de la sécheresse, le déficit extérieur continue à être relativement lourd et la vitesse de progression de la production industrielle plafonne, ce qui veut dire que le chômage ne va pas baisser. A cet égard, l'une des absences significatives dans toutes les déclarations du nouveau Premier ministre, c'est précisément qu'il n'a pas parlé du chômage.

C'est pourquoi la gauche ne peut en aucun cas se permettre d'abandonner son constat permanent qui est que pour sortir de cette situation, il y a un certain nombre de transformations fondamentales à apporter à l'économie française : la première consiste à élaborer une véritable planification, souple (ce qui veut dire que ses mécanismes sont à sanctions économiques et non policières), mais ferme et notamment impérative pour le secteur public. La seconde est de prendre le commandement des entreprises dominantes pour que les politiques de prix, d'emplois, de créneaux de produits, d'investissements, de licenciements des entreprises devenues dominantes, de façon à ce que ces politiques répondent à des critères d'intérêt national et non pas aux critères propres du seul profit d'une entreprise, et pour ce faire, le seul moyen c'est de nationaliser ; comme le prévoit la liste définie dans le Programme commun.

Je ne vois donc pas en quoi la gauche aurait le moindre intérêt, cela me semblerait même dangereux et absurde, à édulcorer son programme en quoi que ce soit. Je dirai même que moins que jamais elle ne peut se permettre de se taire. Ce que nous avons à faire, c'est de préciser, détailler, lever les ambiguïtés là où les choses ne sont pas encore très claires, expliquer ce que nous voulons dire et faire. Un mot comme celui de nationalisation par exemple ouvre un champ considérable, mais flou : il faut donc détailler précisément comment cela se fera, dans quelles conditions, dans quel rapport avec l'économie de marché qui, selon le Programme commun, restera dominante. Tout ce travail, nous avons à le faire dans l'unité, c'est-à-dire en relation avec nos partenaires. Mais je crois que si la gauche voulait jouer le jeu d'une stratégie qui se voudrait réformiste, elle se tromperait parce que cela nous éloignerait des véritables problèmes. D'ailleurs, dans cette hypothèse, personne ne comprendrait plus rien à notre stratégie et à notre projet, et au bout du compte nous serions perdants.

Il y a quand même deux éléments qui conduisent à insister sur cette hypothèse éventuelle d'un compromis avec Giscard. Le premier n'est pas de caractère conjoncturel mais historique : c'est cette espèce de drame classique de la gauche française qui consiste à développer des positions radicales voire révolutionnaires quand elle est dans l'opposition, pour ensuite, lorsqu'elle est confrontée aux contraintes de la situation économique et sociale, faire en somme une politique de centre-gauche. Le second c'est que la plupart des analyses politiques qui sont faites actuellement, à commencer d'ailleurs par l'entourage de Giscard lui-même, observent que les seuls pays qui ont, sinon vaincu l'inflation, du moins qui l'ont freinée, sont ceux qui ont réussi à imposer, ou du moins à obtenir le leurs classes ouvrières respectives, un resserrement des salaires. Or ce sont en général des expériences que l'on qualifie de social-démocrates. Il y a donc là une vraie question : comment la gauche, à partir du moment où elle se préoccupe sérieusement des contraintes qu'elle rencontrera sur le plan économique et social, peut-elle éviter de tomber dans ce que l'on a connu historiquement en France, c'est-à-dire cette distorsion profonde entre des propositions radicales et une expérience purement gestionnaire au pouvoir ?

C'est une question en effet tout-à-fait fondamentale. Mais il faut bien distinguer deux choses. Il y a dans cette question une incrimination de l'histoire propre de la gauche française, dans la mesure en effet où elle a été bavarde et impuissante, et coutumière du discours très à gauche dans l'opposition, et de la gestion beaucoup plus réformiste, voire conservatrice, quand elle parvient au pouvoir. Et puis il y a le problème plus général de la social-démocratie. Et il faut les traiter distinctement parce que ces deux questions ne sont pas de même nature.

A la social démocratie, on peut en effet faire beaucoup de reproches, et je vais m'en charger dans un instant, mais, qu'il s'agisse de la suédoise, de l'allemande où même de l'anglaise, elle n'a pas cette habitude de promettre plus qu'elle ne fait ; à certains égards elle ne promet même rien.

La social-démocratie allemande a ainsi un programme, celui de Bad Godesberg, qui se prononce carrément pour la liberté d'entreprise et de concurrence. Comme le demandait Bernstein, elle dit ce qu'elle est : on ne peut donc pas lui faire le reproche de trahir ses objectifs.

C'est par contre une très grave tare historique de la gauche française que cette habitude du discours excessif par rapport aux possibilités du réel. Cela tient à de nombreux éléments et il faudrait probablement isoler beaucoup de facteurs. Certains ne dépendent pas véritablement de la gauche elle-même : c'est par exemple le niveau moyen de la formation et de l'information économique du pays. Il est plus facile en France de tromper son monde et de faire de la démagogie dans la mesure où l'opinion est moins en état de distinguer, de critiquer et de s'éloigner de ceux qui disent un peu n'importe quoi. C'est plus facile que ça ne l'est, par exemple, en Scandinavie, en Angleterre ou en Allemagne. Du même coup, nous sommes, je crois, dans l'obligation, nous – c'est-à-dire les trois partis de gauche signataires du Programme commun de gouvernement – d'être toujours plus précis dans les engagements que nous prenons et leurs modalités d'exécution en matière de politique économique, sociale, financière, étrangère, de défense, enfin vraiment dans tous les domaines.

C'est d'ailleurs nécessaire pour que la solidité de la coalition de gauche et la qualité de la relation base-sommet à l'intérieur de chacun de nos partis tienne le coup devant l'épreuve du pouvoir. Cela va être une épreuve difficile et les militants s'y retrouveront si les directions font effectivement ce qu'elles ont dit, c'est-à-dire ce qu'elles se sentaient en mesure de faire : pas moins puisqu'il faut transformer la société et que toute édulcoration du programme me paraît, à moi, une stupidité, mais pas plus non plus. Il est donc nécessaire de mener une double bataille. La première contre un clientèlisme de gauche : car il y a dans la gauche un clientèlisme qui cherche seulement à occuper des fonctions de maire, de député, de ministre, sans s'occuper de ce qu'on y fera et qui se laisserait porter uniquement par le rapport de forces ou l'instinct de conservation sans même toucher aux choses sérieuses de ce pays.

Mais il faut aussi refuser un certain rêve, en général gauchiste, qui se distingue d'une politique réelle à la fois par l'oubli du rapport de forces et par sa négligence. « Il faut », « y'a qu'à... », etc... On en trouve des exemples dans tous les domaines, qu'il s'agisse de l'école, de la santé, de l'économie elle-même. Et la réponse à cette erreur, c'est inlassablement d'expliquer non seulement les objectifs, mais aussi les contraintes, les difficultés que nous rencontrerons, en tout cas pour celles que nous connaissons bien, car elles sont dès aujourd'hui mesurables, repérables.

Ce qui d'ailleurs me rend optimiste, c'est qu'au total, les trois partis de gauche maintenant, leur direction mais aussi leurs militants, leurs experts, sont beaucoup plus attentifs à ces contraintes et au rapport entre les objectifs et les contraintes qu'ils ne l'étaient probablement au moment du Front populaire, à la Libération, ou à l'époque du Front républicain.

Venons en maintenant à la deuxième question que tu distinguais tout à l'heure : celle des expériences social-démocrates...

C'est en effet là un lourd problème ; mais je voudrais dire qu'à la différence du précédent qui est très spécifiquement français, celui-là nous concerne assez peu, pour la bonne raison qu'il n'y a pas de véritable social-démocratie en France. D'une certaine manière, on peut dire « bon débarras ». Cela nous évite au moins un problème.

Mais il faut y réflechir plus attentivement. Qu'est-ce que c'est que la social-démocratie, quand elle existe ? C'est d'abord de très puissants partis ouvriers. La social-démocratie est le premier nom qu'a porté le mouvement ouvrier organisé : Lénine était ainsi l'animateur d'une des fractions, d'un des courants, du parti ouvrier social-démocrate russe. Mais depuis le schisme du mouvement ouvrier en 1919 sur la lecture de la révolution soviétique, il y a eu durcissement des deux ailes, chacune sur ses positions, l'aile communiste pour longtemps (ça commence à se terminer maintenant, mais cela a duré très longtemps) accentuant partout la défense du modèle soviétique pour défendre ce qu'elle appelait « la patrie du prolétariat » et l'aile social-démocrate, au contraire, qui, face au durcissement de la Russie soviétique a fini par confondre la défense nécessaire de la démocratie avec l'abandon du contenu économique du socialisme, qui est révolutionnaire au sens étymologique du terme. Je crois certes qu'il y a eu, en tout cas en Scandinavie (ailleurs c'est moins clair) un projet social-démocrate authentique. Mais je crois que ce projet est au bout de sa course. Ce projet social-démocrate, pour le résumer simplement, est fondé sur deux éléments :

Article 1 : on ne fait pas le socialisme autrement que dans le respect des libertés, libertés privées, mais aussi libertés publiques, liberté d'expression, d'association, de grève, pluralisme des partis politiques et par conséquent alternance au pouvoir, garantie constitutionnelles et démocratie représentative.

Article 2 : les difficultés enregistrées en Union Soviétique pour la construction d'une société socialiste à partir de l'appropriation collective des moyens de production et d'échange industriels (sauf dans l'agriculture), ont conduit l'aile social-démocrate du mouvement ouvrier

michel ROCARD

à considérer que cette tentative était soit impossible soit contradictoire avec mon article 1, c'est-à-dire qu'elle remettait en cause les libertés. Du coup, le projet social-démocrate se définit comme une stratégie visant à préserver les règles de fonctionnement de l'économie capitaliste et à limiter (j'ajoute ici : dans une première étape parce que les Suédois ont toujours dit que c'était pour eux une première étape – une étape qui a duré certes quarante ans – mais ils l'ont toujours dit – ce sont bien les seuls d'ailleurs !) – limiter, donc, le travail institutionnel du socialisme à une correction des injustices que produit le système capitaliste dans son mode normal de fonctionnement. Correction par l'impôt, par l'accès à l'école, par le droit à la santé, par un urbanisme convenable, etc... mais correction seulement, le système de production restant pour l'essentiel privé, avec un très petit secteur public, et sous commandement patronal avec la dose d'arbitraire que cela suppose.

Voilà ce qu'est l'authenticité du projet social-démocrate ; ça a bien réussi en terre scandinave, du point de vue des conditions de vie quotidienne de la classe ouvrière : ce n'est pas là que le revenu par tête est le plus élevé du monde, mais c'est là que le revenu du manœuvre, du travailleur à la qualification la plus élémentaire est le plus élevé du monde, et que les garanties sociales de chaque famille et de chaque individu contre tous les risques de l'existence sont les plus fortes. Et si je suis loin de considérer que cela suffise, mon projet à moi est socialiste et non pas social-démocrate, j'avoue ne pas aimer beaucoup les militants révolutionnaires qui se moquent ou qui ne prennent pas en considération ce problème des conditions de vie concrètes de la classe ouvrière.

Cela dit je crois qu'historiquement, ce projet social-démocrate est en train de se terminer. Pourquoi ? Essentiellement parce que dans les sociétés industrielles développées, les questions cruciales de la vie quotidienne des travailleurs ne concernent plus seulement leur revenu monétaire, mais portent aussi sur la qualité de leur existence, c'est-à-dire sur tous les aspects qualitatifs de la vie au travail (hygiène, sécurité, garanties, fatigue, cadences, etc...) et hors du travail (équipements collectifs, santé, éducation des enfants, etc.) et au-delà de l'aspect qualificatif de l'existence sur tout l'aspect « pouvoir peser sur les décisions qui vous concernent, ne plus subir éternellement les décisions, mais pouvoir en être partie prenante ».

Et c'est bien là que la grande riposte, aussi bien au socialisme centraliste dont mon propos n'est pas de parler ici, qu'à la social-démocratie, c'est le projet du socialisme, en tant que modification des structures de production, de façon à créer une authentique démocratie dans l'organisation économique, c'est-à-dire le socialisme autogestionnaire.

Tu t'inscris donc en faux contre toutes les thèses – y compris à l'intérieur même du Parti socialiste – qui tendent à dire que le projet autogestionnaire n'est finalement qu'une forme de réhabilitation et de renouvellement du projet social-démocrate ?

Je crois que cela ne veut rien dire ; les camarades qui disent celà ne savent pas ce que c'est que la social-démocratie ou font semblant de ne pas le savoir : Par contre, si de nombreux militants du Parti socialiste craignent quelque chose qu'ils appellent social-démocratie ils ont bien raison. Mais je crois que le mot ne correspond pas exactement à ce qu'ils craignent. Ils s'inquiètent plus directement de ce que nous avons connu en France qui est le clientélisme. Et à la limite, c'est encore pire parce que non seulement ça n'apporte aucune satisfaction à la classe ouvrière et que la distance avec le projet socialiste est encore plus grande, mais en plus celà échoue. Alors, là, ils ont raison. Et la réponse à cette inquiétude, réside dans la volonté constante de donner plus d'homogénéité à ce parti et de préparer par l'élaboration programmatique et par la formation une meilleure connaissance du projet du parti par les militants, mais aussi une meilleure relation des militants dans leur attitude quotidienne, avec les ambitions collectives du parti. La garantie c'est par exemple que chaque candidat à un poste électif pour le compte du parti soit un militant motivé du socialisme.

C'est comme ça qu'on se bat contre le clientélisme aussi bien que contre la social-démocratie. Car s'il y a là un réel danger, j'en suis bien d'accord, je ne crois pas qu'on le combattra uniquement par les mots ou les procès d'intention ; on ne peut le combattre qu'avec la précision d'un projet socialiste alternatif. Et de projet socialiste alternatif, je n'en vois que deux : il y a le socialisme d'Etat, centraliste, et puis le socialisme autogestionnaire. J'attends toujours qu'on m'en montre un troisième.

Et les camarades qui ont des craintes à l'encontre de ce qu'ils appellent – en partie à juste titre social-démocratie – sont sans doute les meilleurs artisans pour que nous bâtissions ensemble puissamment un socialisme autogestionnaire efficace.

A plusieurs reprises tu as été accusé non seulement d'être anti-unitaire mais même d'être partisan, le moment venu, d'une rupture de l'alliance avec les communistes. Par ailleurs le PCF ne cesse de t'attaquer

personnellement...

D'abord, réglons un petit problème qui est celui qui me vise personnellement ; je ne crois pas que le PCF fasse des procès de personne. C'est une maison sérieuse qui a un très grand souci de cohérence, entre sa doctrine, sa théorie, sa pratique et sa stratégie et qui mène la bataille sur tous les fronts pour garder cette cohérence. Il a espéré ce n'est pas douteux, nos camarades communistes l'ont écrit eux-mêmes, que l'Union de la gauche se traduirait socialement par l'union faite entre « le parti de la classe ouvrière » comme ils disent, et comme nous refusons qu'ils le soient seuls, et une espèce de parti des classes moyennes qui serait le Parti socialiste actuel. Or, tout le Parti socialiste et ceci bien avant que nous y entrions, mes camarades et moi, avait engagé la construction de sections d'entreprises, avait décidé un grand effort pour restaurer une influence qu'il a eue grande dans le passé historique, mais qu'il avait en partie perdue dans la classe ouvrière, parce que nous sommes les représentants du monde du travail, nous aussi, à égalité de droits et de devoirs avec nos camarades communistes.

Or, sur ce plan-là, le front de l'analyse, de la recherche, disons de la théorie est aux yeux du PCF un front important de la même manière que le front de la politique économique, et il se trouve qu'à raison des responsabilités que j'ai eues, que j'ai reçues dans ma vie militante, je me suis trouvé moi avoir à intervenir sur l'un ou l'autre de ces deux fronts, tantôt par l'analyse théorique tantôt directement sur le plan de la politique économique, dans des conditions qui montraient bien que si l'union est en marche, nous ne sommes pas pour autant les membres du même parti. J'ajoute que j'ai été, je suis toujours, un lecteur attentif de Marx, qu'il m'arrive probablement de connaître un peu mieux que certains autres camarades socialistes, mais d'en avoir une lecture qui n'est pas toujours celle du Comité central du PCF – c'est-à-dire de souhaiter ouvrir des débats précisément là où nos camarades communistes sont sourcilleux. C'est tout. Mais ce n'est pas un débat contre Michel Rocard, c'est un débat contre un certain nombre de thèses et celà me paraît loyal, c'est la bonne santé de l'unité qui suppose qu'on traite des problèmes sur lesquels nous sommes encore différents plutôt que de les taire.

Je dois dire d'ailleurs que cette suspicion sur mon attitude « anti-unitaire » m'amuse de temps en temps car enfin, la première action commune que j'ai dû lancer avec des camarades communistes, doit dater de 1951, au moment où j'étais secrétaire du groupe de Paris des Etudiants socialistes SFIO et là, le bureau de Paris des étudiants socialistes SFIO et moi, son secrétaire, nous y avions quelque mérite puisque nous étions en indiscipline totale avec le Secrétariat de notre parti qui était tenu par Guy Mollet. Ainsi pendant 4 ou 5 ans, j'ai très régulièrement été convoqué devant la commission de discipline des mouvements de jeunesse pour cause d'action unie. Je rappelle aussi que les camarades qui ont fait la scission et qui ont quitté la SFIO au congrès de 1958 pour donner naissance au Parti socialiste Autonome l'avaient fait pour des quantités de raisons – politique algérienne, acceptation de la Constitution gaulliste par Guy Mollet – mais surtout, nous l'avons beaucoup affirmé à l'époque, à cause du refus par Guy Mollet de toute politique unitaire. Et l'affirmation unitaire était une des affirmations de naissance du PSU. Nous l'avons constamment réaffirmé et j'ai même eu ensuite, dans les années postérieures à mai 68, une immense bataille à l'intérieur du PSU contre les courants gauchistes pour qui le PCF était devenu l'arme de la bourgeoisie, il était « social-bourgeois » c'était le vocabulaire et j'ai été de ceux qui, classé de ce fait à la droite du PSU, menaient la bataille pour garder la référence à la volonté unitaire. Et c'est bien parce que la signature du Programme commun a montré que l'unité était maintenant consolidée que je me suis senti en état de saisir le PSU de cette constatation, constatation qui changeait beaucoup de choses dans la vie politique française et de proposer que nous participions à un rassemblement du mouvement socialiste autour du parti qui devenait stratégiquement décisif pour les travailleurs de France.

Cela dit, il ne suffit pas d'être unitaire, il faut encore voir comment. Je le dis d'autant plus que je suis absolument convaincu qu'il n'y a pas d'avenir pour le socialisme en France, ni même pour les travailleurs de France, autrement que dans la conduite permanente de l'unité. On l'a assez vu, depuis 1920, la division de la gauche a assuré un pouvoir continu à la droite française ; si on n'a pas compris cette leçon historique, terminé, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle.

Pour moi, l'unité c'est une construction absolument permanente ; il n'est pas question d'y renoncer. Toute hypothèse de rupture entre le PS et le PC, quelles que soient les difficultés de la gestion gouvernementale future est une hypothèse à mes yeux dramatique. Je le dis comme je le pense. Mais autant il m'apparaît nécessaire de travailler dans ce sens, autant je ne conçois pas le moins du monde d'appeler unité un pur et simple ralliement aux thèses du PCF. Pour faire l'unité, il faut être deux et non pas une force et un paillasson, ce qui suppose le renforcement de l'identité du Parti socialiste et particulièrement de son projet autogestionnaire.

Propos recueillis
par **Patrick VIVERET**

Pourquoi des « dossiers pour 1978 » ?



Que se passera-t-il si la gauche gagne les prochaines élections législatives ? Cette question nous paraît sans intérêt si elle doit nous conduire au petit jeu de la « politique fiction », formule qui connaîtra dans les prochains mois un fort succès dans les salons parisiens. Par contre, il nous semble tout à fait essentiel de tenter de sortir de la traditionnelle division des tâches, qui s'instaure le plus souvent dans les partis qui paraissent proches du pouvoir, entre la direction d'un parti et sa base d'une part, entre les experts et les militants d'autre part. C'est alors, pour le coup, que les grandes fresques abstraites autour des thèmes de la rupture avec le capitalisme ou de la transition au socialisme deviennent *idéologiques*, au sens où la critique marxiste entend ce terme, c'est-à-dire qu'elles permettent de *masquer* les problèmes éminemment concrets et décisifs qui se poseront lors d'une victoire de la gauche, mais sur lesquels les militants n'auront pas été conviés à réfléchir et à débattre.

C'est pourquoi la série de « dossiers pour 1978 », dont nous commençons la publication dans ce numéro, se propose d'aider à définir une problématique et une méthode d'action qui tienne compte à la fois des contraintes et limitations inhérentes à la situation de départ et simultanément de la nécessité de faire porter l'effort et les moyens

limités dont disposera un gouvernement en priorité sur les points les plus susceptibles d'enclencher une dynamique apte à transformer la réalité sociale.

Bref, il s'agit de rechercher les moyens d'articuler durablement le réalisme et le volontarisme dans le cadre d'une expérience de gauche en France.

Le risque est grand, en effet, au fur et à mesure qu'approche l'échéance de 1978, de voir s'accroitre l'écart entre un projet de société qui se trouverait cantonné dans un pur idéalisme et des propositions d'action gouvernementale dont la capacité transformatrice s'émousserait au nom du « réalisme ».

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, c'est là un écueil qui semble guetter, comme une malédiction, bien des expériences d'accès au pouvoir des partis de gauche.

Certains voudraient même y voir la preuve du nécessaire échec de toute tentative de passage au socialisme par des voies démocratiques. S'il devait y avoir là une fatalité, il est clair que la voie serait alors ouverte pour toutes les tentations autoritaires qui, sous prétexte de préserver l'intégrité du projet socialiste, en arrivent à des méthodes d'exercice du pouvoir qui ne peuvent que le pervertir et le dénaturer.

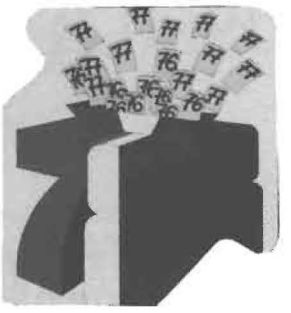
Rien n'est donc plus important que de savoir identifier clairement la nature de cette difficulté pour mieux pouvoir la surmonter.

Cette difficulté apparemment inhérente à l'accès au pouvoir des forces socialistes nous semble provenir, entre autres, d'une double carence :

– l'acceptation implicite par la gauche des champs d'intervention et des « problèmes sociaux » que la société capitaliste a défini comme méritant d'être pris en charge et traités par le système politique (c'est un problème de découpage politique de la réalité sociale).

– l'insuffisante attention aux contraintes d'ordre instrumental, c'est-à-dire à la logique inhérente à la nature des instruments qu'une société se donne pour agir sur son propre devenir et notamment des instruments institutionnels.

Il est pourtant aisé de montrer que la logique qui préside à la division du travail de l'Etat comme au choix de ses instruments d'intervention n'est pas socialement neutre mais est, au contraire, profondément adéquate aux finalités de la société concernée.



Pour illustrer, par exemple, les effets sociaux d'un certain découpage politique de la réalité sociale, il n'y a qu'à considérer les effets de conservation de la hiérarchie sociale que garantit à la société capitaliste le fait de traiter séparément, au point de relever de trois administrations différentes, les problèmes d'éducation, de culture et de formation professionnelle...

De même, pour illustrer cette fois le poids d'une logique instrumentale, il n'y a qu'à penser aux effets sociaux d'un outil d'urbanisme tel que le « Plan d'Occupation des Sols » qui mobilise en priorité chaque propriétaire d'une parcelle de sol urbain pour la défense de sa valeur marchande et rend d'autant plus difficile une mobilisation collective pour la défense des valeurs d'usage dégagées par l'organisation de l'espace urbain.

Dès lors, si la gauche ne se péoccupe pas de définir de nouveaux champs d'intervention et de nouveaux instruments d'action qui soient les uns et les autres adéquats à ses propres objectifs, si elle conserve le découpage social et les instruments que lui lègue la société capitaliste, elle aura le plus grand mal à échapper à la logique de reproduction de l'ordre social antérieur dont ils sont porteurs.

En revanche, en prêtant la plus grande attention à ces niveaux intermédiaires entre le projet social à long terme et le programme d'action à court terme, elle peut espérer être mieux armée pour éviter que son volontarisme ne se dévoie dans la rêverie idéaliste et son réalisme dans le plus plat des réformismes.

Telle est l'ambition modeste mais essentielle de ces dossiers pour 1978. Ils traiteront successivement de problèmes dont la maîtrise traverse nécessairement les découpages, les catégories et les secteurs d'intervention définis par le système politique actuel, mais relève également d'une meilleure appréhension des mécanismes et des contraintes instrumentales de l'action collective.

Il en est ainsi des dossiers que nous préparons sur la fuite des capitaux, la défense, les rapports éducation-production, l'information, la santé, l'emploi, etc.

Réformer l'Administration ?

Disserter sur « La destruction de l'Etat », tout en refusant de s'interroger le moins du monde sur le statut de la Fonction publique, tel pourrait être l'un des risques que courra la gauche si elle se trouve confrontée aux responsabilités du pouvoir. Le problème posé par le phénomène administratif français, même s'il ne figure pas au hit-parade de l'idéologie, est pourtant décisif : comment éviter que l'appareil administratif ne constitue un frein considérable à la mise en œuvre d'une stratégie d'expérimentation et de changement social. Sans prétendre apporter de réponse magique, ce dossier aura atteint son but s'il permet de montrer qu'il s'agit bien là pour la gauche d'un problème éminemment politique.

L'une des caractéristiques de la société française, tout au long de son histoire, est d'avoir fait du développement de son administration publique l'outil privilegié de constitution et de définition de la Nation (1). L'Etat n'est pas seulement, en France, le garant et le gardien de la Nation, il en est l'essence même, le principe originel. A cet égard, nulle conception n'est sans doute plus représentative de cette tradition historique que celle d'un Michel Debré. L'Etat s'y déploie dans la transcendance alors que le gouvernement et le Parlement s'engluent dans la contingence. Il dispose d'une légimité transhistorique, supérieure à toute autre y compris à celle du suffrage universel. Ceux qui le servent, imbus de cette haute idée de leur mission, seront toujours tentés par un comportement régalien qui supporte mal le contrôle démocratique.

Que la France soit victime d'une telle religion, d'une telle mystique de l'Etat, n'est pas sans graves conséquences pour son système politique. La première, c'est la prolifération des activités administratives qui occupent à elles seules une part considérable des activités sociales. L'Administration est partout, contrôle tout, tranche tout (2). Nulle démocratie à notre connaissance ne dispose d'un quadrillage administratif aussi dense que celui qui existe en France, notamment au niveau départemental. A travers ce maillage du territoire national et ce réseau de contrôles administratifs, c'est l'ensemble des activités du pays, des collectivités comme des individualités, qui est aspiré par la machine administrative, obligé de transiter par les bureaux et services de l'Etat. Outre les tracasseries innombrables que cela représente, c'est un frein considérable à l'initiative et à l'innovation. C'est surtout un frein à l'expérimentation, car rien n'est licite qui ne soit conforme à la règle administrative qui en définit les modalités de



PHELPS/RAPHO.

Un quadrillage administratif d'une densité exceptionnelle

réalisation, rien ne peut se faire qui n'ait été prévu, qui n'ait, à la limite, déjà été fait. En couvrant de règles l'ensemble du champ social et en interdisant toute action en dehors d'elles, l'Administration s'arroge en fait le monopole de l'action sur la société, directement ou indirectement.

Avoir « son » Ministère

Mais si l'aspect quantitatif du développement administratif en est le plus visible, il n'en est pas le plus lourd de conséquences. Infiniment plus importante est la fonction normative qui accompagne ce développement : ce sont les exigences et les modalités de la prise en charge administrative qui président en fait à la définition même de ce qui constitue la réalité sociale.

Les problèmes agricoles n'existent que dans la mesure où ils sont traités ou traitables par les services du Ministère de l'agriculture, les problèmes urbains par ceux du Ministère de l'équipement... Dès lors qu'un secteur de la réalité sociale se situe en dehors de l'aire de compétence d'une administration ou chevauche plusieurs compétences administratives, il est pratiquement impossible de le faire reconnaître comme digne d'intérêt, voire de le faire accéder au statut de problème politique.

De même un groupe social ne semble avoir droit à l'existence que dans la mesure où il relève d'un ministère de tutelle. Ainsi s'explique, entre autres, la longue lutte des commerçants et artisans pour avoir **leur** propre ministère, ou l'inquiétude qui saisit les anciens combattants chaque fois qu'il est question de supprimer le leur... Giscard a d'ailleurs fort bien compris cette logique puisqu'il a pensé qu'il suffisait de créer un secrétariat d'Etat à la condition féminine ou aux immigrés pour faire croire qu'il prenait en compte les exigences spécifiques des femmes ou des travailleurs étrangers...

Ainsi, de proche en proche, l'Administration absorbe l'ensemble de la société. Certes, ce phénomène de boulimie administrative s'observe dans toutes les sociétés industrielles développées. Il est incontestablement lié au développement même de nos sociétés qui s'accompagne d'une « socialisation » accrue de leurs activités, d'une extension de la sphère collective – c'est-à-dire des phénomènes qui ressortissent de la responsabilité de la collectivité – et d'un rétrécissement de la sphère privée – c'est-à-dire des problèmes qui sont du seul ressort de la responsabilité individuelle.

Mais dans aucun autre pays occidental cette « socialisation » n'a pris la même force qu'en France. Partout ailleurs le développement de la sphère collective ne s'est pas limité à la seule sphère administrative : celle-ci au contraire a été contrebalancée par le développement simultané d'autres structures collectives au sein de la société civile, syndicats et associations notamment, et par le développement de la société politique. En France, de façon très particulière, le développement de l'Administration s'est fait aux dépens des structures tant de la société civile que de la société politique.

Il suffit pour s'en convaincre de considérer la faiblesse relative de notre mouvement syndical par rapport à celui de nos voisins, qu'il s'agisse de ses effectifs, de l'extension de ses droits ou de ses moyens financiers, et de son poids économique. Ou de considérer également la fragilité du phénomène associatif français. C'est vrai à la fois du mouvement familial, des associations de consommateurs et d'usagers, des associations socio-culturelles, des mouvements sociaux urbains ou des divers comités de défense de l'environnement. Partout nos associations, malgé leur relative effervescence de ces dernières années, continuent de connaître les plus grandes difficultés pour assumer à la fois la permanence et l'efficacité des activités qu'elles prennent en charge.

Administrer ou gouverner

Quant à la société politique, son sous-développement est particulièrement frappant : la société française est à la fois sur-administrée et sous-gouvernée. Comparativement à ceux de nos partenaires européens, nos partis politiques sont faibles en effectifs et démunis de moyens techniques et financiers. Nos collectivités locales sont exsangues et paralysés par les tutelles administratives. Notre parlement ne dispose que de moyens et de pouvoirs dérisoires. Quant au gouvernement lui-même, s'il semble être la seule instance du système politique à s'être développée, il ne faut pas oublier qu'il l'a fait, ainsi que nous l'avons vu, en se confondant de plus en plus avec la haute administration. Bref, contrairement à ce pourrait laisser croire l'intensité du débat politique, la France est, en termes de structures politiques, un pays profondément sous-développé, un pays sous-politisé par excès de prise en charge administrative. Nulle expression n'est à cet égard plus symptomatique que celle d'« administration locale » pour désigner ce qu'à l'étranger on nomme fort justement le « gouvernement local »... Ainsi l'Administration a usurpé l'essentiel des fonctions de la société politique. C'est elle qui non seulement prend en charge l'élaboration et le choix des solutions aux problèmes de la société mais c'est elle également qui s'arroge le droit et le pouvoir de définir ce qui est un « problème », de saisir et d'évaluer les besoins des français et de les transmettre aux instances décisionnelles. Elle se substitue ainsi non seulement au gouvernement mais aux partis politiques et aux assemblées élues.

Cet état de fait est tellement entré dans les mœurs qu'il ne fait même pas scandale. L'ensemble du corps social s'y est habitué. Il le considère comme normal et ajuste son comportement en conséquence. Tout mouvement social est, en France, un mouvement qui s'adresse prioritairement à l'administration et non aux organes de décision politique ou aux puissances économiques. Les ouvriers en grève tout comme les paysans en colère vont défiler devant les préfectures. Les Ministères parisiens sont le point de mire de la majorité des manifestations de rue, exceptionnellement seulement le Parlement ou le siège des organisations patronales. Cette prééminence de la fonction administrative sur la fonction politique est ainsi renforcée par un appel constant des citoyens à l'Etat pour « arbitrer », c'est-à-dire en fait pour prendre en charge la résolution des conflits sociaux.

Si forte est l'emprise de l'Administration sur la vie sociale qu'elle en a affecté notre système culturel, les valeurs les plus profondes de nos concitoyens. L'Administration est devenue, tant dans sa dimension organisationnelle que dans sa dimension culturelle un cadre de référence fondamental pour toute la société française. Qu'il s'agisse des valeurs qu'elle véhicule – l'égalitarisme, l'anonymat de l'autorité, l'universalité de la règle – de ses modes d'organisation et de fonctionnement – la rationalisation par la centralisation et la stratification – ou des garanties statutaires et des schémas de carrière de ses travailleurs, elle constitue, consciemment ou inconsciemment, un « modèle » pour la majorité des français.

Au terme de ce diagnostic, il est clair que la structure interne et la fonction socio-politique externe de l'Administration forment un tout étroitement imbriqué, un ensemble qui pèse très lourdement sur la société française. Telle est la situation de l'outil administratif dont héritera la gauche et dont elle aura la lourde tâche d'en faire un instru-



W. BRAGA/RAPHO.

Une gestion administrative bureaucratique et impersonnelle contraire à la démarche autogestionnaire

ment de changement social et non la source d'innombrables blocages.

Pour une stratégie du changement social

Dans leur action pour la conquête du pouvoir d'Etat, les socialistes sont animés par un projet qui n'a pas pour seul horizon l'égalité et la justice sociales, mais qui se propose de repousser les frontières de la liberté, de la responsabilité et de la solidarité. La rupture qu'ils veulent provoquer ne consiste pas seulement à modifier les assises structurelles du pouvoir social (notamment par la mise en œuvre des nationalisations), mais porte également sur la nature même du pouvoir dans la société. Ce qu'ils veulent changer, c'est précisément la relation des citoyens au pouvoir, par sa diffusion même et son partage ; notamment par la diffusion auprès des collectivités de base et auprès des individus de la capacité et du droit à la responsabilité, à l'initiative, à l'innovation et à l'expérimentation. En clair, par la diffusion de la capacité politique. Le projet socialiste, c'est, entre autres, le rétablissement de la primauté de la fonction politique dans la gestion du développement social. Cela implique de toute évidence l'urgente nécessité de reconstituer à la base une société civile et une société politique. C'est le sens profond de la référence autogestionnaire. La question de l'Etat est au cœur de sa problématique.

Tel que nous pouvons l'analyser dans ce dossier, il est clair que notre outil administratif n'est guère adapté à cette « révolution ». Bien plus, il risque de constituer un obstacle d'importance. Rien n'est plus étranger en effet à la démarche autogestionnaire que la gestion administrative impersonnelle, que l'application bureaucratique d'une règle anonyme, aussi juste soit-elle. Et ce n'est pas l'introduction d'une dose d'arbitraire par une technocratie régalienne – fut-elle de gauche – qui peut constituer un correctif acceptable au regard d'une telle démarche.

En outre, les obstacles à l'utilisation de l'outil administratif pour la mise en œuvre du projet autogestionnaire ne viendront pas seulement de la pesanteur de l'héritage ; ils risquent paradoxalement d'être aggravés par la dynamique même que provoquera la victoire de la gauche. Tout d'abord, il ne faut pas se leurrer, cette victoire peut se traduire dans un premier temps par une aggravation significative du poids de l'administration, en termes purement quantitatifs de croissance de ses effectifs. Cela peut résulter en effet à la fois de la nécessité de s'attaquer rapidement aux problèmes du chômage par la création, entre autres mesures, de postes nouveaux dans la fonction publique et de notre volonté d'étendre ce que nous avons appelé la sphère collective, c'est-à-dire d'introduire dans le domaine de la responsabilité collective des problèmes que le système actuel laisse délibérément

à la charge de l'inititive privée parce qu'ils sont source de profit : tourisme et loisirs, culture, formation permanente, etc.. Ensuite, la soif d'égalité et de protection sociale de groupes sociaux qui en sont aujourd'hui privés peut également dans un premier temps se traduire par la solution la plus facile parce que la plus traditionnelle : l'extension des prises en charges administratives. C'est d'ailleurs dans ce sens que se manifestera sans doute la pression sociale.

A ce sujet, il faut bien voir la double face de ce qu'il est convenu d'appeler « le mouvement des masses ». La gauche, avec raison, en attend beaucoup, pour le dynamisme dont il est porteur, pour sa capacité à balayer des obstacles qui, sans lui,seraient infranchissables. Mais il peut être simultanément, en France surtout, un facteur de rigidité. « Le mouvement des masses » risque de prendre, entre autres, la forme d'un gigantesque appel à l'Etat. On revendiquera de nouveaux droits, de nouvelles règles, qui relèvent en définitive d'une extension du traitement et du contrôle administratifs, de préférence à de nouveaux pouvoirs, de nouvelles zones de responsabilité et de liberté, une capacité accrue de pression et de négociation. On recherchera la protection juridique plutôt que de nouveaux moyens de lutte. On préfèrera établir une nouvelle responsabilité étatique plutôt que de revendiquer pour soi le droit et les moyens d'exercer de nouvelles responsabilités. Ainsi, dans un premier temps, « le mouvement des masses » peut entraîner une extension de la sphère d'emprise administrative et soumettre de nouveaux pans de la réalité sociale à la gestion bureaucratique de l'appareil d'Etat.

Tels sont certains des obstacles que la gauche pourrait rencontrer dans sa politique de transformation sociale du fait de la nature même de l'outil administratif,


Norma

Améliorer les rapports entre Administration et administrés !

comme du mouvement social lui-même qui l'aura portée au pouvoir.

Nous les avons peut-être scrutés avec des verres grossissants. C'était pour mieux les identifier. Il nous reste la tâche difficile de proposer des voies pour les surmonter.

La réforme administrative

La voie de la « réforme administrative » stricto sensu est ouverte depuis longtemps, mais personne ne s'y est sérieusement engagé : elle est particulièrement ardue. Il est à craindre qu'un gouvernement de gauche ne puisse dans l'immédiat l'explorer plus avant que ses prédécesseurs, dont certains, sur ce point, étaient empreints des meilleures intentions. Les orientations principales en sont pourtant connues, même si certaines mesures techniques font encore l'objet d'âpres controverses : ouvrir très largement et diversifier l'accès à la haute fonction publique: casser le malthusianisme des grandes écoles et les privilèges exhorbitants des grands corps; réformer l'ENA en en modifiant à la fois les conditions d'entrée, la scolarité et les règles d'affectation à la sortie (pour certains même, dont l'auteur de cet article, la remplacer par des écoles d'administration integrées aux universités) ; favoriser la mobilité tant verticale qu'horizontale des fonctionnaires ; lutter contre les spécialisations excessives et développer la polyvalence ; séparer l'occupation d'un poste ou l'exercice d'une fonction des garanties de salaire et de carrière ; unifier les statuts et les modes de rémunération et supprimer les rémunérations accessoires ; briser la citadelle du Ministères des Finances, etc.

La voie est connue mais étroite car il ne sera pas facile en tout état de cause de préserver les acquis les plus positifs de la fonction publique - la sécurité d'emploi et de salaire, les garanties sociales, notamment - tout en supprimant les dysfonctions qui les accompagnent souvent : la routine, les monopoles d'action, les bastions et les privilèges. Bref, la difficulté sera de sécuriser le travailleur sans scléroser le travail, de consolider la fonction publique sans rigidifier la société.

Mais si la « réforme administrative » est sans cesse repoussée, c'est moins à cause de ses difficultés techniques que des difficultés sociales qu'elle laisse entrevoir. Non seulement dès qu'on touche à une situation acquise dans un système où règnent des équilibres si délicats de statuts et de pouvoirs, c'est l'ensemble qui se sent menacé et qui s'oppose au changement, mais surtout, chaque élément du système administratif s'étant constitué *son* réseau de clientèle parmi *ses* administrés, chaque fois qu'un changement risque de l'affecter, c'est tout le secteur social concerné qui se trouve mobilisé. Comme dans bien des situations de dépendance entre un tuteur et un tutellé, on ne peut toucher le premier sans affecter le second et sans qu'il ne


NORMA

Casser le malthusianisme des grandes écoles

vole au secours de son protecteur et maître... La force de ces mécanismes de défense est telle qu'elle fait reculer les plus téméraires. On peut concevoir qu'un gouvernement de gauche, ne manquant pas de problèmes épineux à résoudre, ne se précipitera pas pour s'en créer de nouveaux.

Et pourtant, s'il ne s'attaque pas au problème fondamental de la transformation de l'Etat, c'est à terme, et sans doute assez rapidement, qu'il en subira les conséquences.

Puisque la voie de la « réforme administrative » apparaît peu praticable dans un premier temps, il reste à s'attaquer au problème « par l'autre bout », par celui des relations entre l'Administration et la societé civile.

La voie « concurrentielle »

Etant donné l'interdépendance étroite entre le fonctionnement interne de l'Administration et son mode d'emprise sur la societé, c'est en effet en modifiant la nature des relations qui s'établissent entre l'Etat, la société civile et la société politique que l'on peut espérer transformer le plus efficacement la nature de l'Etat lui-même dans ses structures comme dans ses mécanismes de fonctionnement.

A cet égard, la priorité absolue doit être de renforcer le pôle le plus le faible de cette relation, en bref de reconstituer rapidement une société civile et une societé politique.

Tout d'abord, il convient d'aider la création dans la société civile d'un tissu dense et solide d'organisations collectives autonomes capables de former le substrat d'une véritable société politique et de dissocier enfin, dans la réalité et dans l'esprit des Français, l'inévitable croissance de la sphère des activités collectivement organisées, de la croissance de l'appareil de l'Etat.

De ce point de vue, la première orientation politique à mettre en oeuvre est un soutien vigoureux au développement du mouvement syndical et du phénomène associatif. Il s'agit tout à la fois de donner aux syndicats et aux comités d'entreprise comme aux différentes associations du cadre de vie, de nouveaux pouvoirs et de nouveaux droits - en matière d'accès à l'information, de contrôle et de gestion - de renforcer leurs assises financières, de leur assurer des locaux et du personnel permanent et de faciliter leurs activités notamment par des crédits d'heures accordés à leurs militants.

Ainsi, en renforçant ces institutions non-administratives par excellence que sont les syndicats et les associations volontaires, on les placera à la fois en position de concurrencer activement l'Administration pour la prise en charge de services rendus à la collectivité et en mesure d'organiser une pression autonome des « administrés » qui sera le meilleur moteur d'une dynamique de transformation de l'appareil administratif. Plus important encore, le développement du mouvement syndical et d'un mouvement associatif garantira que le renforcement nécessaire et concommitant des institutions de la société politique ne se fera pas au seul bénéfice des mécanismes de représentation, mais également des mécanismes d'expression directe et d'auto-organisation des citoyens. Il reste que le renforcement des institutions de la société politique au sens strict, loin d'être contradictoire, doit nécesairement accompagner cette première orientation. Il s'agit d'abord évidemment de renforcer les pouvoirs et les moyens du Parlement, comme il est prévu dans le programme socialiste et dans le Programme commun. Il s'agit ensuite de renforcer les partis politiques, indirectement par un soutien à la presse d'opinion et par l'accès à la radio et à la télévision, et directement par la fourniture de locaux aux sections locales, par la reconnaisance de la section politique d'entreprise, voire par le financement public de certaines activités comme les campagnes électorales.

Mais il s'agit surtout de renforcer les collectivités locales pour qu'elles ne soient pas que les démembrements périphériques de l'appareil d'Etat, mais de véritables institutions politiques autonomes, ayant la responsabilité entière de gérer des secteurs d'activité sociale aujourd'hui dévolus à la responsabilité de l'Etat. Au-delà des propositions assez classiques visant à accroître les moyens financiers des communes et leur autonomie de gestion, deux points du manifeste municipal socialiste en discussion dans le parti méritent à cet égard d'être soulignés : l'option très claire en faveur de l'extension de leur domaine de compétence et la proposition de créer une véritable fonction publique locale comparable à celle de l'Etat par le statut, la rémunération et la qualification.

Transformer les mécanismes de sanction

Cela implique très clairement la volonté de placer les collectivités locales dans une situation de contrepoids concurrentiel par rapport à l'Etat. Le problème du personnel communal est de ce point de vue plus crucial qu'il n'y paraît de prime abord. Tant que l'Etat central, par ses « grandes écoles » et ses « grands corps » notamment, conservera le monopole de certaines compétences techniques et administratives de haut niveau, l'autonomie d'un système politique local restera un vœu pieux. Comme l'idée de casser à la fois les grandes écoles et les grands corps se heurterait à des résistances pratiquement insurmontables, il reste à créer, concurrement à ces institutions de formation et de sélection de « l'élite administrative », des institutions universitaires de grande qualité qui, sous la responsabilité des collectivités régionales, seraient le vivier de cette nouvelle fonction publique locale. Ainsi pourrait-on développer un véritable marché des emplois administratifs qui, en



K. Depardon/GAMMA

L'Université : vivier d'une nouvelle fonction publique locale

brisant ses filières monolythiques, serait un facteur de dynamisme important.

La restructuration de la société civile et la reconstitution en son sein d'une société politique auront en outre un autre effet déséquilibrant favorable à une stratégie du changement de l'appareil d'Etat : la transformation des mécanismes de sanction qui s'exercent à son endroit, et par là, le renversement des relations de dépendance entre l'Etat et la société civile, entre l'Administration et les administrés. Le Droit définit l'Administration comme un simple instrument d'exécution d'une volonté politique qui lui serait extérieure. Nous l'avons vu, elle reste en vérité bien plus que cela : à la fois instrument d'exécution certes, mais également lieu de saisie des exigences sociales et d'élaboration des choix politiques. Elle n'obéit pas à la volonté politique, à bien des égards elle se subtitue à elle, l'organise et la commande. Le renversement des rôles est en grande partie lié à la façon dont jouent les mécanismes de sanction et de gratification à l'égard des fonctionnaires. Dans un univers où la règle administrative est souveraine et la société civile soumise, la sanction de l'activité administrative ne peut venir que de l'intérieur de l'Administration et s'exercer au regard du seul critère de la conformité de l'acte administratif par rapport à la règle qui le circonscrit. La qualité du service rendu, la satisfaction de l'usager, n'entrent que pour une part infime dans la définition de la qualité de l'acte administratif lui même.

Dès lors que la société civile serait capable de définir de facon autonome ses propres exigences, d'évaluer et de faire valoir la satisfaction que lui procure le service rendu, dès lors enfin qu'elle aurait les moyens d'identifier la source d'un acte administratif et d'établir le dialogue à ce niveau, c'est toute la logique de la sanction sur l'activité administrative qui se trouverait inversée. Le citoyen recouvrirait la maîtrise de *son* administration et le fonctionnaire le goût et la satisfaction de servir le public, un public concret de chair et d'os, et ne serait plus confiné dans cette seule morale du « service public », cette abstraction qui n'a que peu de rapport avec les femmes et les hommes réellement concernés.

Mais, objectera-t-on, comment espérer remettre les fonctionnaires de base au service du public si, au sommet de la hiérarchie, les hauts fonctionnaires demeurent aussi impérieux, à l'abri de leur tour d'ivoire et de leur privilèges ? Là doit intervenir un autre mécanisme de sanction, toujours de l'extérieur de l'Administration, non plus à la base toutefois mais au sommet, une sanction exercée par la seule institution qualifiée pour représenter le citoyen à ce niveau : le Parlement.

C'est en effet dans ce domaine, l'exercice d'un véritable pouvoir d'enquête et de contrôle sur les activités des hautes sphères de l'Etat, que l'on peut attendre le plus de la reconstitution de la puissance et de la dignité du Parlement. A cet égard, les quelques expériences récentes de commissions d'enquête parlementaires, même si elles demeurent bien timides comparées aux expériences étrangères, montrent l'efficacité potentielle d'un tel pouvoir. Encore faudra-t-il doter les commissions parlementaires des moyens de l'exercer effectivement : droit d'accès à tous les dossiers, possibilité de faire déposer sous serment les hauts fonctionnaires, publicité des débats

Réformer l'Etat

Telles sont quelques unes des mesures et des orientations qui pourraient permettre à un gouvernement de gauche de modifier profondément les relations entre l'Administration et la Societé, et mettre ainsi l'outil administratif au service de sa politique de transformation sociale.

Changer la nature de l'Administration peut paraître un objectif dérisoire par rapport à l'importance des changements que le Parti socialiste se propose d'entreprendre. Nous croyons pourtant que c'est un objectif essentiel, car de la qualité de l'outil administratif dépendra la capacité d'action gouvernementale dans bien d'autres domaines.

Mais il est une autre raison encore plus déterminante pour poser ce problème : le socialisme demeure identifié dans bien des esprits à une societé bureaucratique où la société civile est entièrement absorbée par son Etat. Le modèle des pays de l'Est n'est pas étranger à cette image et s'il y avait la moindre chance qu'il puisse se reproduire chez nous, cela justifierait toutes les inquiétudes. A cet égard il ne suffira pas d'expliquer que la France de 1978 n'est pas la Russie de 1917, ni même comme nous venons de le faire ici, de démontrer que la société française n'a guère eu besoin du socialisme pour se doter d'un Etat bureaucratique tentaculaire. Il ne suffira pas non plus de discourir sur l'autogestion.

Il faudra concrètement, et dans les premiers mois de l'exercice du pouvoir, entreprendre la réforme de l'Etat et plus particulièrment de l'Administration, outil et symptôme du changement social que nous voulons engager.

Jean Pierre WORMS

(1) Cet article a été préparé par un débat organisé par la revue « FAIRE ». Y ont notamment participé : Jacques Delors, Erhard Friedberg, Françoise Piotet, Pierre Rosanvallon, Patrick Viveret et Jean Pierre Worms.

(2) Voir la Fiche n° 1 consacrée au rappel des études critiques consacrée au phénomène administratif et particulièrement les travaux de Michel Crozier et de son équipe, notamment : Michel Crozier, « Le phénomène bureaucratique », Editions du Seuil. Et : Michel Crozier, Erhard Friedberg, Catherine Grémion, Pierre Grémion, Jean Claude Thoenig et Jean Pierre Worms, « Où va l'Administration française ? », Les Editions d'Organisation.

Le phénomène bureaucratique

Réfléchir sur les contraintes liées aux structures et au mode de fonctionnement de l'appareil administratif dont nous hériterons et sur les meilleurs moyens de les dominer et de s'en libérer suppose un diagnostic précis de la situation actuelle de l'administration et de son fonctionnement dans notre système politique et plus généralement dans la société française.

A cet égard il est utile de rappeller les grandes lignes des études sociologiques qui ont porté sur l'administration. Ces études mettent l'accent sur trois caractéristiques principales de l'appareil administratif, qui constituent, par leur association, la base du « phénomène bureaucratique » : la centralisation, la stratification et un système de décision orienté prioritairement vers la résolution de conflits internes à l'appareil administratif et non vers la solution des problèmes de la société.

Centralisation

La centralisation, ou la remontée systématique des pouvoirs et des décisions vers le sommet de la pyramide hiérarchique – et, en termes géographiques, vers les bureaux parisiens – apparait liée pour l'essentiel au pivot de toute doctrine administrative : la souveraineté de la règle universelle et anonyme. C'est un bel exemple des effets pervers d'un principe en soi apparemment irréprochable. Pour lutter contre les excès de pouvoirs personnalisés, contre les risques d'arbitraire de tel ou tel potentat local, ne faut-il pas retirer le pouvoir à l'homme pour le confier à la règle ? Mais pour que la règle soit juste, ne convient-il pas qu'elle soit la même pour tous ? L'universalité et l'anonymat de la règle sont donc en bonne doctrine administrative les garants de la justice et de l'efficacité de l'Administration.

Pourtant que voit-on ? Une grave incapacité à prendre en charge la réalité des problèmes posés par la diversité inéluctable des situations particulières tant des individus que des collectivités. Dès lors, une part essentielle de l'effort des fonctionnaires tend à obliger les « administrés » à couler leurs problèmes dans le moule intangible des règlements prévus pour les résoudre. Ce ne sont pas les règlements qui s'adaptent aux situations concrètes mais celles-ci qui doivent s'adapter aux règlements... Et quand un nombre suffisant de cas concrets prouvera l'inadaptation de la règlementation existante, on fera une nouvelle règle qui, s'ajoutant aux autres, aggravera la rigidité de l'ensemble et les difficultés provoquées. Tout cela au détriment de l'efficacité et de la justice... Là se trouve l'origine des lenteurs et des « viscosités » de la machine administrative. Là se trouve également l'origine de sa centralisation. En effet, la « décision » administrative ne peut résider dans l'application de la règle ou lorsqu'il s'agit de l'interpréter ou de transiger avec elle. Or c'est là un acte scandaleux au regard de la doctrine administrative car elle relève inéluctablement d'une part d'arbitraire. Dès lors cet acte scandaleux sera toujours renvoyé à l'échelon supérieur – ce qu'on appelle la politique du parapluie, chacun se réfugiant derrière la seule légitimité administrative reconnue, l'application rigoureuse de la règle, et rejetant vers le sommet de la hiérarchie sa nécessaire mais illégitime transgression.

Ainsi les bureaux parisiens finissent-ils par être encombrés de détails de simple gestion qui auraient parfaitement pu trouver une solution locale satisfaisante. Ainsi les élus sont-ils transformés en commis voyageurs des problèmes particuliers, pour débloquer à Paris des affaires bloquées localement, pour effectuer ces « interventions » tristement fameuses qui rongent le temps et l'énergie du personnel politique et pervertissent le sens de la représentation démocratique.

Stratification

La stratification, deuxième caractéristique d'une administration bureaucratique, accompagne nécessairement cette logique centralisatrice. Stratification verticale et stratification horizontale.

Du bas en haut des hiérarchies administratives, chaque niveau se fait une chasse gardée de « sa » zone particulière de règlementation, à propos de laquelle il se constitue une véritable expertise qui le protège contre l'intervention « arbitraire » du niveau supérieur et contre les pressions des administrés. Dans un système où le pouvoir est fortement concentré au sommet, il est inévitable que la base se construise des remparts de protection avec les outils à sa disposition, les règles qu'elle est chargée d'appliquer. De là naissent les lenteurs dans la transmission de l'information, les distorsions et les rétensions qui constituent le cancer de notre système administratif. Le recrutement par concours différenciés selon les niveaux, et les obstacles à la promotion interne, accroissent la rigidité de cette stratification et contribuent à faire de chaque strate une véritable sous-culture. Mais le plus grave est sans doute la dichotomie qui s'est ainsi instaurée globalement entre le sommet et la base de la machine administrative au point qu'il y a désormais deux modèles de fonction publique en France, celui de la « haute administration » et celui des « petits » et « moyens » fonctionnaires. Tout les différencie : l'origine sociale, le mode de recrutement, le système de valeurs et le rôle que l'on attend d'eux. Les hauts fonctionnaires d'origine et de culture bourgeoise, formés dans des écoles et recrutés par des concours qui les ont marqués des vertus et des stigmates d'une « élite », se sentent investis d'une mission de « conception » au nom d'une « rationalité » dont ils seraient seuls à détenir les clés. Coupés de tout contact avec « les « administrés », ces « usagers » de l'administration que sont les Françaises et les Français, il leur est difficile d'échapper aux déviations technocratiques. Ce phénomène est particulièrement inquiétant quand cette technocratie est en passe d'être asservie par les pouvoirs établis. C'est un danger qui n'a fait que s'aggraver sous la cinquième république : dans un système où le pouvoir d'Etat et le pouvoir économique n'ont cessé de se concentrer et de s'interpénétrer, la « compétence » des hauts-fonctionnaires est devenue une valeur particulièrement prisée par les maîtres du système. Ainsi, l'exercice de fonctions « politiques » dans les cabinets ministériels et de fonctions « économiques » à la direction des grandes entreprises fait désormais partie intégrante d'une carrière « normale » d'un haut fonctionnaire. Ainsi s'instaure dans la haute fonction publique une forme subtile d'inféodation au pouvoir, qui s'apparente à l'antique « partage des dépouilles ». Il serait illusoire de croire qu'on remédiera à cette perversion profonde du statut et du rôle de nos hauts fonctionnaires en changeant ceux qui président au partage des dépouilles ou en remplaçant la technostructure de droite par une technostructure de gauche... Le deuxième modèle administratif, celui de la grande masse des petits et moyens fonctionnaires, qui sont eux plus directement au contact du public, n'est pas sans subir le contre-



Archipof

coup de cette évolution de la haute fonction publique dans un Etat qui intervient de plus en plus dans les affaires du pays et de façon de plus en plus partisane. Déjà, nous l'avons vu, la structure même d'un appareil administratif centralisé et stratifié avait tendance à encourager des comportements « bureaucratiques » chez ceux qui étaient confinés dans l'application de règles édictées par les échelons supérieurs. Le ritualisme protecteur dans l'application de la règle était tout naturellement la réponse du berger à la bergère. Mais dès lors que ces échelons supérieurs apparaissent contaminés par leur compromission avec des puissances privées et des intérêts partisans, cette crispation dans la défense d'une règle universelle et anonyme se pare de vertus civiques : c'est au nom des principes égalitaires de la République et dans un légitime refus des libertés toujours plus grandes que la droite prend avec le droit, que beaucoup des meilleurs fonctionnaires se figent dans des comportements relevant du pire conservatisme bureaucratique. Il ne faudrait pas non plus que ce contre-modèle devienne le modèle officiel de l'Administration quand la gauche arrivera au pouvoir, qu'au nom de ses vertus égalitaires la bureaucratie devienne le modèle de référence d'une administration « de gauche » !

L'administration française ne souffre pas seulement des effets néfastes d'une stratification verticale excessive; elle est également affectée d'une très forte stratification horizontale. Par là il faut entendre la coupure qui existe entre les différentes administrations et entre les différents secteurs d'intervention de l'Etat. C'est la source des innombrables problèmes de « coordination » interadministrative que l'on rencontre dès qu'il s'agit de s'attaquer à une situation concrète d'une quelconque complexité. Ces difficultés ne relèvent pas seulement d'une mauvaise « organisation du travail », qu'un nouveau découpage des champs d'intervention et une restructuration de l'appareil pourraient redresser. En fait, si ces problèmes de coordination sont si difficiles à résoudre, c'est que leur solution remettrait en cause des équilibres de pouvoir à l'intérieur de l'appareil de l'Etat qui, pour être « délicats », n'en sont pas moins profondément indurés.

Les équilibres de pouvoir

Chaque administration a structuré son champ d'intervention comme un empire sur lequel elle exerce jalousement un véritable monopole. Dans l'exercice de **ses** attributions sur **son** domaine de compétence elle dispose de **ses** techniques, avec **son** langage, **son** personnel et ses filières de recrutement, **ses** réseaux de clientèle et **ses** usagers. A l'intérieur de chaque administration, strate après strate en commencant par en haut, on voit alors se développer le phénomène corporatif : la constitution de « corps » qui retirent du monopole qu'ils ont su établir dans leur domaine d'action particulier une série impressionnante de privilèges, notamment en matière de carrière, de statut et de rémunérations annexes. Le modèle le plus parfait de cette articulation entre privilèges de statut et de pouvoir d'une part, exclusivité des droits et de la capacité d'intervention sur un domaine bien circonscrit d'autre part, est évidemment celui des « grands corps » techniques de l'Etat : Ingénieurs des Mines, des Ponts, du Génie Rural... On aboutit à ce paradoxe qu'une administration fondée sur des principes égalitaires apparaît en fait comme une mosaïque de zones de privilèges entre lesquels s'instaure en permanence une véritable guerre de tranchée.

On conçoit dès lors que ce n'est pas une quelconque réforme administrative d'ordre technique qui pourra résoudre de tels problèmes de coordination au sein de l'appareil de l'Etat. On conçoit également que les décisions à l'intérieur d'un tel ensemble revêtent souvent des configurations aberrantes. C'est en effet l'aspect quasi pathologique des mécanismes décisionnels de l'Administration francaise qui constitue le troisième trait distinctif mis en lumière par les études sociologiques. Ce qu'elles relèvent, c'est l'inévitable remontée vers le sommet de l'appareil administratif de l'activité de décision sous le double effet de la centralisation et de la stratification. De ce fait la décision se prend toujours le plus loin possible de ceux qu'elle concerne et par des gens qui ne sont qu'exceptionnellement en contact avec les résultats qu'elle produira : ceux qui décident ne connaissent pas la réalité concrète des problèmes qu'ils veulent résoudre ; ceux qui la connaissent n'ont pas de pouvoir de décision.

En outre, si le sommet décide seul, il décide également de tout. De sorte que l'activité décisionnelle des hauts fonctionnaires porte de façon inextricablement mêlée à la fois sur les détails et sur l'ensemble. Le plus souvent la décision importante est noyée sous les décisions accessoires.

Dans un tel système de décision, le contexte politique finit presque toujours par être occulté par le contenu corporatif : ceux qui participent de la décision centrale, s'ils sont coupés de ses conséquences sociales, sont en revanche soumis aux pressions internes de leur administration et se voient investis d'une mission de représentation de ses intérêts corporatifs. De sorte que des décisions produites ainsi par de laborieuses négociations entre hauts fonctionnaires, apparaissent beaucoup plus comme de mauvais compromis bureaucratiques que comme des choix politiques.

(1) Cf. pour l'étude du phénomène corporatif au Ministère de l'équipement : Jean Claude Thoenig, « L'ère des technocrates », Les Editions d'Organisation.

DONNEES STATISTIQUES SUR LES FONCTIONNAIRES

Avertissement

1. En dépit des apparences, ce domaine est fort mal connu si l'on en juge par les divergences entre les sources statistiques.

2. Il faut garder à l'esprit un certain nombre de distinctions :

– entre agents de l'Etat et ceux des collectivités locales (naturellement les agents de la sécurité sociale ou des entreprises publiques ne sont pas des fonctionnaires et n'entrent donc dans aucune de ces deux catégories) ;

– entre agents titulaires et agents non titulaires ;

– entre effectifs inscrits aux budgets et effectifs effectivement employés ;

– entre effectifs métropolitains et effectifs servant à l'extérieur (DOM, TOM, étranger).

Tableau 1 : Effectifs des agents de l'Etat et des collectivités locales (1969) - (en milliers)

	Titulaires	Auxiliaires, Contractuels, Vacataires, Temporaires	Ouvriers de l'Etat	Total Agents civils	Militaires	Total
Etat						
Total.....	1.238	321	125	1.684	270	1.954
- dt en Métropole...	1.206	301	121	1.628	234	1.862
Collectivités locales	Titulaires	Non titul.				
Total...	515	210	-	725	-	725
- dt en Métropole...	508	203	-	711	-	711
Total général	1.753	531	125	2.409	270	2.679
- dt en Métropole	1.714	504	121	2.339	230	2.569

Source : INSEE : Recensement des agents de l'Etat et des collectivités locales du 1/3/69.

Tableau 2 : Effectifs de fonctionnaires et population active (en millions) - Evolution par sexe 1954-1974

	1954			1974			Variation 1954-1974		
	H	F	Ens.	H	F	Ens.	H	F	Ens.
1. Etat et collectivités locales	1,2	0,6	1,8	1,6	1,5	3,1	+0,4	+0,9	+1,3
2. Ensemble de la population active	12,5	6,7	19,2	13,8	8,1	21,9	+1,3	+1,4	+2,7
3. 1 : 2 (%)	9,6	9,0	9,4	11,6	18,5	14,2	30,8	64,3	48

Source : Commissariat Général du Plan : Rapport sur la prospective du travail

Tableau 3 : Effectifs des agents de l'Eta budgétaires)

Education et formation	
Postes et télécommunications	
Economie et Finances	
Intérieur	
Défense (personnels civils)	
Autres	
Ensemble (civils)	
Personnels militaires de carrière	
Ensemble	

Source : Service d'Information et de Di

Tableau 4 : Répartition par catégorie des postes budgétaires de personnels civils (1976)

Catégorie A	28 %
Catégorie B	31 %
Catégorie C et D	35 %
Catégories spéciales (agents n'ayant pas le droit de grève)	6 %
	100

Source : Service d'Information et de Diffusion

Tableau 5 : Répartition des agents de l' selon le niveau du diplôme les salariés du secteur priv

	Aucun ou CEP
Salariés de l'Etat et des collectivités locales	36,5
Salariés du secteur privé non agricole	61,5
Ensemble des actifs	60

Source : INSEE : Enquête Emploi 1972

t par principaux Ministères (effectifs

	Effectifs en 1974	Indices en 1974 (1964 = 100)
	853	158
	356	125
	150	124
	130	151
	130	80
	199	121
	1.818	134
	310	68
	2.128	124

fusion

Tableau 6 : Part en 1972 des agents de l'Etat et des collectivités locales dans :

la population active totale . 14,1 %
- les actifs ayant (1) :
- le CEP ou pas de diplôme 8,6 %
- le CAP ou équivalent ... 11,2 %
- le BEPC ..... 22,5 %
- le baccalauréat ou le B.T. 32,7 %
- un diplôme supérieur au bac 37,6 %

(1) Niveau du diplôme le plus élevé obtenu

Source : INSEE : Enquête Emploi 1972.

Etat et des collectivités locales en 1972
le plus élevé obtenu - Comparaison avec
é et l'ensemble de la population active.

CAP ou équivalent	BEPC	Bac ou BT	Au delà du Bac.	Non déclaré	Ensemble
12,9	14,1	19,5	16,9	0,1	100
18,8	8,1	7,0	4,5	0,1	100
16,3	8,9	8,4	6,3	0,1	100

Du modèle administratif à la critique de la bureaucratie

Pour le sens commun, la bureaucratie incarne aujourd'hui le mauvais côté d'une administration, la dégénérescence du caractère démocratique d'une organisation. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au XIX[e] siècle, administration et bureaucratie sont deux termes synonymes qui n'ont aucune connotation négative. Administration et bureaucratie apparaissent au contraire comme des instruments de progrès nécessaires, comme des moyens indispensables pour rendre le fonctionnement de la société plus rationnel . « Substituer l'administration des choses au gouvernement des hommes » sera l'une des grandes idées du XIX[e] siècle de Saint-Simon à Karl Marx.

Pour Hegel, l'administration constituait la nécessaire médiation entre l'Etat et la société civile, elle était « l'esprit de l'Etat ». Marx reprendra cette analyse, avec la différence essentielle que sa critique de l'Etat bourgeois comme instrument au service d'une classe dominante, l'amenait à dénoncer également l'administration comme instrument d'oppression au service de cet Etat. Ce n'est donc pas tant le modèle administratif que la bourgeoisie capitaliste comme auxiliaire de la domination bourgeoise qui est en cause pour Marx.

Au début du XX[e] siècle, Max Weber fera la théorie de l'organisation bureaucratique comme facteur d'efficacité et de rationalité. Il fixera les principes essentiels d'un tel modèle : spécialisation des individus et des fonctions, existence d'une structure d'autorité hiérarchique, impersonnalité des relations entre individus, suprématie de la compétence, etc. (Ces principes seront repris et adaptés au fonctionnement de l'entreprise par Taylor et Fayol).

Ce n'est que très progressivement qu'est apparue la critique de la bureaucratie comme dysfonctionnement d'une organisation et de son administration. C'est la naissance de la sociologie des organisations avec un pionnier comme Roberto Michels qui a permis de commencer à formuler la critique de la bureaucratisation comme problème organisationnel, d'analyser le passage de la bureaucratie comme simple système de transmission à la bureaucratie comme système de décision devenu autonome. Pour Michels, la bureaucratisation d'une organisation se définit ainsi par le renversement des rapports entre les fins et les moyens. Dans ***les partis politiques,*** son grand ouvrage sur la social-démocratie allemande, il note ainsi : « Aux institutions et aux qualités qui, au début, étaient destinées tout simplement à assurer le fonctionnement de la machine du parti - subordination, coopération harmonieuse des membres individuels, rapports hiérarchiques, correction, discrétion - on finit par attribuer plus d'importance qu'au degré de rendement de la machine ».

La réalité de l'Etat soviétique, le développement des grandes sociétés et des administrations incitera la sociologie des organisations à se développer (cf. en France Michel Crozier).

L'analyse et la critique de la bureaucratisation en tant que problème organisationnel est devenu un enjeu décisif pour toute réflexion sur la démocratie. Aussi est-il devenu impossible, sous peine d'un idéalisme dangereux, de faire l'économie d'une analyse spécifique des problèmes posés par le développement des organisations dans le fonctionnement de la société.

dialogue avec nos lecteurs

Non au débordement !

Le hasard a fait que j'ai lu le même jour la « lettre ouverte aux socialistes » de Maurice Duverger et le numéro de « Politique Hebdo » du 10 au 16 juin.

Je suis frappé par la pertinence des remarques de Duverger et par le fait que tout un courant de gauche spécule ouvertement sur les moyens d'empêcher une gauche victorieuse de trahir.

C'est Hamon qui dans « Politique Hebdo » déclare : « qu'ils le veuillent ou non les signataires du programme commun suivent une logique qui les conduira tôt au tard à entrer en conflit avec la vague de mobilisation qui se sera levée en leur nom. »

En vertu de je ne sais quelle fatalité qui « conduit » les responsables de la gauche « qu'ils le veuillent ou non » Hercet du PSU deux pages plus loin va dans le même sens : « Il est clair que les forces de gauche vont vouloir marquer une pause par rapport au programme commun. Non seulement les réformes de structure, mais les mesures immédiates du programme commun vont être renvoyées à plus tard »... et de préconiser des « Comités d'unité populaire » qui peuvent être la « base d'un véritable pouvoir populaire ». Tournons quelques pages et nous tombons sur Guidoni (interviewé par Hamon) qui insiste sur l'extrême importance d'une « intervention de type extra-parlementaire » et sur les « doubles pouvoirs ».

Page suivante c'est Julliard de la CFDT qui affirme « les syndicalistes espérent que le gouvernement ne fera pas l'erreur qu'a commise en partie Blum en 36, considérer le mouvement des masses comme une gêne ou un frein à son action réformatrice »... Rappelons qu' Edmond Maire avait déjà dénoncé les erreurs de Blum au congrès d'Annecy.

Tout cela converge. Beaucoup de gens considérant la victoire de la gauche comme acquise en sont à spéculer sur la façon de déborder ladite gauche sans se douter que ce faisant ils réduisent son audience. Pour ma part, (beaucoup pensent comme moi, mais n'osent pas le dire) j'attends du PS qu'il précise clairement sa position face aux « doubles pouvoirs », je ne reconnais aucune légitimité à un deuxième pouvoir non issu du suffrage universel, je m'inquiète de la campagne tendant à présenter la gauche comme prête à trahir, j'attends une mise au point claire vis-à-vis de tous ces procureurs qui préparent leurs réquisitoires comme autant de compensations aux déboires qu'ils ont connu face au suffrage universel. Tout un courant se développe qui tend à affirmer que pour être élu il faut avoir été électoraliste, il faut s'être compromis d'où la nécessité de censeurs dont la pureté est inversement proportionnelle à l'audience recueillie auprès des masses. Cette attitude anti-démocratique doit être récusée par le PS. Si celui-ci se tait, beaucoup de militants solides qui ont horreur de l'agitation de ces assemblées générales où comme le dit si justement Duverger « ne siège qu'une minorité, où ne parle qu'une minorité de la minorité, où ne décide que la minorité de la minorité, de la minorité » resteront sur la touche lorsqu'approchera la grande explication.

J. PINARD
Conseiller Général de BESANÇON Nord

Sujets à aborder

Je souhaite que soient abordés dans « Faire » les sujets suivants :
- Spéculation, fuite des capitaux pendant la phase transitoire.
- Rôle et importance des MJC, théâtre populaire, centres sociaux, etc.
- Possibilité d'autogestion dans la phase transitoire en économie de marché.
- Les syndicats CFDT et CGT : niveau des décisions, élections, représentativité, action, etc.
- Les syndicats sont représentés au Conseil d'administration de la Sécurité sociale, au Comité d'entreprise, etc. ; possibilité de compte-rendu de mandat au salariés, de prises de décisions à la base.
- Les syndicats FO, CGC, CFTC.

– Action municipale : expériences concrètes de participation, et surtout de contrôle des habitants ou des associations représentatives.
– Rôle des GAM.
– Le PS et les paysans : sa position, des expériences de lutte, l'écho rencontré par le PS.
– Rôle de la presse dans le combat socialiste : pourquoi le PS n'a-t-il pas de quotidien (la Ligue communiste en possède un) ? Où en est le projet de radio socialiste ?

Pour tous les problèmes abordés, il faudrait citer au moins une expérience concrète, citer des livres, des groupes de recherche travaillant sur ces problèmes.

Denis KIEFFER
(Seloncourt)

Ancien abonné de « Frontière », j'ai mis un certain temps à choisir votre revue parmi les deux issues de cette dernière. Je ne vous cacherai pas cependant que tout en appréciant beaucoup le contenu de nombreux articles (démocratie dans le PS, régions, vie militante...), je reste perplexe sur l'attitude que l'équipe de la revue entend prendre dans les prochains choix politiques qui se présenteront au PS (Congrès de 77).

Jean JACQ
(Bar le Duc)

Pour des débats « transversaux »

J'ai lu avec un vif intérêt l'article de Patrick Viveret « PS : l'exigence de la lucidité » paru dans le numéro de Faire de juin-juillet.

Je vous approuve entièrement lorsque vous écrivez que « La stratégie du PS, suffisante sans doute pour conquérir le gouvernement, ne l'est plus vraiment pour prendre et transformer le pouvoir ».

Il est bien vrai aussi qu'« en dehors des abstractions sur lesquelles se construisent les discours de congrès nous ne disposons pas encore d'une analyse concrète et d'une politique opératoire ».

Une commission d'études avait été créée pour étudier le problème fondamental de l'autogestion. Or, cette commission a été dissoute...

Cependant des propositions concrètes ont été faites par le président de la dite commission qui, sous le pseudonyme de Jacques Brault les a consignées dans un livre : « Droits des salariés et autogestion » (1).

Il serait bon que ces propositions soient reprises pour servir à mettre sur pied la doctrine économique qui manque actuellement au PS.

Il est un autre point sur lequel vous avez raison d'attirer l'attention : c'est la coupure entre les militants et la direction du Parti.

Il est notoire que, de moins en moins, les militants sont invités à participer aux débats doctrinaux qui devraient guider la politique du PS. Le militant de base n'est plus considéré que comme un colleur d'affiches ou un camelot tout juste bon à vendre « l'Unité » le dimanche matin. Il ne saurait être question désormais de lui demander un avis quelconque. Le dernier congrès relatif aux élections municipales est édifiant sur ce point : les militants devaient voter le texte proposé par le Comité directeur (toutes tendances confondues pour une fois) et aucun amendement ne pouvait être pris en considération.

A titre de vieux militant j'ai été choqué par ce procédé...

En tout cas j'applaudis sans réserve à votre proposition d'utiliser « Faire » pour « créer au maximum ces nouveaux lieux de débats transversaux qui permettent au débat d'emprunter d'autres voies que les réseaux souvent rigides et hiérarchisés des tendances ».

Jean GANDILLON

(1) Editions TEMA

Colloque :
« JAURES ET LA CLASSE OUVRIERE »

La Société d'études Jaurésiennes, le Centre d'histoire du syndicalisme et l'Ecole des hautes études en Sciences sociales organisent conjcintement un colloque sur le thème « Jaurès et la classe ouvrière » à Paris à l'Assemblée Nationale les 26, 27 et 28 novembre.

Il s'adresse non seulement aux spécialistes français et étrangers de Jaurès, mais aussi à tous ceux qui, tant au plan de l'action que de la réflexion, s'interrogent sur les relations entre la classe ouvrière et le mouvement ouvrier.

Des communications, laissant la place à de larges discussions, porteront notamment sur :
– Socialisme et Syndicalisme (G. Haupt)
– La classe ouvrière française au début du XX^{e} siècle (M. Perrot et Cl. Willard)
– La conception du parti chez Jaurès (M. Reberioux)



A nos Abonnés.
Faire n'étant pas paru au mois d'août, nous reprenons avec ce n° 11 le cours normal de notre parution, qui fait suite au numéro double (9/10) de juin-juillet.

Au cœur des recherches et des débats de la gauche, tirant les leçons des luttes et donnant des informations inédites sur les expériences entreprises, "FAIRE" est un instrument indispensable pour tous les partisans du socialisme auto gestionnaire.

Pour recevoir régulièrement "FAIRE" ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI.
Vous bénéficierez de notre tarif spécial de lancement :
100 F pour 12 numéros au lieu de 120 F.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

BULLETIN D'ABONNEMENT

A remplir et à envoyer accompagné de votre règlement à :

faire

48, rue Sainte-Anne 75002 PARIS.

Je désire m'abonner à " FAIRE " et recevoir les 12 prochains numéros au prix spécial de lancement :100 F seulement au lieu de 120 F.

Nom _____

_____

Adresse _____

_____

Code postal |_|_|_|_|_|

Ville _____

_____

Ci-joint mon règlement par :
- ☐ chèque bancaire
- ☐ mandat-lettre
- ☐ virement postal (3 volets)

} à l'ordre de "FAIRE"

L'équipe de faire

Comité d'orientation :

André Acquier, Jean-Paul Bachy, Robert Chapuis, Jean-Pierre Cot, Roger Dosse, Claude Estier, Gilles Ferry, Gérard Fuchs, Jacques-Antoine Gau, Claude Germon, Henry Hermand, André Jeanson, Charles Josselin, Lionel Jospin, Jean-François Kessler, Henri Laborit, Catherine Lalumière, Jean Legarrec, Guy Le Neouannic, Louis Le Pensec, Jean Maire, Gilles Martinet, Maïté Mathieu, Jean Monnier, Daniel Mothé, Jean Pronteau, Jean Rey, Michel Rocard, André Salomon, Evelyne Sullerot, Dominique Taddei, Yves Tavernier, Alain Touraine, Claude Vieira

Comité de rédaction :

Martine Buron, Paul Chaslin, Stéphane Coquard, Pierre Dupuis, Patrice Finel, Jacques Gallus, Henri Guillaume, Marc Osouf, Bernard Pingaud, Jean-Louis Pontich, Alain Richard, Lucien Rioux, Gérard Sandoz, Jean-Pierre Worms

Rédacteur en chef :
Patrick Viveret

Maquette :
Bernard Thomas

Photo :
Chantal Géron

Directeur de la publication :
Gilles Martinet

« faire » est édité
par la société des éditions
du Coq Héron
48, rue Sainte-Anne
Paris 2e
742.84.05

Composé par :
GRAPHITI, 5, rue des Petits Hôtels
75010 PARIS
ISSN : 0339-3070

CHAQUE VENDREDI

L'unité

L'HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE

avec la chronique
de François Mitterrand

---

cinéma 76

LA revue de cinéma
pour les VRAIS amateurs

AOUT - SEPTEMBRE N° 212-213
CINEMA FRANÇAIS
EN MUTATION

Economie ● Province ● Politique
Entretiens ● Enquêtes ● Réflexions

320 pages de documentation exceptionnelle

Dans ce numéro
le Parti socialiste et le Cinéma
par Dominique Taddei

En vente partout : 16 F
et 6, rue Ordoner. Paris 18e

6 rue Ordener Paris 18e
Tél. : 208.72.93